

# Efadine

Revue du Réseau des Créfad  
et du Réseau des Cafés Culturels et Associatifs

La culture est tout ce qui nous permet de résister à la domination - Marcuss

Michel Onfray et l'éducation populaire - Marcuss

La joie des appels à projets - Charlotte Dementhon

Généalogie des théories intersectionnelles - Marc Tertre

« Pourquoi la jeunesse ? Nos approches et notre regard critique »

La jeunesse... Des jeunesses... - Jean-Marie Perrinel

Un engagement artistique dans l'univers des tous-petits - Thierry Lafont

Se dire prosexé - Val Flores

Les professeurs des écoles et leurs super pouvoirs - Anonyme

Des artistes qui s'engagent - Compagnie Rara Woulib

La logique, et la logique en entraînement mental - Denis Varichon

Quel projet pour une gauche révolutionnaire - Marcuss

L'affairisme capitaliste des cartels du sport - Quel Sport ?

Revue n° 14 - Septembre 2022



## La revue Efadine

Efadine est publié par le **Réseau des Créfad** et par le **Réseau des Cafés Culturels et Cantines Associatifs**, deux « fédérations » nationales organisées en réseau et qui regroupent des associations d'éducation populaire implantées actuellement dans les régions Auvergne Rhône-Alpes, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Pays de Loire, Bretagne, Normandie, Centre, PACA, Grand-Est, Île-de-France, Hauts-de-France.

Efadine veut présenter des thèmes de réflexion liés plus ou moins aux actions des associations locales et régionales et leurs partenaires, à la pratique associative, à l'économie solidaire, à la formation des adultes, à la pédagogie, à l'action culturelle... Efadine témoigne également des recherches menées par des acteurs associatifs, des étudiants du « Séminaire Itinérant Acteurs et Entrepreneurs Sociaux » (SIAES), des auteurs accueillis, des débats dans les cafés, cantines et épiceries associatifs.

Efadine peut se résumer à une revue traitant d'éducation et de culture, ces deux termes étant pris dans leur acception la plus large.

En ce sens elle ne présente pas l'actualité, ni la mode. Elle n'annonce pas les activités de nos associations.

Elle ne publie pas d'articles réactifs mais elle tente d'offrir le nombre de pages nécessaires pour développer une pensée ou un travail.

Elle souhaite également éveiller la curiosité sur des évolutions sociétales. C'est ainsi que nous avons déjà traité de la transmission, de la responsabilité, de l'engagement, de la norme, de la démocratie, de

l'économie, des territoires, mais aussi de littérature, de peinture, de photographie, du corps...

C'est ainsi qu'à chaque parution nous espérons compléter la réflexion sur chacun de ses thèmes, poursuivre par d'autres points de vue, d'autres apports.

Efadine paraît de manière irrégulière en fonction des moyens dont nous disposons.

**Cette revue ouvre régulièrement ses pages à un artiste, non pour illustrer, mais pour présenter ses réalisations.**

Retrouvez Efadine sur [efadine.wordpress.com](https://efadine.wordpress.com)

# La culture est tout ce qui nous permet de résister à la domination

Marcuss

*Marcuss est éducateur spécialisé de formation. Il gère un blog sur le journal Mediapart traitant principalement des questions de délinquance, de pédocriminalité et de violences contre les femmes. S'inscrivant politiquement dans une pensée marxienne, ces derniers écrits valorisent la dimension culturelle des mouvements sociaux.*

L'éducation populaire est un travail culturel à finalité politique. Elle utilise l'excès de culture des personnes dominées – c'est-à-dire leur capacité évidente d'analyser et de comprendre leur place dans les rapports sociaux – pour emprunter les chemins de l'émancipation. Elle est l'outil qui permet la mise en place de pratiques collectives et subversives à des fins de transformation sociale.

## I. Pour une redéfinition de la culture

Dans le langage politique et institutionnel, le mot culture se définit sous trois grandes formes. Sans hiérarchie de valeurs ou de jugement, la première se caractérise par la culture scolaire légitimée par le système éducatif avec ses notes et ses titres. La deuxième fait référence aux valeurs et aux traditions d'une population nationale, d'une communauté,

d'une ethnie. La troisième est la réduction de la culture à l'art. Elle serait le patrimoine des gens « cultivés » et « éduqués ». C'est l'art de ceux qui font de la peinture, de la danse, de la musique, du théâtre etc. Souvent définies par le talent, voire le don, les pratiques culturelles – souvent individuelles – se résument à la production esthétique d'une œuvre dépolitisée qui conforte les valeurs de la bourgeoisie. A travers ces trois définitions de la culture, on constate qu'elle est une chose qui nous sépare bien plus qu'elle nous rassemble, par la distinction et le « mérite » scolaire, ou par son aspect simplement ethnologique.

Dans cet écrit, le terme de culture est défini sans aucun réductionnisme pour englober la totalité de l'être humain. En reprenant la définition du groupe de Fribourg (2007) et sa déclaration des droits culturels, « Le terme « culture » recouvre les valeurs, les croyances, les convictions, les langues, les savoirs et les arts, les traditions, institutions et modes de vie

par lesquels une personne ou un groupe exprime son humanité et les significations qu'il donne à son existence et à son développement ». Cette définition opère une rupture avec les trois autres. Ici, la culture englobe une diversité de références, de ressources et de représentations, autant individuelles que collectives, qui sont autant d'expressions de notre humanité. Ainsi, elle n'est plus une marque de distinction qui permet de justifier les inégalités sociales et économiques, mais un outil de dignité des personnes et des groupes.

Franck Lepage appuie le trait en écrivant que la « culture est l'ensemble des stratégies qu'un individu mobilise pour résister à la domination ». Elle permet aux dominés de mobiliser des références et des représentations culturelles pour comprendre le monde qui les entoure. Tout est culturel puisque chaque situation, chaque concept, chaque politique mobilise des représentations, c'est-à-dire des significations idéologiques d'un problème. Par exemple, la question du travail, de la production ou de l'école, sont des problèmes culturels puisque chacun d'eux mobilise des énoncés culturels relatifs à leur justification, à leur organisation, à leur signification, donc au sens de leur existence.

Cette définition de la culture nous permet de mettre fin au pseudo manque de culture des classes populaires qu'il faudrait remplir par la démocratisation culturelle. Ainsi, si la culture est l'ensemble des références et des représentations que peuvent mobiliser les individus et les groupes pour faire

vivre leur humanité et leur dignité, alors le syndicalisme, le féminisme, l'antiracisme, l'anticapitalisme, l'écologie, relèvent de pratiques culturelles. Celles-ci représentent la dimension culturelle des mouvements sociaux et de l'action collective.

L'hypothèse de cet article – reprise au philosophe Luc Carton – est qu'aujourd'hui la culture est au centre des problèmes sociaux et politiques. L'actuelle *crise de la démocratie représentative* est corollaire d'un *excès de culture* qui s'opère par un changement de régime (l'industrialisation à la tertiarisation), dans une *société désormais pacifiée qui n'accorde plus de crédit au conflit*, pourtant l'essence même du politique. Pour répondre à cet excès, à cette crise, et à cette essence, l'idée d'éducation populaire est la seule voie crédible à suivre.

## II. Sur la culture

### L'industrialisation, expropriation et confinement culturel

Je vais reprendre ici l'hypothèse du philosophe Luc Carton relative à l'excès de culture. Pour comprendre cette idée, il faut revenir sur le processus d'industrialisation.

Le mode de développement industriel opère **un mouvement d'autonomisation extrême de trois champs** qui n'auront

plus rien à se dire : l'économie (la production) la culture (la signification et les représentations), le social (la répartition). Dans un premier temps, **le développement industriel dissocie le champ économique** (c'est-à-dire le système de production et d'échange marchand) au champ culturel (sa signification). Cette autonomisation provoque une **expropriation culturelle des dominés et une mise à distance de la culture**.

**Trois raisons expliquent ces conséquences** : l'industrialisation absorbe les gens de cultures avec leurs métiers, leurs traditions et leurs langues très diverses. C'est très frappant en France avec l'exode rural. Toutes les traditions, les savoirs, les connaissances, les mœurs et les valeurs des campagnes sont écrasés dans le processus d'industrialisation. Ensuite, ce mode de production intègre à la machine une série de savoir-faire autrefois détenus par les ouvriers. Les organisations scientifiques du travail développent cette dépossession du savoir en divisant les tâches, en les hiérarchisant et en atomisant les métiers par des actions répétitives, simplistes et aliénantes. La dernière raison est relative à la lutte sociale. Pour combattre la capacité révolutionnaire du mouvement ouvrier, il faut le déqualifier en intégrant à l'organisation (la chaîne de montage), aux machines et aux bureaux d'études (patrons et ingénieurs) les compétences et les savoir-faire des ouvriers les plus qualifiés. Ainsi la connaissance est éjectée du rapport de production

pour être redistribuée ailleurs (machines et les bureaux d'études) **mais aussi principalement à l'école**. L'institution scolaire, produit de la faible et lente démocratisation de la société, œuvre également à autonomiser la culture. En effet, l'École Républicaine promeut l'instruction d'un homme universel, c'est-à-dire non localisé socialement. Ainsi, le champ culturel se dissocie également du social dans la mesure où l'avenir du futur citoyen dépend de son instruction – la culture scolaire – et non des rapports sociaux de production. La culture (le sens subjectif et représentations de la vie sociale) est mise à l'abri des conflits politiques et sociaux, dans des espaces neutralisés et universalisés comme l'institution scolaire.

En conclusion de cette première partie, les processus d'industrialisation et de démocratisation autonomisent les champs – l'économique, le social, la culture –, et exproprient, extirpent, confisquent et confinent la culture pour la mettre à l'abri dans des zones réservées : l'école, les bureaux d'études (ingénieurs et patrons), les machines, ce qui empêche la circulation culturelle dans la société.

### **La tertiarisation, une réincorporation culturelle**

Contrairement à l'industrialisation, le mode de développement tertiaire va au contraire **maximiser les interdépendances entre ces trois champs**. La tertiarisation est la propulsion du système de production à incorporer la culture dans l'économie.

Par exemple, le champ de production peut fabriquer des façons de voir et des façons de croire, c'est-à-dire des systèmes de représentations dont le cinéma est un bon exemple. Si on prend la question du travail, on demande désormais aux salariés de nombreuses compétences autant techniques, qu'émotionnelles et relationnelles : la créativité, l'autonomie, l'inventivité, l'innovation, le sens de la communication, la capacité à travailler en équipe et à s'exprimer etc.

Dans le domaine éducatif, la démocratisation scolaire permet de faire monter la culture générale dans l'ensemble de la société. Si aujourd'hui la population n'a jamais été aussi diplômée, c'est l'ensemble des capitaux culturels qui ont augmenté depuis une cinquantaine d'années de manière constante, telles que les connaissances musicales, cinématographiques, artistiques, sportives, théâtrales, relative à l'actualité etc. Par ailleurs, la mondialisation abolit les frontières entre les pays engendrant une diversité culturelle au sein des sociétés nationales – même si celle-ci s'opère sous l'enseigne de la marchandisation. En conséquence, aujourd'hui le niveau culturel d'un bachelier est égal à celui d'un ingénieur de 1953<sup>1</sup>.

Dans les années 70, la thèse que déploie Michel de Certeau dans « La culture au pluriel » est la suivante : la culture

---

1. Assemblée Nationale, Commission des affaires culturelles et de l'éducation, 8 juillet 2015, Compte-rendu n° 51

est maintenant multi-située, multi-produite, c'est-à-dire qu'elle se définit et se crée sur une multitude de lieux. C'est une rupture fondamentale par rapport au compromis démocratique et au mode de développement industriel. Il y a aujourd'hui une abondance de culture « en pagaille » partout autour de nous qui est remise en circulation après avoir été autonomisée dans des lieux sacrés par l'industrialisation (école - bureaux d'études - machines). Nous avons trop de culture par rapport à ce que la socio-économique et la socio-politique nous permet d'utiliser. C'est ce que représente la thèse de l'excès de culture : **« D'une société où il n'y avait pas assez de culture, nous sommes passés à une société où il y en avait « trop » par rapport à ce que le marché du travail nous permettait d'utiliser. »**

Pour le philosophe Luc Carton, **la culture est donc bien au centre des conflits socio-économiques contemporains.** Le fait que l'excès de culture soit l'une des causes de la crise de la démocratie représentative est un exemple frappant. L'excès de culture fait que les individus **« disposent de beaucoup plus de culture et de connaissances que ce que l'on est capable de mobiliser, à la fois dans l'appareil socio-économique et dans l'appareil politique »**. Pourquoi donc déléguer à autrui le pouvoir de décider et d'arbitrer les décisions politiques ?

Par ailleurs, les clivages de la société ne sont plus aussi **fluides et structurés que sous l'industrialisation.** Le

développement des classes moyennes rend plus complexe l'interprétation des antagonismes sociaux et fait nouveau, il y a désormais des divisions au sein même des classes sociales. Si on prend l'exemple de la classe ouvrière, elle se fracture sur la question des droits sociaux, professionnels, d'immigration etc. Ainsi, il y a au sein des groupes sociaux des divisions profondes sur le sens à attribuer à la vie sociale. **Il y a une relation indissociable entre la représentation culturelle** (comment je vois et j'analyse le monde) et la représentation politique.

Ainsi, si les divisions sociales sont plus complexes à déchiffrer, si des divisions internes fracturent les groupes sociaux, si nous sommes dans une société d'excès de culture et dans une crise générale de la représentation culturelle – et donc politique –, alors **« l'action civile culturelle [l'éducation populaire] parait être le seul levier de changement » pour résister ici et maintenant en « pensant global mais en agissant local »**, à travers l'institutionnalisation du conflit.

### **Le conflit, une pratique culturelle fondamentale**

Si autrefois notre société était structurée autour du conflit – majoritairement autour du travail –, désormais notre société est en panne de conflictualité. Comme l'écrit Marc Jacquemain, « dans le discours politique et institutionnel, l'idée du « conflit social » semble aujourd'hui comme progressivement frappée « d'obscénité »<sup>2</sup>. C'est pourquoi

**« la seule finalité des démocraties contemporaines est la recherche de la paix ».**

Le conflit n'est pas synonyme de violence, c'est permettre aux individus de **se réapproprier leur capacité à interpréter le monde**. Comme l'écrit Luc Carton, « La capacité de faire conflit, c'est de travailler les divisions de la société, de se situer dans ces divisions et de faire avancer la société par l'expression, l'analyse et la délibération à propos des contradictions sociales<sup>3</sup> ». Chaque société est stratifiée, traversée par de multiples rapports de domination, d'exploitation et de discrimination, provoquant des inégalités sociales et économiques aux conséquences humaines désastreuses. Le conflit est donc une procédure de révélation des tensions et des contradictions, et l'expression d'un état du social.

Il est nécessaire d'institutionnaliser le conflit pour en faire une procédure récurrente de l'action collective, permettant « d'exprimer l'agressivité sans déchirer le lien social<sup>4</sup> ». Comme l'écrivait François Dubet : **« nous avons des émeutes dans les banlieues parce qu'il n'y a plus de place pour le conflit ».**

---

2. Jacquemain Marc, « Penser le conflit et l'ordre social »

3. Culture et intégration sociale par Luc Carton, Intervention lors du Conseil d'Administration des 19 et 20 mai 2001 de l'EEUdF, Éclaireuses et Éclaireurs Unionistes de France

4. Christian Thuderoz, « Négociations-essai de sociologie sur le lien social », Presses universitaires de France, 2000

Les émeutes ont notamment pour cause *l'indiscutabilité des conflits qui produisent ce désordre*. Ainsi, la loi fondamentale des émeutes est donc *l'indiscutabilité de la violence intrinsèque du social*. Si la violence des rapports de domination et des conflits socio-économiques ne peut être sublimée avec une institutionnalisation des conflits s'exerçant au travers les activités collectives, alors l'affrontement physique reste la seule issue.

Par ailleurs, il est important de rappeler aux ayatollahs de la paix sociale que le conflit est intrinsèque au lien social et qu'il constitue une forme élémentaire de socialisation. Comme le rappelle Georg Simmel, l'effet de socialisation induit par le conflit est si fort « qu'il oblige les protagonistes à aller au-devant l'un de l'autre, à se rapprocher de l'autre, à se lier à lui »<sup>5</sup>. Aussi paradoxal que cela peut paraître, « c'est en faisant conflit que l'on construit la coopération, la démocratie, du politique »<sup>6</sup>.

Dénier le conflit, c'est laisser les émeutes s'accroître. Refouler la violence du social, c'est la laisser revenir sous une forme tératologique : l'extrême-droite. Les émeutes et l'extrême-droite ne sont que le produit du refus de

---

5. A.-F. Volponi, « La démarche de recherche comme médiation : point de vue de sociologue », in *Esprit critique*, 2004, Volume 6, n° 3

6. Maurel Christian, « Éducation populaire et puissance d'agir, les processus culturels de l'émancipation », Collection *Le travail du social*, L'Harmattan, 2010, p159

reconnaître la conflictualité intrinsèque du social, et de la sublimer à travers un mode institutionnalisé et collectif. En conclusion, si la pratique du conflit est si importante, elle doit être une procédure centrale de l'éducation populaire.

### III. L'éducation populaire, une voie d'émancipation des classes dominées

Comme le rappelle Luc Carton, l'éducation populaire est « l'action culturelle à finalité politique ». Elle n'est pas l'activité d'un après-midi mais une démarche émancipatrice pensée sur le long terme dont l'ambition première est de produire de l'activité collective. Elle doit permettre aux dominés de s'organiser autour de conflits producteurs pour développer une compréhension critique du monde social, c'est-à-dire une connaissance sur les origines des inégalités socio-économiques et des systèmes d'oppression structurels (économique, de genre, de race, du validisme etc).

En d'autres termes, l'éducation populaire est un outil d'émancipation collective et son histoire le prouve. N'en déplaise aux bourgeois-bohème de la démocratisation culturelle, l'éducation populaire n'a pas été créée par André Malraux mais par le mouvement ouvrier. En effet, **l'éducation populaire est l'outil qui a permis de créer le syndicalisme**. A partir du moment où des



travailleurs se sont retrouvés entre eux pour produire des connaissances et des savoirs collectifs, pour échanger sur des représentations du monde, sur la signification de leur existence, pour mettre en place des stratégies de résistance et de lutte contre la violence capitaliste, ils ont œuvré à créer les bases de l'éducation populaire. Elle était donc la dimension culturelle du mouvement ouvrier, une « **dimension culturelle de la production de l'action collective** ».

Le philosophe Luc Carton utilise le concept « d'intégration sociale » pour définir la procédure essentielle de l'éducation populaire. Elle consiste à promouvoir collectivement des conflits producteurs dans la société, c'est-à-dire « de travailler les divisions de la société, de se situer dans ces divisions et de faire avancer la société par l'expression, l'analyse et la délibération à propos des contradictions sociales ». En d'autres termes, l'intégration sociale consiste à promouvoir l'intégration des individus dans des collectifs pour discuter des choses qui les concernent directement. On s'éloigne de l'intégration au sens zemmourien. Les dominés ne sont pas en manque d'intégration républicaine, mais en manque d'intégration politique.

Plus concrètement, l'éducation populaire s'attache aux vécus des personnes dominées. Par le témoignage, on met des mots sur les choses, sur des situations factuelles, des ressentis et des sentiments. On nomme des problèmes, des

réalités vécues, et des adversaires. On crée du conflit sur des choses simples, concrètes et existentielles, et qui amènera ensuite à formuler une critique des rapports sociaux et une compréhension plus fine de la place que chacun occupe au sein de ceux-ci. Ce travail collectif permet de diminuer ou même de faire disparaître le sentiment d'impuissance, de fatalisme, voire de culpabilité que ressentent de nombreuses personnes dominées par la violence symbolique qui s'exerce sur eux.

Ensemble, **les participants créent de nouveaux savoirs** issus du croisement entre l'analyse de leurs expériences de vie (savoir chaud) et des connaissances universitaires (savoir froid). C'est ensuite dans un deuxième temps que le collectif peut œuvrer au développement de stratégies, de pratiques et d'actions concrètes pour travailler au changement social, même pour des améliorations minimales, mais qui feront évoluer positivement la vie de chacun<sup>7</sup>. Ces « petites » victoires sont déjà grandes puisqu'elles renforceront les collectifs dans leur capacité à exercer du pouvoir sur les institutions, et sur un minimum de maîtrise de leur destin. C'est une réappropriation d'un pouvoir politique que la politique politicienne nous exproprie.

---

7. Sous la direction de Claire Jouffray, « Développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectifs », Presses de l'EHESP, 2018, p71

## IV. Quels exemples aujourd'hui ?

### Les universités populaires de parents

Certaines pratiques d'éducation populaire peuvent être utilisées sans que celles-ci n'aient pour finalité le renversement total des rapports de pouvoir. Les universités populaires de parents en sont un exemple.

Les **Universités Populaires de Parents** sont des groupes de parents – majoritairement des quartiers populaires – qui font du savoir parental un outil de reconnaissance sur le territoire pour peser dans le dialogue avec les institutions scolaires et les élus. La première étape est la constitution des groupes de parents. C'est une étape fondamentale sur laquelle repose tout l'édifice puisque les participants ont besoin de se sentir en confiance pour échanger librement sur leurs pratiques, sur leurs doutes et sur leurs questionnements relatifs à la parentalité. Ensuite, lorsque les parents trouvent des situations ou des thèmes qui sont partagés par tous, ils les explorent, les problématisent et proposent des hypothèses et des réponses collectives avec l'aide d'un universitaire.

Par ce processus, les questionnements individuels passent à l'échelle du collectif. Ils se rendent compte qu'ils ne sont pas les seuls à être dans le doute, dans l'interrogation ou en difficulté. Plus encore, ils réinscrivent leur parentalité dans les différents contextes dans lesquels leurs vies sont embarquées, c'est-à-dire les dimensions sociales,

économiques, matérielles et territoriales. Ainsi, l'UPP est un véritable travail culturel de la parentalité par les premiers concernés, les parents, en mobilisant leur intelligence collective permettant de donner sens et reconnaissance à leurs fonctions. C'est un outil de dignité pour les adultes qui s'inscrit dans les pratiques de l'éducation populaire.

### L'association « Si on s'alliait ? »

L'association **Si on s'alliait ?** rassemble une diversité d'habitants de Rennes provenant de communautés diverses et variées (genre, nationalités, âge, religions, quartiers etc). Elle est autogérée de manière horizontale par les premiers concernés des problèmes qu'elle traite. Elle organise des actions collectives contre les injustices sociales et pour améliorer concrètement les conditions de vie de chacun. Plus concrètement, **elle intervient dans les quartiers de Rennes** pour aider les habitants à défendre leurs droits en matière de logement, de santé, d'éducation, d'accès aux droits fondamentaux etc.

Certaines campagnes ont également été menées en non-mixité **comme des actions collectives composées exclusivement de femmes des quartiers populaires**, afin de questionner les violences physiques et morales, la répartition des tâches domestiques, les problèmes d'accès à la formation, les emplois précaires, le rôle des femmes au sein de notre société. L'association ambitionne également de développer

le pouvoir d'organisation des habitants et de créer des solidarités entre les quartiers. Forte de son expérience, elle propose des formations sur le développement des actions collectives dans une **visée d'éducation populaire**.

### **Le Front des Mères**

Fondé en 2016 par Fatima Ouassak, **le Front de Mères** est un syndicat de parents dont la dynamique de projet s'inscrit dans l'histoire des luttes des quartiers populaires et de l'immigration. Totalement indépendant des pouvoirs publics et politiques, le syndicat « lutte contre les discriminations et les violences que subissent les enfants, à travers l'action collective des parents au sein des écoles, et un projet d'auto-organisation dans les quartiers populaires. » Il intervient essentiellement autour de 5 axes : l'écologie, la transmission des langues, des mémoires et des héritages culturels, la lutte contre les inégalités scolaires, la lutte contre les violences interquartiers, et la lutte contre les violences policières.

Cette expérience permet aux mères de familles de sortir de l'isolement, parfois de la culpabilité, pour réussir à prendre confiance en elles et en leur capacité d'exercer collectivement un pouvoir politique concret dans leur espace de vie, contre les dominations sociales et les violences étatiques. Comme l'exprime **Fatima Ouassak, le Front de Mères** permet de « repenser notre responsabilité vis-à-vis de nos enfants non pas comme facteur de culpabilisation

par rapport au fait de « mal faire », mais comme facteur de réappropriation du pouvoir que l'on a sur leur devenir. Nous n'étions plus les mères « démissionnaires du 93 » que l'on pointait du doigt, mais les mères « sujets politiques » critiques vis-à-vis d'institutions défaillantes. ».

Les pratiques du Front des Mères s'inscrivent pleinement dans le courant de l'éducation politique. Elles constituent une action culturelle à finalité politique en vue d'une transformation des rapports de forces en présence. La culture est mobilisée comme un outil de dignité et de résistance aux dominations sociales et raciales afin d'agir concrètement sur le réel.

### **Le Comité Adama et les collectifs contre les violences policières**

Depuis quelques années, de nombreux collectifs se sont constitués dans les quartiers populaires pour lutter contre les pratiques policières : le collectif **Vérité et Justice pour Gaye**, le collectif **Justice et Vérité pour Babacar Gueye** ou encore le **Comité La Vérité pour Adama**. Certaines de ces organisations utilisent des méthodes enracinées dans les logiques de l'éducation populaire. Prenons le Collectif Adama Traoré fondé par Assa Traoré.

Comme le Front des Mères, le collectif s'inscrit dans la **continuité des luttes de l'immigration et des quartiers populaires**. Il organise des **tournées au sein des quartiers**

en utilisant une démarche d'« aller-vers ». Il organise des réunions, des rassemblements, des manifestations liées aux problématiques des banlieues notamment celle de la violence policière.

En fin de compte, le Comité met en place des stratégies de résistance, de défense, et d'organisation avec les habitants. La mise en collectif des savoirs expérientiels des habitants – par exemple ceux liés à la violence policière –, permet de développer des solidarités, mais surtout d'engager un rapport de forces contre l'institution étatique en vue d'une transformation du droit et des pratiques policières, et d'une justice pour les morts et les blessés.

Mais surtout, ces collectifs – le Front des Mères également – investissent les quartiers dans le quotidien. Comme l'écrit Geoffroy De Lasgasnerie, la frontière entre moment politique et moment quotidien est brouillée. Cette dynamique permet à l'ensemble des habitants de s'identifier autour d'une identité collective, d'une cause et d'une appartenance commune autour des barbecues, des matchs de football, des jeux en bas des immeubles, des collectes et distributions de jouet, des réunions dans la rue jusqu'aux mobilisations collectives etc. C'est-à-dire que ces collectifs n'investissent pas seulement la politique par des rassemblements basiques telle que la manifestation, mais l'inscrive dans la vie quotidienne comme le parti communiste le faisait dans les années 60. On transforme les mœurs, les habitudes, on crée des solidarités

et des représentations du monde en modifiant les structures du quotidien, en agissant sur le long terme et au niveau local<sup>8</sup>.

Ce que réalise le Comité Adama est un réel travail culturel à finalité politique en utilisant la culture de tous comme un outil de dignité et de résistance des classes populaires – majoritairement racisées du fait de la ségrégation spatiale et sociale des territoires.

### Les conférences gesticulées

La **conférence gesticulée** « est une prise de parole publique sous la forme d'un spectacle politique militant ». C'est une procédure d'éducation populaire dans laquelle une personne ou un groupe va construire à partir de leur expérience un savoir critique et politique de la société. Elle conteste la légitimité « naturelle » de la parole publique de l'expert, de l'éditorialiste et du politique, par l'expression populaire qui elle est toujours désavouée. Elle permet de créer un rapport de force anticapitaliste en construisant sa légitimité d'intervenir dans le débat public, et invite chacun à se construire en sujet politique. Lancé par **Franck Lepage** en 2004, elle a pris une importance certaine aujourd'hui avec minimum 600 « gesticulants » pour plusieurs milliers de spectateurs, et des dizaines de milliers de visionnages

---

8. Geoffroy de Lasgasnerie, « Sortir de notre impuissance politique, Fayard », 2020, p77

sur le net. Aujourd'hui, de nombreuses Scop proposent des formations aux conférences gesticulées.

## Sur les SCOOP

Les Scop sont des organisations autogérées composées d'éducateurs d'éducation populaire. Pour prendre quelques exemples, l'association d'éducation populaire **L'ardeur** basée à Paris organise des formations d'éducation populaire comme la formation aux conférences gesticulées, des ateliers sur la langue de bois, sur l'école ou la cotisation sociale. Le collectif féministe **La Trouvaille** en Bretagne produit des cahiers de résistance et des stages d'enquêtes conscientisantes. Le collectif d'éducation populaire **les Orageuses** de Grenoble et la boîte sans projet d'Amiens proposent des formations et des accompagnements pour les associations et les collectivités en expérimentant des pratiques d'éducation populaire, tout comme la coopérative **L'Engrenage** de Tours, **La Braise** à Strasbourg et **L'Établi** basée à Bordeaux qui proposent des formations sur les pratiques pédagogiques et autogestionnaires. La structure d'éducation populaire **L'Étincelle** à Lille propose en partenariat avec l'Université de la ville le premier certificat universitaire « Éducation Populaire et Transformation Sociale », afin de former les acteurs de l'intervention sociale et éducative aux procédures de l'éducation populaire. Ces SCOP font partie du renouveau de l'éducation populaire avec les nouvelles dynamiques dans les quartiers populaires.

## Et le monde associatif?

L'éducation populaire est inscrite dans l'ADN des MJC et des Maisons de Quartier - relativement moins dans les Centres Sociaux et Culturels et les associations -, et nombreux sont les acteurs qui se battent toujours pour faire durer cet héritage. Or, il est de plus en plus difficile pour ces institutions d'utiliser des logiques d'éducation populaire. Les associations du travail social et de l'animation sociale sont de plus en plus confrontées à des logiques de contrôle social, par la gouvernance étatique néolibérale, les élus locaux et les logiques managériales des gestionnaires. Elles se sont donc progressivement transformées en travail social de réparation, en « garage à réinsertion », et en animation socio-culturelle de consommation.

Pour inverser la tendance, il faudrait un renouveau de l'action associative, une sorte de « manifeste » des MJC, des Maisons de Quartier, des C.S.C et pourquoi pas de l'ensemble de associations du travail social et de l'animation, pour entamer un rapport de force contre la gouvernance de l'État. Toutes les institutions associatives et culturelles sont de réelles sources de dynamisme dans les quartiers. Elles sont créatrices de liens sociaux et de solidarité, elles sont des lieux d'apprentissage et de socialisation. Or, elles pourraient devenir bien plus encore en favorisant l'intégration sociale des habitants. Elles pourraient devenir des lieux du peuple, des lieux de rencontres intégratives, des espaces de luttes et

de résistance contre les dominations sociales, économiques et discriminatoires.

## Conclusion

La culture est un outil de dignité des personnes et des collectifs pour donner sens à leur vie sociale. Les réponses à la crise de la représentation culturelle – et donc politique – est d'utiliser l'excès de culture, c'est-à-dire la capacité évidente des dominés de travailler le sens de leur situation sociale en se constituant en sujet politique. Il ne faut pas leur balancer de la « culture » - les politiques de démocratisation culturelle - mais plutôt favoriser l'expression de la leur - l'éducation populaire. Pour ce faire, l'éducation populaire est la voie à suivre pour permettre de construire des processus d'émancipation. Aujourd'hui, son renouveau se produit au travers des SCOP mais également au sein des quartiers populaires. De merveilleuses actions collectives et interculturelles se réalisent pour se défendre et conquérir des droits sociaux et culturels. Réussir à nous retrouver sous des identités communes pour construire des stratégies de résistance et des actions collectives aux dominations subies est une tâche que l'éducation populaire doit poursuivre. Elle est la dimension culturelle de nos luttes sociales, elle est un véritable **travail de la culture à finalité d'émancipation sociale**.



# Michel Onfray et l'éducation populaire

Marcuss

*L'Université Populaire de Michel Onfray ne relève pas de l'éducation populaire. Elle est structurée par des pratiques individualisantes qui séduisent les habitus petits-bourgeois et la pensée idéaliste. Loin d'Onfray, l'éducation populaire doit œuvrer au développement de collectifs auto-gérés par les dominés pour construire des activités culturelles à des fins de transformation sociale.*

## Avant-propos

À la suite de mon article « **La culture est tout ce qui nous permet de résister à la domination** », qui traite de l'hypothèse de l'excès de culture et de son usage par l'éducation populaire, un lecteur m'a posé la question suivante : « Selon vous, est-ce que l'Université Populaire de Caen créée par Michel Onfray est une activité d'éducation populaire ? ». J'ai décidé de répondre sous la forme d'un nouvel article d'une part pour prendre le temps d'expliquer ma position, d'autre part afin de partager mon point de vue.

Avant de commencer, le propos qui est tenu dans ces lignes n'est pas un pamphlet contre le philosophe et son université, mais un désaccord théorico-pratique profond sur l'idée que son institution relève de l'éducation populaire. Je sais donc que certains ne vont pas apprécier ce papier car il est difficile

dans certains espaces de critiquer Michel Onfray – même sur le Club de Médiapart –, tellement il est devenu omniprésent et apprécié. Si les philosophes ont des personnes qui les lisent, Michel Onfray, lui, a des fans qui l'adulent.

## 1. Un bref retour historique

L'idée d'une université populaire est venue à l'esprit du philosophe à la suite des résultats du premier tour de la présidentielle de 2002, avec la qualification de Jean-Marie Le Pen au second tour. Le monde politico-médiatique dénonçait une « lepénisation des esprits » même si la réalité est tout autre puisque le fondateur du Front National avait fait le même score qu'en 1995. Les causes de sa victoire au premier tour sont extérieures : un faible résultat du Parti Socialiste liée à une fragmentation électorale avec 8 candidats de gauche. Mais

peu importe, il fallait agir contre cette soi-disant extension des idées d'extrême-droite dans les esprits français.

Nous savons depuis la Seconde Guerre Mondiale que les individus les plus instruits peuvent être également les plus réactionnaires, les plus violents, voire les plus criminels. Un individu peut être bien instruit mais ne pas préférer la démocratie au fascisme. Le problème est donc ailleurs. Il n'est pas de l'ordre de l'instruction mais de l'éducation politique. Michel Onfray crée son université populaire de Caen (UPC) en 2002 pour répondre à cette « nécessité d'éducation collective » avec comme exigence la gratuité et l'absence de critères – âge, titres scolaires, absences d'inscription et de notation – afin que cette initiative puisse profiter à tous. Le cours est dispensé une fois par semaine pour une durée de deux heures : une heure d'exposé suivie d'une heure de discussion. L'institution sera un grand succès et ce, dès la première année avec 10 000 personnes accueillies.

Mais est-elle une pratique relevant de l'éducation populaire ?

## 2. Une institution en dehors de l'éducation populaire

### Des pratiques individualisantes

L'université Populaires de Caen n'est pas une activité d'éducation populaire, ou du moins, elle peut représenter

un courant qui s'en réclame malgré sa grande insuffisance : **c'est le courant humaniste qui s'inscrit dans sillage des Lumières**. C'est une vision du monde, certes progressiste, mais dont le salut des personnes dominées provient de la seule instruction. Ici, c'est le savoir universitaire qui est considéré comme l'outil central d'émancipation. Il faut donc que les savants les diffusent au grand public pour que chacun puisse se les approprier individuellement. Et c'est là que le bât blesse : c'est l'individualisation des personnes dans leur rapport au savoir (principe de méritocratie et de responsabilité individuelle), la réduction du savoir à sa seule dimension universitaire (où sont donc les savoirs chauds issus de l'expérience des dominés et leur culture déjà présente ?), et l'absence de dynamique de groupe d'où se constitue les processus collectifs de conscientisation (où est la construction de savoirs collectifs pour développer des stratégies d'émancipation ?).

Si je reprends les propos de Michel Onfray, l'université propose « une construction de soi » mais seulement à partir de soi, c'est-à-dire qui ne s'articule pas ou peu avec une dimension collective. Les gens ne se rassemblent pas autour d'une identité ou d'une appartenance commune pour se défendre contre les structures de domination similaires qui les oppressent. Par la démocratisation de la culture universitaire, chacun doit s'approprier individuellement des connaissances pour se transformer isolément et séparément des collectifs. Ainsi, cette appropriation individuelle des



savoirs «légitimes» est une posture qui conforte l'esprit bourgeois – au sens du schéma de pensée et de la posture et non de la richesse. C'est pourquoi, le public de Michel Onfray a rapidement évolué. S'il y avait une forme de diversité sociale au début, il semble que **la structure de l'auditoire s'est profondément modifiée** en quelques années avec le succès du philosophe.

### Un positionnement pour les habitus bourgeois

Le public qui apprécie la proposition de l'Université de Caen s'éloigne des habitus des classes populaires. Selon la seule enquête sociologique menée sur **un échantillon de 200 participants réguliers**, le public était composé très majoritairement de retraités qui ne sont pas issus des classes prolétaires. Ceci n'est pas surprenant puisque la logique même de l'université conforte les habitus petits-bourgeois, c'est-à-dire une attitude passive et disciplinée devant l'instruction. Comme à l'école, Michel Onfray est dans une posture de dominant et sachant qui parle, pense, et éduque des objets inanimés. Eux sont en manque de culture, inertes, écoutent et laissent penser l'intervenant à leur place.

Ce type de procédure est une cérémonie sociale de distinction pour des « **candidats à la bourgeoisie** », qui excluent les classes populaires par la constitution de leur habitus. En effet, la diffusion de savoirs universitaires au travers des cours magistraux destinés à des objets inertes est un positionnement

éducatif que les classes populaires intègrent difficilement : rester assis, être passifs et dociles, écouter quelqu'un parler d'un savoir universitaire pendant 2 heures, bref une position du corps qui définit l'éducation nationale. Loin de moi l'idée de tomber dans le misérabilisme en pensant qu'un prolo ne peut pas tenir sa place lors d'une conférence, mais nos habitus influencent nos comportements et nos goûts. Est-ce qu'il y a beaucoup de prolo au Collège de France malgré la gratuité des cours ? Est-ce que des jeunes de quartiers qui subissent la violence policière serait plus intéressés de voir Onfray discuté de Freud ou Épicure pendant 2 heures en restant passifs, ou de discuter des pratiques policières qu'ils subissent au quotidien ?

Michel Onfray parle sur un marché linguistique – au sens de Bourdieu - avec ses lois et ses règles qui confortent sa légitimité de sachant. Pour le sociologue de la domination, « Il y a un marché linguistique toutes les fois que quelqu'un produit un discours à l'intention de récepteurs capables de l'évaluer, de l'apprécier et de lui donner un prix »<sup>1</sup>. Ici, le public qui affectionne ce discours est un public éloigné du monde populaire car il est ajusté à l'habitus linguistique de Onfray, un entre-soi fait de classes moyennes et supérieures, ici majoritairement retraités.

---

1. Pierre Bourdieu, Questions de sociologie, Les Éditions de Minuit, 2002, p121

Pour finir sur cette partie, loin de moi l'idée de penser que démocratiser des savoirs universitaires est absurde et contre-productif ! Leur diffusion est importante mais il faut réfléchir à comment l'organiser, pour qui, quels en sont les effets et surtout quelle finalité poursuit-elle ? Or, par le positionnement de son institution et par la posture de Michel Onfray, son université ne relève pas d'une pratique d'éducation populaire qui ambitionne l'émergence de processus collectifs d'émancipation, mais un processus individualiste et petit-bourgeois qui maintien inchangé les rapports de pouvoir.

Elle est un « **élitisme pour tous** » qui s'inscrit dans une philosophie idéaliste : ce sont seulement les idées qui changent le monde.

### **L'idéalisme contre le matérialisme**

Contre Marx qui martelait que ce sont les êtres humains « en chair et en os » qui transforment le monde social, dans l'idéalisme ce sont seulement les idées. Si le monde n'est que le reflet des idées, alors le changement ne viendra que de celles-ci en les projetant dans le réel. C'est ce que s'attache de faire l'Université d'Onfray. Or, Marx a parfaitement montré comment cette philosophie idéaliste qui « descend du ciel sur la terre »<sup>2</sup> relève de la pensée magique et petite-bourgeoise.

---

2. Marx, L'Idéologie Allemande, Éditions sociales, 2012, p51

Et même si le savoir peut ouvrir les yeux des dominés sur le malheur, il ne peut les libérer de leurs oppressions.

Ce sont bien les hommes et les femmes « en chair et en os » qui transforment le monde par leurs actions concrètes. Ce sont leurs conditions matérielles et sociales définies par les contradictions du capitalisme qui est le moteur central du processus historique et de la mise en mouvement des travailleurs et des travailleuses. Le dernier grand mouvement social en date en France est celui des Gilets-Jaunes. Je vais enfoncer une porte ouverte, mais ce ne sont pas les idées qui ont fait sortir la population dans la rue, mais une force désirante de contestation poussée par leurs conditions sociales et économiques.

L'université populaire de Caen ne permet pas cette mobilisation des classes populaires pour deux raisons : les prolétaires ne font pas parties des cibles de Michel Onfray, et son institution n'a pas pour finalité de produire des effets de mobilisations collectives. Par ailleurs, son public ne se mobilise pas car ils n'ont socialement pas grand-chose à gagner. En ce qui concerne la politisation des classes populaires, elle doit s'accompagner d'un mouvement du corps et d'un vécu qui témoignent de leurs conditions sociales, économiques et matérielles. Ce ne sont pas les idées à l'état de nature qui activent les corps, mais bien une force désirante qui émane des conditions matérielles dans lesquelles ils (sur)vivent.

Cette mobilisation, c'est ce qu'ambitionne l'éducation populaire, **la vraie**.

### **3. L'éducation populaire est un outil d'émancipation des classes dominées**

L'éducation populaire permet aux personnes dominées dans les rapports sociaux de s'organiser autour de conflits producteurs pour développer une compréhension critique du monde social, c'est-à-dire une connaissance sur les origines des inégalités socio-économiques et des systèmes d'oppression structurels (économique, de genre, de race, du validisme etc). Elle cherche à rassembler les individus sur une identité ou une appartenance commune pour développer des chaînes de solidarité à l'échelon du local afin d'agir concrètement.

Dans la pratique, elle s'attache aux vécus des personnes dominées. Par le témoignage, on met des mots sur les choses, sur des situations factuelles, sur des ressentis et des sentiments, on nomme des problèmes, des réalités vécues, et des adversaires. On crée du conflit sur des choses simples, concrètes et existentielles, et qui amènera ensuite à formuler une critique des rapports sociaux et une compréhension plus fine de la place que chacun occupe au sein de ceux-ci. Ensemble, **les participants créent de nouveaux savoirs** issus du croisement entre l'analyse de leurs expériences de vie (savoir chaud) et des connaissances universitaires (savoir

froid). L'éducation populaire ne balance pas de la culture sur la tête des pauvres mais favorise l'expression de la leur, en utilisant l'excès de culture en chacun de nous, c'est-à-dire cette capacité évidente d'analyser notre situation sociale, de donner sens à des conceptions de la vie sociale et à des représentations du monde. C'est dans un deuxième temps que le collectif peut élaborer des stratégies, des pratiques et des actions concrètes pour œuvrer à la transformation sociale. C'est une véritable mobilisation du corps tout entier qui est demandée dans l'éducation populaire pour emmener les personnes dominées vers les chemins de l'émancipation.

Mobilisation du corps, attachement au vécu des personnes, travail collectif et local, expression culturelle, développement de stratégies de résistance et mobilisations collectives à des fins de transformation sociale, voilà ce qu'est l'éducation populaire.

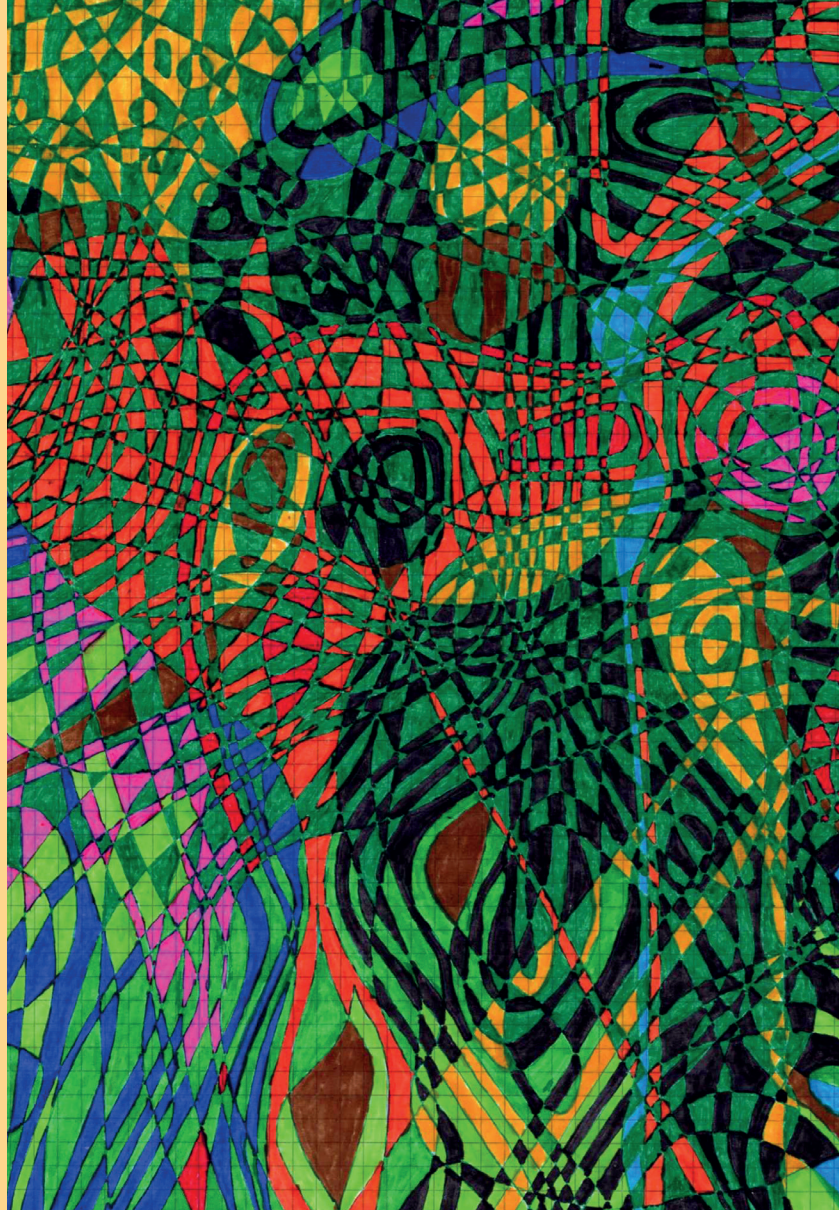
### **En conclusion**

L'université populaire d'Onfray est un projet de démocratisation de la culture et non d'éducation populaire. Je ne dis pas qu'elle est inutile ou que le philosophe n'a pas réalisé un bon travail, mais que son activité de relève en rien de l'éducation populaire.

Si les concepts universitaires sont importants, c'est l'action concrète et la mobilisation du corps qui nous libèrent de

nos chaînes, autant mentales que matérielles. Chez Onfray, il n'y a qu'une passivité face au savoir et non une réflexion individuelle et collective sur son expérience de vie. Il ne s'intéresse pas à l'expression culturelle des personnes, ni à la création de nouveaux savoirs collectifs pour œuvrer à la transformation des rapports sociaux.

L'université populaire de Caen est un projet de démocratisation culturelle qui s'inscrit dans une philosophie idéaliste, faisant usage de pratiques individualisantes et universitaires qui confortent les habitus petits-bourgeois.



# La joie des appels à projets

Charlotte Dementhon

*Charlotte Dementhon s'engage avec l'association Entre-autres, association d'éducation populaire basée dans l'Ain, active en Auvergne-Rhône-Alpes et membre du Réseau des Créfad. Après deux ans d'instruction de candidatures pour un bailleur, elle est passée de l'autre côté et compte désormais dix ans d'expérience plus ou moins joyeuse en écriture de propositions de projets.*

**APPEL :** dans le premier sens, appel est demeuré usuel en droit pour « recours à une juridiction supérieure » (1382). Au sens usuel, appel s'emploie dans faire appel à quelqu'un, d'abord faire un appel (1835) « **demande des secours** » puis faire appel à quelqu'un « requérir comme une aide ». Il a de nombreuses spécialisations, comme « **vérification de la présence des membres d'une collectivité** », « discours ou écrit s'adressant au peuple », « **signal de rassemblement** » dans un contexte militaire puis « **réunion des hommes de troupe pour vérifier les effectifs** ». Ce sont les finalités de l'acte d'appel qui modulent les emplois du nom : appel a signifié « **provocation en duel** », appel du pied « battement de pied en escrime », **appel de fonds** « demande d'argent ». Enfin, une métaphore concerne un mouvement, par exemple dans **appel d'air**.

**PROJET (1529) :** dérivé de projeter, formé de pro « en avant, au loin » et de jeter dans son sens abstrait de « concevoir un projet », « faire le brouillon d'une lettre, d'un traité » ; il signifie « idée que l'on met en avant, plan proposé pour réaliser cette idée ». au XVIe siècle, le mot avait pris le sens de « **travail, rédaction élémentaire, premier état** », d'abord en architecture puis avec une acception plus générale. Au XVIIIe siècle, projet se spécialise en droit et en politique : projet de décret et projet de loi apparaissant avec la Révolution. Avoir des projets sur quelqu'un s'est spécialisé en « **compter épouser quelqu'un** » (1750).

Nous répondons à des appels à projets de l'État, des collectivités territoriales ou de certaines fondations. Nous cherchons en effet à financer les actions que nous menons en place localement. A part dans le cadre des postes FONJEP, les subventions ne sont plus budgétaires, sur la base d'un projet associatif mais conditionnées à la réalisation d'une action spécifique officiellement innovante, le fameux projet. Répondre à un appel à projet prend du temps, au moins 4 heures pour moi.

L'écriture d'appels à projets suscite des affects tristes :

- la culpabilité de participer à un système léonin de mise en concurrence d'associations, de faire appel soit à de l'argent public (en oubliant que les entreprises le font avec de plus grandes largesses) soit à de l'argent détourné de l'argent public (grâce aux fondations qui permettent à des familles ou des entreprises d'obtenir à la fois de la reconnaissance et une réduction d'impôts), ou symboliquement de « demander une aide » comme le présente certains formulaires, ou de « soumettre une demande ».
- la honte d'utiliser les mots des bailleurs (innovation, bénéficiaires, développement local...) et de répondre à leurs demandes (notamment de communication, en utilisant bien le logo spécifiquement envoyé selon la charte graphique jointe).
- l'absurdité de l'appel à projets qui amène à saucissonner nos ambitions en des actions apparemment autonomes, menées dans un temps délimité souvent court (un an, évaluation

d'impact comprise) et à toujours faire quelque chose de nouveau.

· la peur de ne pas pouvoir justifier que nous n'avons pas pu réaliser ce qu'on avait annoncé dans un élan d'imagination, parce que la rédaction d'un appel à projets est divinatoire (combien de personnes viendront à l'atelier qui aura lieu dans 15 mois et parmi elles combien d'hommes résidant à l'est de la ville) ; et ainsi de se mettre par avance en difficulté ; la peur aussi de faire dériver le projet pour plaire à un financeur.

· l'ennui de remplir des formulaires froids par une écriture froide dans l'ambition de paraître sérieuse par l'usage des mots valises du moment ; l'ennui encore plus grand des copier-coller d'un formulaire à l'autre, comme chaque financeur a son propre formulaire (même si les questions sont souvent similaires).

· le découragement parce que notre projet sera noyé dans la lecture de 100 projets et que le message de rejet semble déjà prêt à l'envoi ; qu'il ne faut pas obtenir un financement mais plusieurs, à cause de l'exigence de cofinancements (et que parfois aucun des cofinanceurs ne veut être le premier), quand chaque financeur a ses conditions d'éligibilité et son propre calendrier.

« Votre projet est en effet intéressant et entre en résonances avec nos préoccupations. Cependant, au regard du très grand nombre de demandes reçues, nous avons dû faire des choix. »

Je dois quand même citer la réponse d'une fondation, qui bien qu'elle était négative, m'a fait rire et plaisir :

« Nous avons récemment réorienté nos priorités et souhaitons soutenir certaines actions plus radicales, plus subversives qui remettent en question le système dominant. Nous soutenons prioritairement les mouvements sociaux, les luttes écologistes, la veille citoyenne (OGM, mines, multinationales...), l'agriculture et la biodiversité, certaines initiatives artistiques subversives et la presse indépendante. Le plaidoyer politique prend d'avantage de place dans nos soutiens. »

Je me suis fait une liste-tactique pour susciter des affects joyeux :

- sélectionner les appels à projets qui nous semblent acceptables (parce qu'il y a des bailleurs plus ouverts que d'autres ; on essaie, on s'échange de l'information...)
- concevoir un projet dont on a vraiment envie
- voir ce temps comme un exercice pour nommer ce qu'on fait et comment on le fait et pourquoi on le fait
- maquiller joyusement notre projet, pour qu'il entre dans toutes les conditions d'éligibilité prévues, qu'elles soient thématiques, territoriales, sociales, budgétaires... et qu'il soit en plus innovant
- se faire plaisir dans la rédaction du projet, inscrire dans les cases à nombre de caractères limités des citations qui nous

inspirent voire des définitions du dictionnaire d'Alain Rey

- jongler entre fonds propres, cofinancements, trouver des dépenses pour réduire la part des salaires, imaginer des clefs de répartition choisies qui permettent de couvrir au mieux les frais dits fixes, sachant qu'il faudra recommencer tous les calculs une fois les réponses reçues (qui en général accordent une subvention inférieure à celle demandée)
- filouter et ne pas répondre à tout (nombre de participant-e-s, calendrier...) ou alors donner des « fourchettes » larges, parce que je ne vais pas demander l'adresse ou le bulletin de santé d'une personne qui vient à une rencontre

#### Exemple de « nombres » demandés dans un appel à projet :

- |   |   |
|---|---|
| · Public visé   | · Familles                                      |
| · Nombre total  | · Grand public                                  |
| · Jeunes (18-25 ans)  | · Jeunes en situation de handicap               |
| · Mineur-e-s  | · Jeunes Sans Domicile Fixe                     |
| · dont filles   | · Jeunes Migrant-e-s / Réfugié-e-s / Allophones |
| · dont garçons  |   |
| · dont résidents des quartiers prioritaires de la politique de la ville |   |

- rechercher un contact humain dans cette procédure dématérialisée, pour entendre comment les personnes instructrices conçoivent les critères de sélection
- sélectionner l'information que l'on va donner (avec le réconfort de savoir que les financeurs ne prennent pas le temps de vérifier les cofinancements ou de lire en général les rapports en dehors de la partie budgétaire) et son degré de précision

Est ce qu'il est sain de chercher de la joie dans la rédaction des appels à projets ? Ou alors, après la joie, qu'est-ce qu'on fait ?

On pourrait demander :

- plus d'informations sur les comités de sélection, les principes, l'utilisation de nos comptes de résultats, l'archivage de nos données
- une réponse précise et justifiée pour chaque rejet d'un projet (vu le temps alloué à la rédaction du projet)
- la tenue sérieuse du délai de réponse annoncé
- la participation des personnes composant les comités de sélection à des formations (sur la liberté associative ou sur les thèmes d'intervention)
- la négociation des mécanismes de suivi et de l'information demandée, pour interagir dans la confiance
- l'ouverture d'un espace de dialogue sur la logique et les effets des appels à projets, sur leurs cahiers des charges

(thèmes, dépenses éligibles, règles de cofinancement...), sur la conception des formulaires et l'intérêt des questions posées, ou vers l'expérimentation d'autres modalités de sélection (d'autres formes, en incluant des membres d'autres associations, dont le temps de travail serait valorisé ?).

· l'invention d'un autre système de subventions en allant voir ce qui se fait dans les autres pays

Peut-être que cela susciterait aussi de la joie pour les instructeur·ice·s des dossiers et illuminerait leur lecture de plus de 100 projets présentés en quelques pages par des mots-valises.



# Généalogie des théories intersectionnelles

Marc Tertre

*Marc Tertre a 65 ans et a travaillé longtemps dans des structures associatives d'insertion où il a mis ses connaissances informatiques au service des publics touchés par la fracture numérique. Il a également participé à l'aventure des radios associatives. Aujourd'hui il participe à la communication digitale associative et participe à des activités d'insertion de détenus.*

Tous les textes en italiques sont des citations des personnes considérées dans le corps du billet. Sans référence, celle-ci se retrouve dans la bibliographie donnée en fin de texte.

Ce texte utilise la notation inclusive selon des modalités qui lui sont propres : il privilégie une notation en conjonction (« les travailleurs et les travailleuses ») à la traditionnelle notation « pointée » (les ouvrier-es).

Je remercie les 13 intervenantes et intervenants qui m'ont aidé en corrigeant les nombreuses fautes d'orthographe. S'il s'est un peu amélioré c'est à cause d'elles et eux. S'il en reste encore c'est uniquement de ma faute. Certaines et certains ont demandé l'anonymat. Par ordre alphabétique je voudrais remercier beaucoup Boris Carrier, Serge Dodoussian, Agnès Gouinguenet, AHG Randon, M Tessier. Merci à tous et toutes : pour moi vous incarnez le meilleur du participatif...

L'ensemble des pratiques et des théories se revendiquant d'une approche intersectionnelle des dominations dans une volonté de combiner ces différents aspects fait l'objet aujourd'hui d'une discussion dont la violence n'a d'égale que le manque de connaissances et de références de celles et ceux qui se font les critiques les plus résolues de cette approche.

Évidemment la question de sa discussion et d'une approche critique de celle-ci est légitime. Mais pour avoir une approche critique d'une théorie, encore faut-il la connaître et ne pas la travestir pour des objectifs uniquement polémiques. Une des premières démarches qui permette d'y arriver utilise une analyse généalogique et historique. Ce courant n'est pas né d'hier, mais a suivi une histoire faite de bifurcations, de polémiques, de découvertes et d'émergences de nouveaux outils. C'est celle-ci que ce billet se donne comme objectif d'éclairer.

## À l'origine, le black Feminism

Pour comprendre les modalités de la mise au point d'une série de théories et de pratiques intersectionnelles, à la croisée des luttes des femmes, des questions de classe et de race, il nous faut explorer les ressources d'un courant peu connu en dehors des États-Unis, le « Black Feminism ».

Contrairement aux interprétations tendancieuses qui pullulent aujourd'hui, ce courant ne s'est pas d'abord construit « contre » le féminisme « traditionnel » et les courants d'une gauche « marxiste » (extrêmement faible au demeurant aux États-Unis dès cette période). Il provient d'abord de la lutte pour les droits civiques et de sa conséquence directe, l'arrivée d'un public de femmes « noires » dans les étudiantes à l'université.

C'est en effet leur arrivée massive à la fin des années 70 dans les universités américaines qui va pouvoir permettre la stratification de ce courant politique. Celui-ci se conçoit d'abord en tant que « minorité » et adopte les stratégies et tactiques propres à cet « habitus » : recherche d'alliances, luttes de définitions avec d'autres « minorités voisines » (ces « luttes de définitions » passant souvent par l'affirmation plus ou moins violente d'un « territoire » culturel, social, humain)...

Une des premières conséquences de cet état de fait, est que ce mouvement (de façon paradoxale si on prend la re-création

actuelle qui voit dans ce courant un courant « anti blanc ») va dans un premier temps cibler le machisme du mouvement national noir, et plus particulièrement du Black Panther Party. Un des premiers écrits du « Black Féminism » en porte d'ailleurs la trace. Contre le machisme du Black Panther Party Michelle Wallace écrit le « Black Macho and the Myth of the Superwoman » qui contient une critique féroce du machisme et de la bonne conscience du BPP.

*« Il m'a fallu trois ans pour comprendre que Carmichael (Stokeley Carmichael, le porte-parole du Black Panther Mouvement) était sérieux quand il expliquait que ma position dans le mouvement était « couchée » et trois ans pour comprendre que je n'étais pas incluse dans les innombrables discours sur « l'homme noir. » »*

Elle terminait sur une note négative vis-à-vis d'une lutte spécifique des femmes noires, mais malgré ses alertes et ses dénégations (sur la réalité d'une organisation efficace de ces luttes) le mouvement était lancé et les initiatives n'allaient pas tarder à se multiplier. En effet, une fois la question de la « délimitation » posée (relations avec d'autres courants voisins, voir concurrents), le mouvement en constitution allait chercher à se constituer des alliés.

Une première déclaration « inclusive » : le manifeste du Combahee River Collective fut écrit en 1977 et correspond au premier jalon d'une réaction « intersectionnelle » même si le nom n'est pas encore employé :

*« Nous sommes activement engagées contre l'oppression raciste sexuelle, hétérosexuelle et de classe, et nous nous donnons comme tâche particulière de développer une analyse et une pratique intégrée basée sur le fait que les principaux systèmes d'oppression sont intégrés. »*

C'était la première réunion d'un petit groupe pas forcément très connu à l'origine, mais cela correspondait assez fidèlement à la sociologie de ces étudiantes noires dans l'université à l'orée des années 80 et ce groupe allait ensuite essaimer, et gagner de l'influence. Il y allait en effet y avoir une montée en puissance de ces chercheuses dans l'enceinte universitaire au travers du développement de chaires de recherches qui leur étaient dédiées, et qui étaient le signe de leurs importance croissante et de leur influence universitaire.

Cette montée en puissance de ces femmes noires dans l'enceinte universitaire a sans aucun doute débouché sur une première reconnaissance qui a eu un rôle indéniable dans la montée en puissance du courant « intersectionnaliste » mais il constituait aussi un danger, parce qu'il était « facile » de se contenter du succès « académique », tout en acceptant un certain retrait des réalités « militantes » quotidiennes, autrement plus difficiles à mettre en place... Une essayiste de ce courant en soulignait ainsi les limites dès le début des années 80 : selon Patricia Hill Collins, le Black feminism devait aussi et surtout s'adresser aux couches populaires.

*« Le féminisme noir ne peut pas être efficace si celles qui connaissent son histoire en ont une compréhension déformée. Il a un avenir limité s'il reste invisible aux jeunes filles noires et aux ouvrières afro-américaines qu'elles sont susceptibles de devenir. Actuellement, le féminisme noir n'est partagé, avec une grande parcimonie, que par des femmes et des filles issues de groupes déjà privilégiés qui ont accès à ses idées par le biais de l'université. »*

Cette tension entre le débouché universitaire et les couches populaires les plus défavorisées allait être ensuite amplement développée par la grande théoricienne Bell Hooks dont nous reparlerons plus tard.

### **Les racines françaises de l'intersectionnalité**

Une autre source qui permet le développement des thématiques intersectionnelles allait être donnée par la collaboration entre un philosophe marxiste français Étienne Balibar et son ami américain sociologue, historien et économiste Emmanuel Wallerstein. Les deux auteurs ont chacun une œuvre constituée, avec des thématiques convergentes mais différentes qui permettent un dialogue fructueux : Étienne Balibar se place dans une perspective marxiste « presque » classique, Emmanuel Wallerstein est bien plus influencé par un historien comme Fernand Braudel (à lequel il reprendra la notion de « système monde »).

Tous deux au travers d'un livre dont la qualité unique ne doit pas faire oublier l'importance décisive. Race, Nation, Classe allait ouvrir à des thématiques qui connaîtraient un grand développement et une réelle influence : le rapport (complexe) entre le capitalisme et le racisme, l'universalisme comme outil de pouvoir entre autres thématiques dont on a pas fini d'entendre parler.

On remarquera cependant que la thématique « féministe » a totalement disparu de la problématique développée. La disparition relative mais réelle du volet féministe n'est sans doute pas pour rien dans l'oubli relatif dans lequel ce livre est aujourd'hui plongé mais son influence persiste sur deux points décisifs : le caractère systémique du racisme et la remise en cause d'un universalisme réduit à l'occident.

Le racisme est d'abord expliqué comme un système global : « le phénomène de "minorisation" et de "racisation" qui vise différents groupes sociaux de nature totalement différente, en particulier les communautés "étrangères" et les "races inférieures", les femmes, les "déviant" ne représentent pas une juxtaposition de comportements et de discours simplement analogues appliqués à une série d'objets indépendants les uns des autres mais un système historique d'exclusions et de dominations complémentaires liées entre elles ». Et les auteurs insistent tous deux sur le caractère matériel des processus d'exclusion à la base du racisme et du sexisme : c'est tout à la fois une idéologie et une pratique.

Ce caractère systémique et le lien étroit entre les différentes formes de domination (de race, de classe et de genre) vont profondément influencer l'approche intersectionnelle et lui donner quelques outils conceptuels pour penser à la fois leur spécificité et leur convergence.

Un élément décisif de cet ouvrage est la critique incisive de cet universalisme abstrait défendu dans le cadre du capitalisme. Dans un chapitre décisif de l'ouvrage « Universalisme racisme, sexisme, les tensions idéologiques du capitalisme », Emmanuel Wallerstein explore les relations ambiguës entre ces trois catégories mais propose surtout une analyse fine de l'universalisme abstrait à la fois comme résultat d'une histoire intellectuelle de l'Occident, mais aussi comme une pratique immanente à l'économie du monde capitaliste. En effet pour les deux penseurs, l'universalisme abstrait était le moteur intellectuel du capitalisme comme idéologie : celui-ci se vit comme un monde auto-suffisant, comme la totalité en action, une marche à laquelle on ne peut pas s'opposer.

Contrairement à ce qui est souvent annoncé, ce n'est pas le « post modernisme » qui a remis en cause un « universalisme » forcément progressiste, mais une théorie nourrie de marxisme (lequel remettait en cause effectivement « l'universalisme abstrait », d'où les critiques de Marx contre le positivisme qui en constituait la pointe avancée).

La différence entre l'approche marxiste et d'autres approches possibles, c'est que le marxisme remplaçait l'universalisme

abstrait du capitalisme par l'universalisme concret des luttes de classes, c'est à dire des luttes convergentes pour sa propre libération. Ce qui constitue évidemment une différence fondamentale avec les approches qui figent les différences et les cultures, mais ouvre quand même une perspective de convergences. Il est difficile de résumer un développement extrêmement brillant et nourri de faits historiques. Mais il a indéniablement constitué un jalon indispensable pour comprendre comment les théories intersectionnelles se sont nourries des théories critiques qui les avaient précédées...

### **Angela Davis et le black feminism**

Nous avons parcouru les prémices du courant intersectionnel. Il est temps maintenant de s'intéresser à son ouvrage fondateur : « Femmes, race et classe » est considéré en effet et à juste titre, comme le livre-princeps de l'intersectionnalité. Écrit par Angela Davis en 1982 il va constituer un jalon incontournable dans la stratification d'un courant politique liant féminisme, antiracisme et luttes de classes d'abord aux États Unis puis ensuite un peu partout dans le monde au gré des échanges, des influences et des déplacements tant physiques qu'intellectuels.

Cette importance tient sans doute d'abord au prestige considérable d'Angela Davis que ce soit dans le milieu militant aux États-Unis mais également à l'extérieur du pays (et singulièrement en France, à laquelle l'unissent des liens

historiques) du fait de son procès retentissant à la suite de la prise d'otages consécutive au procès des « frères de Soletad ». Emprisonnée, elle s'est ensuite évadée, et a été poursuivie dans l'ensemble du territoire des états unis. Elle a enfin été arrêtée, et menacée de la peine capitale. S'en est suivie une mobilisation considérable sur le plan mondial où Angela Davis est devenue une figure emblématique de la culture populaire.

Mais elle tient surtout à certaines caractéristiques spécifiques d'Angela Davis. Tout d'abord elle a une double appartenance politique : elle est à la fois militante du Black Panther Party et du Parti Communiste Américain. Mais elle est également militante féministe et un de ses premiers ouvrages portera sur la Défense de Johann Little, une afro-américaine accusée d'avoir assassiné en détention un gardien de prison qui voulait la violer.

Ces singularités expliquent peut-être une différence essentielle entre elle et le courant afro-féministe américain, à savoir qu'elle se refuse à critiquer le courant « de libération noir », en particulier son machisme invétéré. Cela la met dans une situation particulière vis-à-vis de nombre de ses consœurs de la même mouvance qui s'y prêtent avec une certaine vigueur...

Mais ce refus provient en fait d'une conception historique de l'esclavage selon lequel il n'y aurait pas eu de relation d'inégalité entre hommes et femmes noires quand la relation d'esclavage a été instaurée.

Une de ses contributions importantes lors de cet ouvrage découle de l'importance qu'elle confère à l'esclavage des femmes noires dans le cadre des États-Unis. Elle apporte en effet une contribution notable à la constitution d'un patrimoine d'analyses historiques sur la situation des femmes dans le cadre de l'instauration de l'esclavage aux États-Unis. En effet, elle explique que si l'histoire de l'esclavage aux États-Unis a commencé à porter ses premiers fruits en tant que découverte des circonstances qui ont menés les afro-américains à leurs positions spécifiques aux USA, il manque le volet féminin de cette histoire en train de se faire.

Les mauvais traitements réservés aux femmes facilitaient ainsi l'exploitation de leur travail qui obligeait les propriétaires à abandonner leurs préjugés sexistes sauf en matière de répression. Puisque les noires n'étaient pas des « femmes » selon la norme, le système esclavagiste décourageait la phallocratie chez les hommes noirs. Maris et femmes, pères et filles étaient tous placés sous la dépendance absolue des maîtres. Par ailleurs, du fait que les travailleuses noires n'étaient considérées ni comme des représentantes du « sexe faible » ni comme des maîtresses de maison, les hommes noirs ne pouvaient revendiquer la position de « chef de maison » ni même subvenir à leurs besoins matériels. En fin de compte, hommes, femmes et enfants entretenaient la classe esclavagiste.

Un autre volet historique important développé dans cet ouvrage montre les rapports complexes entre le mouvement noir, le mouvement des suffragettes et le syndicalisme en voie de constitution. C'est peu dire que la création simultanée de ces trois mouvements ne s'est pas fait sans heurts ni conflits entre eux. Le mouvement « féministe » d'alors, les suffragettes, fait remonter la création de leur mouvement à la convention internationale contre l'esclavage de Londres en 1848 auquel participaient deux d'entre elles, Lucrecia Mott et Elisabeth Cady Stanton, furieuses d'être obligées de se cacher derrière un rideau pour participer aux travaux de la convention. À l'intérieur du mouvement abolitionniste, il existait également un courant qui appréciait à sa juste valeur le combat commun de ces femmes pour abolir l'esclavage. Et ces relents de sexisme furent combattus.

Mais dans le mouvement des femmes, il existait réciproquement un courant qui jouait des préjugés racistes. Celui-ci expliquait par exemple que le droit de vote des femmes « blanches » pourrait permettre de minoriser le combat pour des droits civiques « noirs » alors en train de se constituer.

*« Dans une de ses grandes allocutions, le célèbre abolitionniste Henri Ward Beecher prétendit que les femmes blanches et instruites avaient de plus grandes chances d'obtenir le droit de vote que les noirs ou les immigrés, décrits en des termes péjoratifs. »*

Cet argument fut repris par la porte-parole des suffragettes Elisabeth C. Stanton.

*« L'homme noir n'apporte aucun élément nouveau au gouvernement, mais par l'éducation et le respect des femmes, la race anglo-saxonne s'enrichit et s'ennoblit. Ainsi la loi de l'exemple nous permet d'octroyer à toutes les races un niveau tel que l'isolement politique des sexes ne permet pas d'obtenir. ».*

Ces positions instrumentalisant le racisme pour s'en faire un argument dans le cadre de la première revendication des « suffragettes », le droit de vote des femmes, explique sans doute largement le rejet du féminisme par les femmes africaines américaines confrontées à ce racisme. Mais tout le mouvement féministe d'alors ne partageait pas forcément ces préjugés. Angela Davis explique que c'est l'expression de femmes ouvrières issues de l'immigration, et confrontées à des conditions de vie et de travail déplorables qui allait changer les choses en profondeur. Contrairement à une vision simpliste de la situation, la fracture ne se passait pas entre « femmes » et « communauté afro américaine » mais entre « féministes bourgeoises » et « féministes issues du prolétariat ». Cette différence est montrée à de multiples occasions et culmine lors de la création d'un parti communiste aux USA, lequel laisse une place prédominante aux femmes, et aux femmes noires en particulier. Angela Davis en est d'ailleurs le meilleur exemple.

Cet ouvrage aura une immense influence à sa première édition et restera un des ouvrages de référence du courant

intersectionnel, en particulier pour son versant le plus militant, mais c'est un autre tournant qui va permettre à la problématique intersectionnelle de se positionner de façon stratégique, celui de son institutionnalisation.

## **L'institutionnalisation du concept**

En effet, si la question de la nécessaire confluence entre race, classe et genre commence à avoir une représentation politique, elle n'est qu'à ses prémices en termes de reconnaissance publique et universitaire. Les militantes concernées sont encore pour la plupart étudiantes, mais vont pour beaucoup d'entre elles devenir Professeures d'Université. Cela passe matériellement par la création de chaires de recherches sur le genre et sur la question de la race.

Une intervenante éminente va incarner ce courant et lui donner certains de ses fondements, en particulier institutionnels. Kimberlé Williams Crenshaw va jouer un rôle extrêmement important dans l'institutionnalisation de la notion en fournissant une série d'interventions de référence, mais aussi en donnant au concept ses termes consacrés, à commencer par celui même de l'intersectionnalité : si elle n'a pas créé la chose, elle a indéniablement créé le mot !

Elle en donne ainsi une définition :

*« L'intersectionnalité est une sensibilité analytique, une manière de penser l'identité et son rapport au pouvoir.*

*Initialement articulé au nom des femmes noires, le terme a mis en lumière l'invisibilité de nombreux constituants au sein de groupes qui les revendiquent en tant que membres mais ne parviennent souvent pas à les représenter. »*

Professeure de droit, elle est au cœur des processus de valorisation de certaines pratiques militantes. Elle est professeure à la Columbia Law School, une des plus prestigieuses écoles de droit des États-Unis (où le pouvoir de l'homme de loi n'est pas un vain mot). Elle va y connaître une reconnaissance universitaire qui va l'entraîner à fonder de multiples structures de recherche, en particulier le Centre pour l'intersectionnalité et l'étude de la politique sociale. En tant que juriste, elle va être amenée à intervenir dans la gestion post apartheid de l'Afrique du Sud, ou la redéfinition de politiques anti-discrimination aux États-Unis sous la présidence de Barack Obama. Elle fait partie du comité de la National Science Foundation dédié aux violences faites aux femmes et fait partie du service juridique qui soutient Anita Hill, une professeure d'université « noire » qui va attaquer Clarence Thomas, membre « noire » de la Cours Suprême pour des allégations de harcèlement sexuel. Elle fonde le Women's Media Initiative.

Bref c'est une « femme d'influence ». Elle est par ailleurs complètement méconnue en France, et aucun de ses nombreux ouvrages n'a été traduit en français. De même qu'il n'existe aucune monographie sur son travail particulièrement

important. On trouvera par contre une série de portraits et d'études sur ce sujet dans les « cahiers du genre » données en annexe (dans la bibliographie).

Mais évidemment, même si elle est la plus connue et le symbole de la reconnaissance montante par le milieu universitaire de cette problématique, elle n'en est pas le seul élément. Cette reconnaissance « universitaire » va multiplier les études « de genre » et les « races studies ». Elles vont constituer une ressource morale, intellectuelle mais même matérielle pour nombre de femmes noires présentes à l'université. Cette institutionnalisation ne sera pas sans conséquences.

*« Au cours des années 1980, le champ du droit dans le domaine académique se modifie – notamment parce que des chercheurs afro-américains, plus sensibles à la question raciale, font leur entrée dans le champ académique – en même temps que les militants se trouvent prisonniers de ce qu'ils vivent comme un retour du conservatisme après les avancées des années 1960 et 1970 : le grand enjeu des « théories critiques de la « race » est d'expliquer pourquoi les progrès formels dans l'égalité des droits pour les Afro-Américains liés à la fin de la ségrégation légale n'ont pas produit d'amélioration réelle dans leurs conditions de vie et n'ont pas fait progresser ni l'idée ni l'espoir d'une intégration socio-politique de la société américaine toujours aussi fermement ségréguée. »*



*« Si l'eurocentrisme cherche à disqualifier ces épistémologies alternatives afin de les dominer, les subordonner et les discréditer – construisant ainsi un monde de « pensée unitaire » qui ne nous permet pas de penser d'« autres » mondes possibles en dehors de la « mondialisation blanche, masculine, néo-libérale et capitaliste » – le projet proposé ici serait un projet qui transcende le monopole épistémique euro-centrique du « système mondial moderne/colonial, capitaliste/patriarcal, occidental-centrique/christiano-centrique ». Reconnaître qu'il existe une diversité épistémique dans le monde pose un défi au monde moderne/colonial existant. Il n'est plus possible de construire un dessein global à partir d'une épistémologie unique comme « unique solution » aux problèmes du monde, qu'elle soit de gauche (socialisme, communisme, etc.) ou de droite (développementalisme, néo-libéralisme, démocratie libérale, etc.). Sur la base de cette diversité épistémique il y a différentes propositions anticapitalistes, anti-patriarcales, anticoloniales et anti-impérialistes qui offrent différentes manières de faire face à et de résoudre les problèmes générés par les rapports de domination sexuelle, raciale, spirituelle, linguistique et de classe au sein du « système mondial moderne/colonial, capitaliste/patriarcal » actuel. »*

## **Revue philosophique de la France et de l'étranger 2017 Tome 142**

On peut tracer un parallèle entre la crise déclenchée par l'irruption de ces nouvelles théories sur le champ

universitaire et militant et celle où la « sociologie critique des sciences » va remettre en question certains comforts militants et universitaires. Ce parallèle est d'autant plus fécond que certains protagonistes vont passer de l'un à l'autre, de la critique de la « sociologie des sciences » à la question posée par l'intersectionnalité. Et ce qu'il y a d'intéressant, c'est qu'ils et elles vont reprendre un catalogue d'arguments et de méthodes similaires. Il est d'ailleurs symptomatique que les protagonistes de l'affaire « Sokal » (qui visait une « théorie critique de la sociologie des sciences ») se soient retrouvés dans l'affaire « Sokal au carré » (qui visait une « théorie critique du genre »). La remise en cause du caractère « scientifique » de la sociologie des sciences allait en fait déboucher sur la dénonciation de la « sociologie critique des sciences » comme d'une imposture. Et il en allait de même pour les différentes « théories critique du genre » ou « théories critiques des races ».

Mais le fait même que ce combat ait pris la forme d'un combat « inter-universitaire » sur la légitimité institutionnelle de ces théories critiques montrait bien le déplacement de ces théories critiques, d'un point de vue militant à un point de vue « académique », universitaire...

Une des conséquence de cette institutionnalisation universitaire est l'utilisation d'un « jargon » qui fait la part belle aux concepts « à la mode » et aux auteurs reconnus, sans oublier les mots qui servent de schibboleth aux étudiants en mal de reconnaissance. C'est d'ailleurs tout

aussi vrai en France qu'aux USA (mais le schibboleth n'est pas exactement le même). Dans les années 60, on aurait vu apparaître quelques auteurs choisis de l'école de Francfort (Adorno), dans les années 80, il fallait mieux faire appel à la « french theory » (Deleuze, Derrida, Michel Foucault) et il faut mieux aujourd'hui faire appel à d'autres auteurs et autrices. Mais la part des auteurs et autrices de langue française sont en voie de disparition dans le corpus américain, ce qui embarrasse fortement certains critiques pressés. Cela leur permet en tout cas de se raccorder à une critique du « post modernisme » des années 90 qui a déjà 30 ans et qui avait par ailleurs sa spécificité, ses rythmes, sa stratégie. Cela dit, on peut trouver plus que paradoxal que celles et ceux qui ne jurent que par « l'universalisme » reprochent avec insistance « les racines états-uniennes des théories féministes ».

Mais les défenseurs de « l'universalisme abstrait » ne sont pas les seuls à remettre en cause le « tournant universitaire », c'est également le cas d'un courant plus « militant » et plus « activiste » dont le travail de Bell Hooks donne un très bon exemple.

### **Bell Hooks et la tension entre militantisme et capital universitaire**

Bell Hooks est le pseudonyme de Gloria Jean Walkins, née dans une famille particulièrement pauvre du Kentucky. Elle

représente une voix originale et importante qui exprime une tension irrésolue entre les trois syntagmes de la lecture intersectionnelle des dominations mais aussi le refus de se cantonner au « volet universitaire » et de s'adresser à l'ensemble des populations, y compris les plus pauvres et les plus éloignées de l'université :

*« Aux États-Unis le féminisme n'a pas émergé des femmes qui sont le plus victimes de l'oppression sexiste, des femmes qui sont quotidiennement écrasées, mentalement, physiquement et spirituellement, des femmes qui n'ont pas assez de pouvoir pour changer leur condition. Elles forment une majorité silencieuse. Le fait qu'elles acceptent leur sort dans la vie sans remise en question visible, sans protestation organisée, sans rages et sans colères collectives est un marqueur de leur persécution. »*

Ce désir de s'adresser à l'ensemble des populations concernées passe aussi par un refus obstiné des obscurantismes abscons d'une écriture universitaire réservée à une élite seule apte à la comprendre. Les écrits de Bell Hooks se signalent au contraire par une clarté qui lui permet d'être comprise par le plus grand nombre. Elle ne refuse absolument pas le débat théorique mais elle l'inscrit dans un vécu qui est celui de la plupart des femmes auxquelles elle s'adresse.

Une autre de ses préoccupations est la question des classes et de la lutte des classes. Elle n'en fait à aucun instant une préoccupation secondaire puisqu'elle montre au contraire comment les

féministes de la classe ouvrière ont contribué à remettre en cause un « féminisme bourgeois » qu'elle combat elle aussi.

*« Au sein du mouvement féministe, la différence de classe et la façon dont elle divise les femmes sont devenues un sujet de discussion bien avant la question de la race. Dans les mouvements majoritairement blancs qui se sont formés au début du mouvement de libération des femmes la séparation la plus flagrante était la séparation de classe. Les femmes blanches de la classe ouvrière ont remarqué qu'il y avait des hiérarchies de classe au sein du mouvement. Un conflit est apparu entre la version réformiste de la libération des femmes qui exigeait simplement des droits égaux pour les femmes au sein de la structure de classe actuelle et des versions plus radicales voire révolutionnaires qui demandaient un changement fondamental de ces structures afin que des formes de mutualité et d'égalité puissent remplacer les anciens paradigmes. »*

Dans cette discussion, le fait que les « féministes bourgeoises blanches » s'arrogent le droit de contrôler le mouvement féminisme, son organisation, ses objectifs et sa propagande est combattu parce qu'il signifie au final s'accommoder de cette société, de ses injustices et de ses inégalités, qu'elles soient de genre, mais aussi de classe et de race. Elle s'oppose vigoureusement à ce qu'elle appelle un « féminisme réformiste » qui ne demande que des changements superficiels au seul bénéfice des bourgeoises blanches, sans jamais remettre en cause le système en tant que tel.

*« Dès le début du mouvement, les femmes des classes privilégiées ont réussi à faire passer leurs propres préoccupations pour « les » questions qu'il fallait mettre en avant, notamment parce qu'elles attiraient plus facilement l'attention du public et des médias de masse. »*

Mais évidemment elle ne reste pas à une seule dénonciation de la « bourgeoisie ». En particulier, elle insiste particulièrement sur la question de la stratification raciale. Elle se situe clairement dans ce combat, en particulier en expliquant qu'il n'était pas naturel de considérer les femmes noires en tant que femmes, et qu'elles étaient à l'origine exclues du combat féministe. C'est d'ailleurs cette expérience de qui a créé ce corpus d'idée et de militantes qu'on a appelé le « black feminism ».

*« S'il y a une question qui a changé le visage du féminisme américain c'est le fait d'avoir exigé que les penseuses féministes reconnaissent la réalité de la race et du racisme. »*

Là encore, il ne suffit pas selon elle d'être « consciente » de cet aspect du débat, et elle est d'ailleurs aussi critique de certains aspects du « black feminism » (dont elle est par ailleurs une des intervenantes éminentes). En particulier la position de surplomb de certaines de ses animatrices, en particulier vis-à-vis des femmes du tiers-monde et de leurs luttes nécessaires. Elle défend ainsi un point de vue « décolonisé » sur les luttes féministes, qu'elle définit ainsi :

*« Adopter un point de vue féministe décolonisé, ce serait d'abord et avant tout examiner comment la façon dont les pratiques sexistes en rapport au corps des femmes sont liées au niveau mondial. Par exemple on pourrait lier la circoncision avec les troubles de l'alimentation qui mettent la vie en danger (ces troubles sont la conséquence directe d'une culture qui impose la minceur comme un impératif de beauté) ou avec toute chirurgie esthétique qui met la vie en danger, ce qui permettrait de souligner que le sexisme et la misogynie qui sous-tendent ces pratiques dans le monde entier font écho au sexisme qui règne ici dans notre pays. Lorsque ces questions sont abordées ainsi, l'impérialisme occidental n'est pas reproduit et le féminisme ne peut être récupéré par le capitalisme transnational sous la forme d'un nouveau produit de luxe occidental à destination de femmes d'autres cultures qui devaient se battre pour se le procurer. »*

Un autre de ses combats est un combat qui refuse une facile « exclusion » des hommes du nécessaire combat, même si elle est sans complaisance vis-à-vis des attitudes machistes et protectionnistes, y compris celles des hommes noirs par ailleurs victimes du racisme :

*« J'emappelle très bien, dans notre quartier, d'hommes (noirs) des classes populaires expliquant que certains emplois n'en valaient pas la peine à cause de la perte de dignité qu'ils provoquaient, tandis qu'on faisait sentir aux femmes noires lorsque la survie était en jeu, que leur dignité pouvait être sacrifiée. »*

Pour autant, le combat contre ces attitudes ne doit pas être l'apanage des seules féministes femmes, elles doivent engager aussi une lutte pour s'adresser aux hommes pour les mener à abandonner leurs attitudes.

Pour renouveler l'homme américain, nous avons besoin d'une vision féministe qui inclue la masculinité féministe, qui fait preuve d'amour envers les garçons et les hommes, et qui exige pour eux tous les droits que nous demandons pour les femmes et les filles. La pensée féministe nous apprend avant toute chose comment aimer la justice et la liberté de façon à affirmer la vie. Il est clair que nous avons besoin de nouvelles stratégies, de nouvelles théories, de guides qui nous montreront comment créer un monde où la masculinité féministe peut s'épanouir.

Mais cette nécessité est aussi contrainte par une autre donnée, l'impératif de s'adresser à l'ensemble des femmes sans en rejeter une partie sous prétexte d'un « retard » intellectuel et culturel de certaines populations.

Les positions anti-homme ont éloignées de nombreuses femmes pauvres et de la classe ouvrière, en particulier des femmes non blanches du mouvement féministe. Leur vécu leur avait prouvé qu'elles avaient plus en commun avec leur homme de leur groupe social et/ou racial. Elles savaient à quelles souffrances et quelles épreuves sont confrontées les femmes dans leur communauté, et elles connaissaient aussi les souffrances et les épreuves

des hommes de leur communauté, et elles avaient de la compassion pour eux.

L'ensemble de ces attitudes de luttes, de la façon d'organiser les combats nécessaires de libérations partagées à la façon d'organiser une « théorie » sans rester cantonné à un petit cercle universitaire dépend en fait d'une vision profondément révolutionnaire de ces luttes coordonnées. Il ne suffit pas de changer quelques aspects fâcheux, selon Bell Hooks, on doit changer de monde. Et c'est en cela qu'elle nous interpelle et nous intéresse.

Comme la plupart des hommes, la majorité des femmes sont conditionnées dès l'enfance à croire que le fait de dominer et de contrôler les autres est « le » signe élémentaire du pouvoir. Même si pour le moment les femmes ne tuent pas dans des guerres et ne décident pas des politiques gouvernementales au même niveau que les hommes, elles croient, avec les hommes des classes dominantes et la plupart des autres hommes, en l'idéologie dominante de la culture. Si elles étaient au pouvoir, la société ne serait pas organisée de façon très différente qu'elle ne l'est aujourd'hui. Elles ne pourraient le faire qu'en défendant un système de valeurs totalement différent de ce qu'il est aujourd'hui. La rhétorique féministe qui explique que l'homme est l'ennemi et la femme la victime permet aux femmes d'éviter d'avoir à élaborer un nouveau système de valeurs.

## **Relectures françaises contemporaines**

De nombreuses autres autrices mériteraient également notre attention. Il faudrait d'ailleurs consacrer un autre billet aux lectures actuelles de la problématique de l'articulation genre, race, classe aux États-Unis et des différentes élaborations intersectionnelles, que cela soit dans un contexte universitaire ou une perspective plus « militante ». Mais pour conclure, on ne peut pas ne pas dire quelques mots des relectures françaises de ce corpus qu'on a commencé ici à présenter.

Là aussi cette lecture a une histoire et des mécanismes complexes. Il touche là aussi deux types d'interlocutrices : celles qui étaient déjà engagées dans une perspective militante (et particulièrement sur le plan du féminisme) et celles qui ont développé des outils d'analyse dans une perspective plus « universitaires ». Même si les deux perspectives peuvent se rencontrer, elles n'obéissent pas forcément à la même logique et n'ouvrent pas à la même perspective.

Les études « féministes » ont commencé depuis quelques années à constituer un sujet de recherche universitaire. Il n'en va pas de même des questions de « race » toujours problématiques dans un pays qui n'arrive pas à reconnaître « un passé qui ne passe pas ». Et ne parlons pas des questions de « classes sociales », puisque la France a connu un recul historique du marxisme qui a connu des conséquences également académiques.

Quant au volet plus « militant », il a été marqué par l'arrivée d'une génération féministe percutée par les enjeux post coloniaux, de l'islamophobie (et de son instrumentalisation de la question féministe). Cette génération a été très vite intéressée par les enjeux du « black feminism » et de la lecture intersectionnelle mais aussi par l'arrivée d'une autre théorie (décoloniale) venue d'Amérique latine à partir d'une histoire et d'enjeux différents.

Une des actrices essentielles de ce passage a été Elsa Dorlin dont l'ouvrage « Race, Sexe, Classe : pour une épistémologie de la domination » interrogeait précisément ces œuvres et posait une série de questions sur la redéfinition de chacun des trois objets dont la mise en commun était porteuse. En effet, s'il suffisait de penser « la mise en commun des luttes », cela ne poserait après tout que peu de problèmes, mais l'interrogation principale reste que cette mise en commun redéfinit chacune de ces trois catégories : le genre ne reste pas le même percuté par les enjeux liés à la « race » et à la classe, de même pour la « race » et la classe. En effet, une des leçons sans doute les plus fructueuses de l'approche intersectionnelle.

Une des difficultés supplémentaires étant que ces questions, ces théories et ces outils sont en quelque sorte « pris en otage » par une guerre décidée par une partie de la gauche contre une autre: les théories « intersectionnelles » et « décoloniales » sont ainsi mises dans le même panier

(alors qu'elles sont profondément différentes) et montrées comme le « danger » principal menaçant « notre république en danger » d'une façon aussi caricaturale que violente. Ce serait une sorte de « cheval de Troie » d'un prétendu « courant post moderniste » largement imaginaire contre notre Marianne nationale, nos monuments aux morts, nos héros indiscutables.

Ces guerres ont le principal danger de nous faire perdre la nécessaire approche critique de ces courants, de leurs propositions et de leurs modes d'analyses.

Mais on peut par exemple se référer à Elsa Dorlin et à ses nombreux travaux. Cette féministe « historique » ayant permis en France la connaissance fine du courant du « black feminism » par une infatigable série d'initiatives éditoriales (qu'on pourra retrouver dans la bibliographie en annexe) autour de livres édités et d'articles universitaires. On lira surtout l'ouvrage collectif qu'elle a coordonné et qui pose une série de questions autour de la question « intersectionnelle ».

Une des interventions les plus intéressantes me semble être par exemple celle de Danièle Kergoat, sociologue spécialiste du travail féminin dans toutes ses implications qui propose de remplacer la notion « d'intersectionnalité » par celle de Consubstantialité plus apte selon elle à rendre compte des « rapports sociaux de pouvoir ».

La jeune Angela Davis, alors enseignante à UCLA, rappelait dans l'une de ses interventions que mener une lutte « radicale », cela signifiait une lutte qui s'attaquait au mal, à ses « racines ». C'est aussi de cela qu'il s'agit avec le concept de « consubstantialité » : se donner les moyens de remonter aux racines pour tenter d'identifier des leviers afin de lutter contre les dynamiques d'oppression, d'exploitation, de domination. Cela suppose dans un premier temps – certes insuffisant, mais en tout cas nécessaire – de cerner au mieux les rapports de pouvoir.

Ceux-ci sont, selon elle, à partir d'une analyse matérialiste subsumés par la question centrale du travail (et de la place qu'y prennent les femmes). Ouvrir une discussion sur ces questions nous entraînerait sans doute fort loin, mais celles-ci sont au centre de cette « réappropriation », et très loin de la caricature qu'on prétend nous montrer

Autrement dit, le terme d'« intersectionnalité » nous gêne lorsqu'il renvoie au croisement de catégories. Ce qui est absolument légitime pour certains usages, par exemple pour montrer comme l'a fait Crenshaw que les femmes noires et pauvres étaient à l'intersection de plusieurs systèmes de domination, et que cette intersection était niée par le système juridique comme dans les actions contre les violences faites aux femmes notamment. En ce qui nous concerne, il ne s'agit pas de croiser des catégories, mais bien de partir des rapports sociaux qui en sont constitutifs, de voir comment leurs

multiples imbrications produisent effectivement les groupes sociaux et les recomposent et en quoi elles reconfigurent incessamment les systèmes de domination et les rapports de force.

Dans cet ouvrage, Daniele Kergoat n'est pas seule à avoir une vision critique de l'intersectionnalité. C'est le cas également de deux auteurs allemandes qui nous livrent une approche globalisante et critique des approches intersectionnelles Patricia Purtschert et Katrin Meyer analysent en termes politiques les implications de ces approches croisées. Elles montrent aussi les implications « matérielles » de ces approches

Il y a également de multiples études par d'autres auteurs et autrices, sur la sexualité, sur la question de la culture, ou de l'imaginaire.

D'autres approches sont également possibles. La liste est longue des intervenantes sur cette problématique, de Jules Falquet (une sociologue du « courant matérialiste ») à Françoise Vergès. Cette dernière ne se revendique d'ailleurs pas de l'intersectionnalité mais d'un « féminisme décolonial ».

Contrairement à quelqu'un comme (qui réfute explicitement l'approche intersectionnelle) Françoise Vergès ne refuse pas l'approche intersectionnelle mais l'élargit pour prendre en compte les aspects « coloniaux » spécifiques à notre histoire propre. En particulier elle intègre l'histoire des

Outre-Mer trop souvent oubliée (l’Afrique, de sa façade méditerranéenne maghrébine à l’Afrique de l’Ouest, au cœur de l’appropriation coloniale de la France ayant écrasé les autres lieux de la colonisation).

Elle retrouve en fait la première démarche des féministes noires américaines, qui avant même de se défendre devaient déjà exister en tant que femmes : sans histoire, sans études sociologiques, sans structures dédiées, elle devaient déjà affirmer « je suis une femme », le titre du premier ouvrage de Bell Hooks (sous forme interrogative : « Ne suis-je pas une femme ? »). C’était en particulier le cas des féministes « blanches » qui déniaient cette qualité aux femmes noires et ne prenaient pas ce que leur position pouvait avoir de spécifique...

L’écriture du passé et de l’histoire des femmes racisées n’a pas eu la même trajectoire que l’écriture féministe européenne parce qu’il ne s’agissait pas de la même démarche. Pour les racisées, il ne fallait pas combler une absence mais trouver les mots qui redonneraient vie à ce qui avait été condamné à l’inexistence, des mondes qui avaient été jetés hors humanité.

Mais un autre phénomène explique plus largement cette insistance « coloniale », les tentatives de récupération de la droite et de l’extrême droite des enjeux « féministes » qui vident ce terme de toute puissance critique.

Pourquoi se dire féministe, pourquoi défendre le féminisme, quand ces termes sont tellement galvaudés que même l’extrême droite peut se les approprier ? Que faire quand, alors qu’il y a dix ans les mots « féministe » et « féminisme » portaient encore un potentiel radical et étaient jetés comme des insultes, ils font désormais partie de l’arsenal de la droite néolibérale modernisatrice ?

Reste la question non résolue des alliances et des perspectives stratégiques.

## Bibliographie

### Reuves et sites web

- Les cahiers du genre ([www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre.htm](http://www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre.htm) - Consulté en avril 2021)
- Kimberlé Williams Crenshaw, Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l’identité et violences contre les femmes de couleur ([www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2005-2-page-51.htm](http://www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2005-2-page-51.htm) - Consulté en avril 2021)
- Revue « Mouvements », N° 100, dossier consacré à l’« intersectionnalité » (Consultable en ligne : [mouvements.info/intersectionnalite](http://mouvements.info/intersectionnalite) - Consulté en avril 2021)



## Ouvrages

- Collectif, Black feminism : anthologie du féminisme africain américain 1975-2000, Éditions l'Harmattan, 2008
- Angela Davis, Femmes, race et classe, Édition des femmes, 2020
- Elsa Dorlin, Sexe, race et classe : pour une épistémologie de la domination, PUF, 2009
- Bell Hooks, Ne suis-je pas une femme ?, Editions Cambourakis, 2015
- Bell Hooks, De la marge au centre, Éditions Cambourakis, 2017
- Bell Hooks, Tout le monde peut être féministe, Éditions Divergences, 2020
- Françoise Vergès, Pour un féminisme décolonial, Éditions de la fabrique, 2019
- Jules Falquet, Imbrication, Femmes, race et classes dans les mouvements sociaux, Éditions du croquant, 2020



## La jeunesse... Des jeunesses...

Jean-Marie Perrinel

*Animateur-formateur au sein de la Brèche, association d'éducation populaire et de développement local aux confins de la Haute-Loire et du Puy de Dôme. Il est également engagé dans un travail de recherche-action dans le cadre du Séminaire itinérant acteurs et entrepreneurs sociaux (DHEPS) proposé et animé par le Réseau des Créfad.*

Les jeunes, leurs projets et les manières de les accompagner, constituent de forts enjeux pour les structures impliquées dans le réseau Piments. Depuis quelques années déjà, les membres du réseau Piments réfléchissent et agissent pour et avec les jeunes. Ces expériences nous permettent aujourd'hui de proposer des éléments d'analyse, tirés de nos pratiques et des réalités que nous observons et que nous vivons avec les jeunes.

### Des situations vécues par les jeunes....

Certains indicateurs socio-économiques à propos de la jeunesse peuvent être considérés comme alarmants (voir « Les chiffres clés de la jeunesse – édition 2021 » édité par l'Injep – Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire – Encadré plus loin). Ils nous montrent que des générations entières sont impactées par le chômage. Il existe peu d'emplois salariés disponibles, en particulier pour les

jeunes et ceux proposés sont de courte durée (moins de six mois) ou dans le cadre d'emplois aidés.

Il y a des jeunes très diplômés frustrés de ne pouvoir mettre en œuvre leurs compétences. Il y a d'autres jeunes qui sortent trop tôt du système d'enseignement initial, les « NEET »<sup>1</sup> (anglicisme pour dire les jeunes pas en emploi, ni en étude, ni en formation).

Une des conséquences est que bon nombre de jeunes ont intégré l'idée qu'ils ne pourront rien faire, qu'il n'y a pas de place pour eux dans notre société et qu'ils n'arriveront pas à s'y rendre utile.

D'autres indicateurs devraient également nous alarmer; ils nous parlent de santé (physique et psychique) et de

---

1. Injep, « Les NEET, des ressources et des conditions de vie hétérogènes », Janvier 2020

vulnérabilité<sup>2</sup>. Un tel constat force à s'interroger sur la manière dont les jeunes sont considérés et traités. Dans ce contexte, les questions de fragilité de la confiance en soi, d'isolement... s'éclairent d'une manière particulière.

Ce même « baromètre DJEPVA sur la jeunesse » indique que *« le confinement est venu ébranler un état d'esprit plus positif de la jeunesse après une série d'années noires liées aux attentats, à la crise sociale révélée par le mouvement des Gilets jaunes, au mécontentement d'une fraction de la jeunesse à l'égard du manque d'action en matière de changement climatique, etc »*. Ce contexte sanitaire est venu exacerber des conditions de vie qui, pour la part, étaient déjà présentes: sentiment de solitude (*« l'enquête COCONEL de l'INED qui mettent en évidence un cumul de vulnérabilités des jeunes, en particulier des 18-24 ans, plus concernés par un retour au domicile parental, par une diminution de leurs revenus, des difficultés à payer leur loyer, mais aussi par un sentiment d'isolement »*), sources de tensions avec les parents ou avec leur conjoint-e, épisodes migraineux voire dépressifs...

De récentes études<sup>3</sup> ont apporté des éclairages spécifiques sur

---

2. Injep, Rapport d'étude « Baromètre DJEPVA sur la jeunesse », Décembre 2020

3. Par exemple : INJEP Notes et Rapports, « Les filles du coin - Enquête sur les jeunes femmes en milieu rural », Yaëlle Amsellem-Mainguy, Septembre 2019

les conditions de vie et des sociabilités des jeunes femmes. Ces rapports sociaux qui ont notamment pour enjeux la sexualité et le travail, mettent en évidence combien dire et écrire que les femmes et les hommes sont socialement différents ne suffit pas, et qu'il y a à rendre compte de la hiérarchisation de ces rapports. Par exemple, les compétences acquises dans la famille entraînent une orientation vers des filières genrées, plutôt caractérisées par des filières de formation courtes. D'autres exemples concernent la norme conjugale ou l'injonction à la maternité, variables d'un milieu social à l'autre, changeantes en fonction du niveau d'études...

La mobilité est un sujet récurrent, en milieu rural comme dans les banlieues : imposée par les lieux d'éducation, choisie par les relations sociales... Tantôt envie de découverte, tantôt injonction, la mobilité conditionne nos rapports à l'espace, aux espaces, aux territoires.

Cette question de la mobilité dit aussi beaucoup des conditions d'accès à l'autonomie, et des inégalités qui les traversent. Et en premier lieu, la question des moyens financiers, de l'argent et donc du pouvoir que cela confère. Il se pourrait même que la question de la mobilité devienne secondaire à partir du moment où la question de l'argent n'est plus un problème ! (Voir encadré plus loin – Rubrique « Conditions de vie »).

Ainsi du logement qui, faute de moyens financiers suffisants, se traduit pour de nombreux jeunes par le

retardement de la décohabitation (quitter le domicile des parents) et/ou des modalités de co-locations pas systématiquement choisies.

La très grande importance prise par le numérique (les écrans, les réseaux sociaux,...) et son apparente grande « démocratisation » (a-fortiori chez les jeunes) ne doit pas masquer une réalité plus nuancée (sans doute plus complexe que ce que l'on appelle la « fracture numérique »).

Enfin, le vote de colère ou de défiance d'une majorité de jeunes aux diverses élections (quand il y a vote...) dit sans doute davantage les difficultés d'accès aux responsabilités (donc au pouvoir) politiques, sociales, économiques,... pour les jeunes.<sup>4</sup>

Dans ce contexte, les jeunes restent inégaux face à l'avenir. Leurs origines géographiques et surtout leurs origines sociales continuent d'influer fortement sur leur niveau d'ambition et sur l'autocensure qu'ils développent, de manière plus ou moins consciente.<sup>5</sup>

Que ce soit par le mouvement des « Gilets jaunes », des

---

4. Site web de Public Sénat, article « Présidentielles : la sociologie du vote », 2017 / Revue Transrural initiatives n° 460, article « Pourquoi Marine Le Pen attire les jeunes », janvier-février 2017

5. Association Chemins d'avenir, Fondation Jean Jaurès et Ifop, note « Jeunes des villes, jeunes des champs, la lutte des classes n'est pas finie », novembre 2019

marches pour le climat ou l'opposition au projet de réforme des retraites, les diverses formes de revendications des jeunes ces dernières années disent beaucoup du mal-être - le sentiment d'une forme de relégation ? - et de leurs angoisses face à un avenir qui ne leur dessine pas de perspectives claires dans lesquelles déployées leurs envies et leurs rêves.

### **Des discours et des intentions portés sur les jeunes...**

Trop souvent, les jeunes sont considérés comme une difficulté voire un problème, plus rarement comme les élites<sup>6</sup> de demain.

Trop souvent, les jeunes sont l'objet de généralisations abusives.

Profitons-en ici pour rappeler que la jeunesse n'existe pas: il y a des jeunesses. Des jeunes urbains (de banlieues, des centres-villes...), des jeunes ruraux (de moyenne montagne, des régions littorales...), des jeunes de plus de 25 ans

---

6. Nous empruntons ici le terme « élites » au mouvement Peuple et Culture - et à son Manifeste de 1945 - pour lequel les élites ne sont pas seulement les personnes qui sont en situation de commandement et censées agir rationnellement au profit de tous, mais également les animateurs, les formateurs, les médiateurs, les accompagnateurs... qui permettent de questionner les intentions, les valeurs, les principes,... en articulation permanente avec les buts, les moyens, les actions, les résultats... permettant ainsi de donner du sens à une action. Des élites qui ont le souci d'articuler en permanence penser et agir.

faisant des études longues, des jeunes de moins de 18 ans en apprentissage, des jeunes à l'étranger via le programme européen Erasmus, des jeunes adultes qui ont un emploi et qui vivent encore chez leurs parents... Même le public des NEET présente une diversité évidente<sup>7</sup>. Les origines sociales ou géographiques, le niveau de diplôme et le parcours scolaire, la situation face à l'emploi, les inquiétudes quant à l'avenir, les conduites addictives, les relations sociales et affectives, l'état de santé,... nombreuses sont les caractéristiques qui diffèrent d'un jeune à l'autre, d'un groupe à l'autre, d'un milieu à l'autre<sup>8</sup>.

Trop souvent, les jeunes sont idéalisés par « ceux qui ne sont plus jeunes », regrettant ce temps de leur vie ou au contraire étant effarés devant la mollesse, le peu d'engagement des jeunes<sup>9</sup>. Trop d'adultes transposent sur les jeunes leurs vécus et/ou leurs frustrations de jeunesse.

Trop souvent, les jeunes sont définis dans le futur, quand ils seront « adultes », ou salariés, ou mariés, ou propriétaires de leur logement, ou... Dans une sorte de « tout reste à

---

7. Injep, « Les NEET, des ressources et des conditions de vie hétérogènes », 2020

8. Et cette tentative de catégorisation dit à quel point, dès que l'on créé une catégorie, celle-ci est aussitôt invalidée par les réalités que nous vivons et/ou percevons.

9. Le « Baromètre DJEPVA sur la jeunesse » de l'Injep dit tout autre chose...

construire, jusqu'à la stabilité (professionnelle, financière, affective...).

En cela, ils sont exclus de la citoyenneté. Ils sont dans un « devenir citoyen » car ils ne le sont pas encore.

Les jeunes occupent ainsi une place de non-citoyens, jusqu'à ce qu'ils ne soient plus des jeunes. Et l'ensemble des dispositifs « jeunesse » va dans ce sens : accompagner les jeunes à devenir citoyens. En attendant, leur parole ne compte pas politiquement. Ils sont ainsi exclus de la citoyenneté... Or personne ne saurait dire quand est-ce qu'ils le seront.

Un jeune serait donc incomplet, et cette incomplétude est fortement stigmatisante.

Dans un contexte socio-économique difficile pour les jeunes (exemple de l'entrée sur le marché du travail, ou encore des processus d'accession aux responsabilités associatives, politiques, professionnelles... évoquées précédemment), la trop fréquente absence de droit à l'erreur et à l'échec (peu de possibilités pour expérimenter, tester, sans risque) voire même la culpabilisation de la non-activité (en renvoyant toute la responsabilité « au jeune » de ce qu'il ne fait pas pour travailler), deviennent alors particulièrement paradoxales.

Et ce, d'autant plus que le discours entrepreneurial est désormais omniprésent dans nos sociétés. Un discours qui ne laisse pas insensible les jeunes (voir données dans l'encadré ci-dessous).

Depuis quelques années (le mouvement des « Gilets jaunes » en a été un formidable accélérateur), l'analyse « France périphérique contre métropoles mondialisées » fait florès<sup>10</sup>. Cette analyse ne nie-t-elle pas un peu trop rapidement les réalités complexes de chacun des lieux de vie et des réalités socio-économiques à l'œuvre ? Par exemple, concernant les mobilités, qui peut croire que tous les jeunes ruraux ou tous les jeunes de banlieue seraient assignés à résidence, pendant que tous les jeunes urbains seraient internationalisés dès l'adolescence ?! Autre exemple, dans les centres-villes des métropoles, tous les jeunes font-ils de longues études supérieures ? Ou encore, les jeunes créateurs d'entreprises sont-ils tous des « jeunes pousses » issues des écoles de commerces ou de management ? Il nous semble qu'une lecture plus complexe des réalités est à envisager.

Et que dire des questions environnementales aujourd'hui à juste titre omniprésentes : la tentation de faire reposer tous les espoirs de survie de la planète sur la jeunesse d'aujourd'hui est grande. N'est-ce pas un peu beaucoup leur demander... et peut-être même un peu lâche de la part des plus âgés (le tout sur fond de théorie de l'effondrement) ?

Quant aux aspects sécuritaires, une part croissante des jeunes identifient clairement que les restrictions de liberté

---

10. Voir travaux de Christophe Guilluy et les nombreux commentaires qui en sont faits.

sont de plus en plus fortes, en lien avec la menace terroriste, à laquelle s'ajoute désormais le contexte sanitaire.

Enfin, les intentions affirmées au travers de la mise en place du Service National Universel (SNU) méritent que l'on s'y arrête<sup>11</sup>.

Sa prétendue nécessité part du constat d'un manque d'engagement et de cohésion de la jeunesse française. Outre le fait que ce constat est très discutable, c'est aussi une façon bien pratique de prétendre, par contraste, que les générations précédentes seraient plus méritoires.

Alors oui, ré-affirmons avec force :

-qu'il y a de la contradiction et de l'instabilité chez les jeunes...

-qu'il y a de la multi-appartenances et de la multi-identités...

-qu'il y a des vies plurielles et des parcours de moins en moins linéaires...

...et alors ?!

Dans un contexte de forte prise de conscience des enjeux écologiques planétaires et de la permanence voire de

---

11. « Découvrir de nouveaux horizons, apprendre sur soi et sur les autres, être acteur de sa citoyenneté... » - « Il vise à impliquer davantage la jeunesse dans la vie de la Nation, promouvoir la notion d'engagement et favoriser un sentiment d'unité nationale autour de valeurs communes. » - « Quatre objectifs : Transmettre un socle républicain. Renforcer la cohésion sociale. Développer une culture de l'engagement. Accompagner l'insertion sociale et professionnelle. » Source : <https://www.gouvernement.fr/service-national-universel-snu>

l'accroissement des inégalités sociales, il se pourrait que les jeunes perçoivent très clairement les limites de l'injonction à la compétition généralisée, entre jeunes, entre régions, entre pays,...

Peut-être savent-ils ce qu'ils veulent mais sont plutôt successivement déçus par les endroits où ils s'engagent...

## **Les chiffres clés de la jeunesse – édition 2021** **- Extraits -** Injep (Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire)

### **Démographie**

Au 1er janvier 2021, la France compte 11,7 millions de jeunes de 15 à 29 ans (17,3% de la population totale).

### **Formation / Éducation**

En 2018-2019 : 45% des 15-29 ans sont en études initiales (87,3% des 15-19 ans ; 37% des 20-24 ans ; 6,8% des 25-29 ans).

En 2019 : 80 % des jeunes d'une génération ont obtenu le bac ; 78,2% des jeunes qui ont obtenu le bac poursuivent des études dans l'enseignement supérieur. 11,8% des jeunes de 16-25 ans ont des difficultés de lecture (données 2019).

### **Activité / Emploi / Chômage**

En 2019, 44,6% des 15-29 ans sont en emploi.

Au 31 décembre 2019, 25,1% des emplois occupés par les jeunes de moins de 26 ans sont des emplois aidés.

En 2019, 15,3% des actifs âgés de 15-29 ans sont au chômage (8,1% de l'ensemble des 15-29 ans).

En 2019, 12,9% des 15-29 ans ne sont ni en emploi, ni en formation (NEET).

En 2019, 16,8% des jeunes ayant fini leurs études depuis 1 à 4 ans sont au chômage.

### **Conditions de vie**

En 2018, 39,3% des jeunes de moins de 30 ans ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté (1 063 € par mois) soit 4,6 millions de jeunes.

En 2014, 70% des jeunes de 18 à 24 ans reçoivent une aide financière régulière de leurs parents.

En 2014, 54% des 18-24 ans vivent en permanence chez leurs parents en 2016.

En 2014, 65% des 18-24 ans ont le permis de conduire (77% en milieu rural).

## Sécurité / Justice

Au 1er janvier 2020, 34 301 jeunes de 10 à 29 ans sont écroués.

## Engagement / Participation

En 2020, 40% des jeunes de 18 à 30 ans participent aux activités d'une association, d'un syndicat, d'un parti politique,...

En 2019, 81 023 jeunes ont débuté une mission de service civique (dont 59% de femmes).

## Santé

En 2018, 46,9% des 16-29 ans déclarent que leur état de santé est très bon.

Le suicide est la 2ème cause de mortalité des 15-24 ans, après les accidents de la route : 15,2 % des décès.

Certaines réponses apportées nous paraissent inappropriées...

Ces dernières années, les politiques publiques et les dispositifs se sont multipliés en direction des jeunes, dont les effets sont d'accompagner les jeunes par tranches d'âges, par situations (demandeurs d'emplois, sans diplôme à la fin de leurs études, en situation de handicaps...), par intentions et/ou solutions imaginées sans eux (mobilités,

création d'entreprises...), par territoires de domiciliation (quartiers dits sensibles, territoires ruraux dits fragiles et enclavés...).

La jeunesse est découpée en dispositifs qui doivent répondre à des problèmes qu'elle rencontre : accès à la formation, accès à l'emploi, accès à la citoyenneté (par la mobilité ou par le service civique)... apportant des réponses partielles (et parfois stigmatisantes), en fractionnant les vies des personnes concernées. Si peu est dédié aux envies, désirs, projets des jeunes.

Différentes structures s'adressent aux jeunes, mais il y a peu de liens et de ponts entre leurs activités, et les dispositifs ont du mal à faire cohérence globale pour les personnes (quand ils sont connus par elles).

Les jeunes qui subissent des discriminations sociales et géographiques sont particulièrement démunis face au maquis des diverses propositions qui leurs sont faites.

L'exemple du service civique est à ce titre particulièrement éclairant : il y a un manque de connaissances sur le service civique, un manque de missions variées et des difficultés notées (mobilité, logement). Nous constatons également que des missions sont non pourvues et que des jeunes ne trouvent pas de mission. Enfin, le service civique d'initiative est méconnu, y compris par les services de l'État.



Les « politiques jeunesse » - fréquemment mises en œuvre par des associations dites d'éducation populaire - sont prioritairement destinées aux enfants et adolescents, beaucoup plus rarement en direction des jeunes adultes (là intervient notamment la limite d'âge fatidique des 26 ans). Les jeunes adultes furent pourtant un public historiquement privilégié par les associations d'éducation populaire...

Ces « politiques jeunesse » ne sont-elles pas trop souvent marquées par des logiques consuméristes ? Le développement des activités de loisirs arrange les adultes (les jeunes sont occupés) et arrange aussi les jeunes (soit pour s'y conformer, soit pour s'y opposer). L'expérimentation - puis la généralisation récente - du Pass Culture (300 €. à dépenser dans des biens et services culturels ; réservé aux jeunes de 18 ans) par le Ministère de la culture est assez significative de ce glissement tendant à considérer les jeunes d'abord et avant tout comme des consommateurs.

« Jeunesse » et « citoyenneté », deux termes qui composent fréquemment les projets éducatifs et les « politiques jeunesse », mais y sont-ils suffisamment définis et travaillés ?

Plus récemment, un discours dominant sur la création d'entreprises s'est fortement développé, en réponse aux difficultés d'accès des jeunes au marché de l'emploi. Il rencontre un certain succès mais est-ce par adhésion ou par défaut ? Ça n'est peut-être pas le rêve de tous les jeunes d'être auto-entrepreneur à 20 ou 30 ans... Il n'est pas certain que

l'adhésion des jeunes à la mode de l'individu « entrepreneur de sa vie », seul responsable de ses échecs et de ses réussites, soit généralisée.

Et par ailleurs, avec la forte professionnalisation des associations et les fréquentes nécessités de répondre à des appels d'offres et des appels à projets (entraînant le développement de prestations), il peut y avoir de véritables difficultés à être disponible pour accueillir des jeunes sans statut, se débrouiller avec et inventer, non pas au profit de l'association et de ses activités, mais au profit des jeunes eux-mêmes pour qu'ils aient des lieux différents de ce qu'ils ont vécu jusqu'à présent. Cet accueil demande du temps et constitue donc un travail supplémentaire et non rémunéré, faute de subvention de fonctionnement ou de convention globale.

Enfin, avec le SNU, et sous prétexte de faire se rencontrer une jeunesse qui s'engagerait peu, les jeunes se voient imposer la responsabilité de réparation d'une société fragilisée. Et que dire des sanctions imaginées pour les personnes qui souhaiteraient déroger au dispositif, telles que l'interdiction de passer le Bac ou le permis de conduire... Sa mise en œuvre stricte et descendante, supervisée par des « chefs de compagnie », inclue un programme martial comme le port de l'uniforme, la levée de drapeau aux aurores et au garde à vous, de longues marches. Il est une contradiction flagrante dans le fait de contraindre et d'uniformiser dans un monde qui n'a de cesse de rappeler

l'importance de l'innovation et de l'originalité. L'objectif de mixité entre diverses catégories de jeunes pour louable qu'il paraisse ne peut pas être assuré dans un cadre aussi réduit dans le temps<sup>12</sup> et avec aussi peu de moyens.

### **Sur ces bases, nous osons quelques perspectives...**

Tout le monde (les moins jeunes comme les jeunes) s'accorde à dire qu'il est souhaitable que les jeunes s'engagent, portent des projets, deviennent responsables, autonomes...

Mais quelles conditions sont nécessaires pour ce faire ?

Il n'y a pas de génération spontanée.

Il n'y a pas non plus de projets spontanés.

Il y a des conditions à créer pour que cela advienne, et d'abord et avant tout par les jeunes eux-mêmes.

Alors, efforçons-nous de ne pas penser à la place des jeunes.

Cessons de vouloir les occuper (pour mieux les empêcher de penser ?).

N'attendons pas « que jeunesse se passe » et acceptons ces temps de transition comme un espace sauvage où chacun

---

12. Un 1<sup>er</sup> «séjour de cohésion» de 2 semaines (moment de vie collective) ; une « mission d'intérêt général » de deux semaines dans une association, une administration ou un corps d'État en uniforme ; enfin, de manière optionnelle (si le jeune est volontaire), un « engagement » de 3 mois minimum.

cherche individuellement et collectivement ses/les limites.

La créativité de la jeunesse n'est pas un vain mot, sa capacité à accéder progressivement aux responsabilités est fiable. Il suffit pour cela de miser sur elle, de lui faire confiance en lui cédant la place, ce qui ne revient pas à l'abandonner car l'accompagnement est nécessaire.

Il nous paraît primordial de créer des espaces, d'offrir des temps où des jeunes puissent s'exprimer, prendre leur place et du pouvoir dans le monde.

Il ne sera pas question de « politique jeunesse » mais des jeunes et de leurs accompagnements, du politique, des territoires et de ce qui met chacun en mouvement.

Il s'agira de favoriser les énergies coopératives et inventives, permettant l'émergence de projets et d'actions, dans un contexte favorable à l'expérimentation, le test, donc les erreurs et les réussites, en adaptant les propositions aux personnes et aux territoires / espaces de vie.

Les jeunes - qui expérimentent, testent et innovent - nécessitent un accompagnement spécifique.

L'accompagnement de projet de jeunes pourrait se caractériser par une capacité à saisir, parfois dans des lieux non dédiés à l'accompagnement, les situations de projet, les prendre telles qu'elles sont et inventer des manières d'intervenir multiples, complémentaires de l'accompagnement plus cadré ou formalisé. Ce qui

renvoie à une conception de l'accompagnement, inscrite dans l'éducation populaire, qui soit moins l'application de méthodes ou d'outils que l'invention de situations ou circonstances pédagogiques toujours renouvelées.

Concrètement, il pourra s'agir de :

-travailler avec les jeunes leur propre responsabilité (et donc capacité)

-rencontrer d'autres personnes, ouvrir les horizons et voyager ensemble, parce que ce sont des conditions concrètes qui participent de ces conditions d'émergence: d'abord de la rencontre, de l'échange, de l'inter-connaissance, de l'ouverture, sans viser d'emblée un objectif de projet

-accompagner, dans la durée, celles et ceux qui souhaitent mûrir une idée, une initiative, un projet... : permettre à des jeunes de se questionner sur leurs projets d'activités, de le confronter et/ou conforter pour aboutir in fine à une création d'entreprise, une reprise d'études, de formation, se diriger vers un emploi salarié...

-ouvrir un cadre sécurisé et soutenu pour permettre aux jeunes, s'ils en ont le désir, de s'inscrire dans une dynamique de création de leur propre emploi, d'une activité, seul ou dans un cadre collectif, dans le secteur marchand à but lucratif, dans l'économie sociale et solidaire ou dans le secteur non lucratif-spéculatif

-développer des compétences d'accompagnement, que chacun ne possède pas nécessairement, pour favoriser des dynamiques entre jeunes eux-mêmes (l'accompagnement de jeunes par des jeunes)

-...

Dans nos diverses initiatives, nous portons et porterons une attention particulière à l'analyse, l'évaluation, la capitalisation, le partage, l'essaimage de ces expérimentations.

Concernant l'engagement, nous affirmons qu'il ne peut pas être une obligation, et surtout pas décrété par d'autres. Et que faire société ne peut reposer uniquement sur les épaules de la jeunesse.

L'engagement est expérimentation, vécu, volonté, désir.

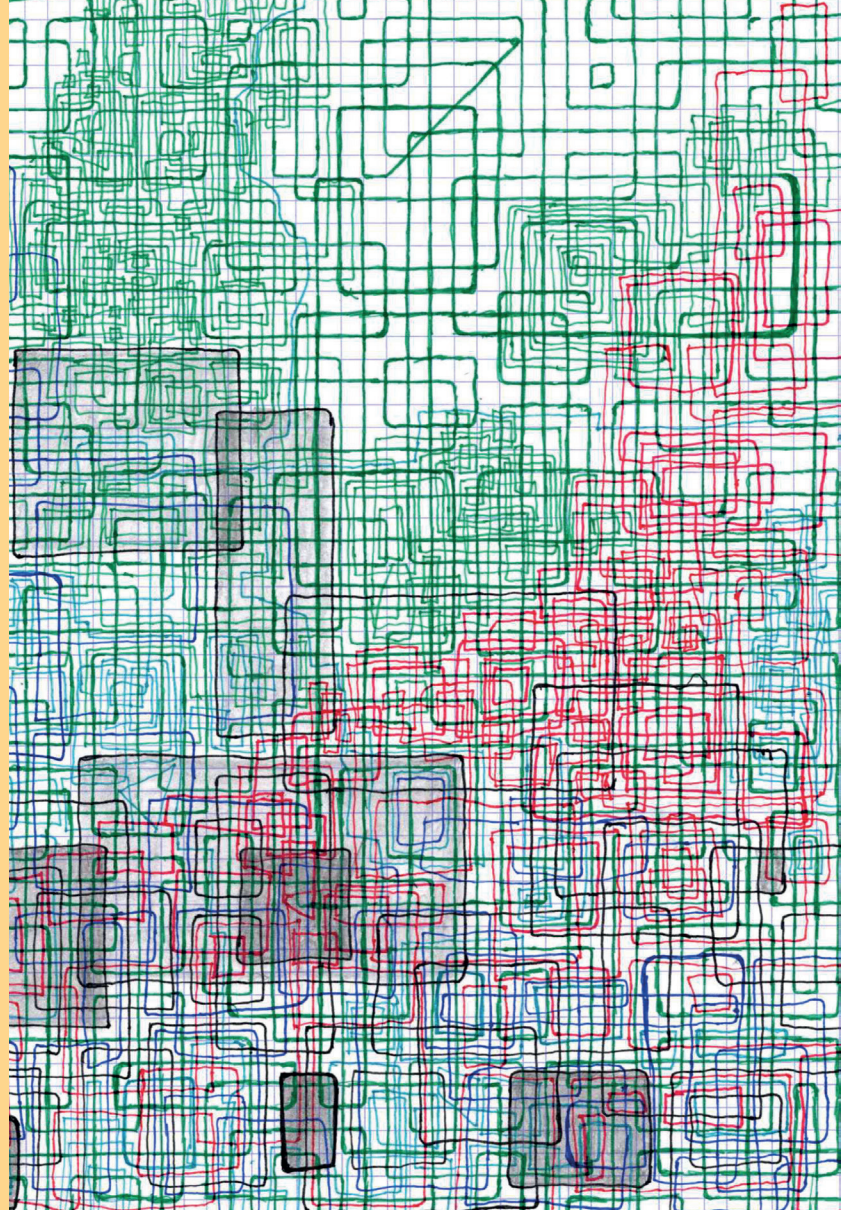
La liberté d'engagement nécessite que le cadre soit défini selon les objectifs de l'engagé. Il ne peut se décliner de la même manière pour tous et en tous lieux.

Nos retours d'expérience d'accompagnement de jeunes adultes nous le montrent : les jeunes ont des envies, ils ont des projets, ils ont soif de découverte. Le cadre que nous pouvons leur offrir doit leur permettre d'être acteurs de leur propre chemin et pas seulement des bénéficiaires d'un dispositif qui serait pensé pour eux et sans eux. Notre expérience nous a montré que des temps collectifs répétés et au long cours peuvent être articulés au sein même des dispositifs d'engagement. Ils sont l'occasion d'expérimenter

et questionner le vivre ensemble et d'aborder des questions choisies par les jeunes eux-mêmes et qui font sens. L'objectif est alors l'émancipation personnelle et l'ouverture à d'autres possibilités et non l'universalité et donc l'uniformisation d'une bonne manière d'appartenir à la « Nation ».

Aujourd'hui, nombreux sont les jeunes qui sont engagés, et pour certain-es depuis plusieurs années. Il s'agit de le reconnaître et d'aider à plus et mieux faire.

Il s'agit donc de soutenir – sur le long terme et sur du « fonctionnement » (et pas sur des dispositifs ponctuels, via des appels à projets) - les espaces et les structures qui permettent ces engagements, comme les associations de toutes thématiques.



# Un engagement artistique dans l'univers des tout-petits

Thierry Lafont

*Danseur, chorégraphe et pédagogue, il a créé la Compagnie Axotolt en 1993. Rigoureux autant qu'obstiné de tempérament, généreux et inventif, il présente ses objets chorégraphiques dans tous lieux du territoire français y compris les plus inattendus pour des spectacles et interventions où l'émotion supplée la mode et le sensible bouscule les a priori. Il intervient dans les écoles et relais d'assistantes maternelles, dans les associations, pour la Fondation Royaumont. Il a participé par ailleurs à une recherche menée par le Laboratoire d'Architecture et d'anthropologie de La Villette.*

La nécessité de l'éveil culturel et artistique des jeunes enfants, de la naissance à 3 ans, est aujourd'hui démontrée. Accueillir la toute petite enfance c'est prendre en compte des postures de spectateur spécifiques : horizontales (sur le dos, sur le ventre, sur le côté), intermédiaires accoudé, mi-assis, quatre pattes genoux et mains au sol, position à genoux et accroupi), être assis, être debout ; le spectacle vivant avec les très jeunes enfants doit résister à une pensée adultomorphique où l'enfant serait un adulte miniature : l'effort consenti des adultes d'être des spectateurs assis et silencieux n'appartient pas aux jeunes enfants.

Nous concevons le spectacle pour la toute petite enfance comme une expérience à partager entre enfant et adulte

dans un espace préparé, en un temps dédié, qui nécessite un accueil, des accompagnements et des disponibilités afin qu'enfant, adulte et artiste puissent vivre pleinement leurs expériences en toute confiance.

Nous mettons l'accent sur la qualité de l'expérience physique du regard et de l'écoute. Nous travaillons avec la même exigence artistique chaque spectacle, chaque intervention. Nous avons conscience que les tout-petits sont des spectateurs singuliers car ils n'ont pas de référence du « être spectateurs ». Ils transmettent les émotions au moment même de leur réception avec toute la générosité dont ils sont capables.

Il s'agit pour les petits en présence du spectacle de pouvoir revivre, réactiver des traces de leurs propres expériences. Il

s'agit pour l'artiste qui a travaillé pour eux, d'être face à ces spectateurs. Sans code et convention, le petit-spectateur donne à lire corporellement, voire vocalement ce que la danse déclenche en lui, ce qui l'anime, l'habite, le pousse aux commentaires. Pour les spectateurs adultes, cette présence en tension de l'enfant est un moment riche à vivre.

L'accompagnement de l'adulte est important : il se doit d'entourer, englober, soutenir, recueillir les émois qui traversent l'enfant. La danse a ceci de particulier qu'elle transmet aux spectateurs une relation kinesthésique, fait ressentir à travers le corps de l'autre ce qui se vit. On comprend alors des petits qui se font le double du danseur, des bébés qui trouvent l'élan pour rester debout pendant quarante minutes alors que la marche ne les anime pas encore. Et le babillage qui accompagne cette posture de totale participation, osons le mot d'engagement. Le petit spectateur a cette immense possibilité de pouvoir être réceptif à ce qui se vit dans son corps, il est en dialogue sympathique avec l'écriture du danseur. L'histoire dans le sens d'un récit à comprendre n'est pas fondatrice d'une appréciation du spectacle, il s'agit plus d'une bouée pour l'adulte qui lui peut difficilement se laisser aller à cette posture de réceptacle. Cependant, être au spectacle avec le petit s'annonce comme une expérience émotionnelle forte pour l'adulte qui perçoit entre ces bras les bouleversements, les attentions et les compréhensions qui traversent le corps du tout-petit. Ainsi l'être spectateur se passe pour le couple adulte/enfant dans

cette perception kinesthésique, qui se propage de l'un à l'autre, d'où l'importance pour l'adulte de se dé-saisir de sa posture conventionnelle de spectateur, redevenir un corps-réception.

On ne peut pas minimiser les états bouleversés par l'enfant, sans faire écho à ce qui l'est également pour l'adulte. Adulte qui par ailleurs, s'expérimente à être suffisamment en confiance dans son propre corps, dans ses sensations pour être disponible à l'accompagnement de l'enfant. Apprendre à débusquer ses propres réticences pour ne pas les imposer aux petits. C'est aussi un moment, où l'adulte se laisse surprendre, découvre comme l'enfant l'exploration d'un tel support : une vraie immersion se fait, l'adulte s'oublie comme personne référante et se laisse embarquer à la découverte, au plaisir de la sensation.

En tant qu'adulte on voudrait que l'enfant fasse, imite, reproduise, immédiatement, donne un sens à ce moment où lui est offert un espace artistique. C'est là un réflexe fort d'adulte que nous devons déconstruire. Ce temps artistique avec les enfants leur appartient avec le fondamental droit pour chaque enfant de se situer comme il le souhaite, même en déception de l'adulte, le droit de ne pas entrer en sympathie avec la spectacle, le choix de sa propre liberté d'agir ou non, d'être ce qu'il désire être à ce moment-là. Il est important d'accorder une place première à cette possibilité.

Cela revient à remettre en question la notion d'utilité : « à quoi ça sert ? » Pourquoi devrions-nous savoir à quoi sert une chose avant de l'avoir vécue ? L'utilité se démontre lorsqu'une situation de vie nous ramène à une expérience que l'on a crue inutile à un moment. Le travail du corps avec les petits s'occupe de donner de la place à cette inutilité, inutilité que nous nommons situation d'ajustements.

Danser c'est explorer le corps dans des dimensions multiples pour s'envisager comme son propre terrain d'exploration et de connaissance de soi. Danser pour apprendre ce que l'on peut oublier d'être, danser pour se laisser surprendre de ce que l'on est capable de faire, mais aussi de sentir, ressentir et exprimer, c'est se donner à lire. C'est quoi danser pour des petits, pour des bébés ? Cela est-il possible ? Oui, si l'on sort des représentations, car il s'agit bien de se déplacer en dehors de ce que l'on croit être la danse. Chez le tout petit, le corps est un tout indissociable de la pensée. Il a sa propre manière d'appréhender les situations et autrui, il a également sa propre manière de comprendre, ce qui structure l'intelligence. Il ne faut pas oublier que l'acquisition du langage se fait progressivement. Le premier vecteur de langage pour le petit est le corps et son panel d'expériences permettant à l'enfant de se mettre en dialogue.

Etre un adulte avec des bébés au spectacle peut être déstabilisant. Accompagner des bébés au spectacle c'est

s'obliger à s'inscrire dans leur réalité, leur temps, leurs réactions.

Car être spectateur c'est peut-être ne pas être silencieux, ne pas rester assis, ne pas être prévisible, ne pas vouloir, ne pas comprendre, ne pas applaudir, ne pas être... spectateur...

Depuis de nombreuses années, la compagnie Axotolt travaille en direction de et avec la petite enfance, plus spécifiquement les tout-petits (de la naissance à 3 ans). La danse contemporaine est notre médium, elle offre un corps en mouvement qui est un événement pour le tout-petit grandissant avec la verbalisation corporelle. Elle invite également dans sa démarche les sons, la musique, les mots, la lecture à partager le champ de la création.

Un travail sur le corps dans la petite enfance semble faire écho avec les priorités, les intérêts, les compétences du tout-petit. C'est bien dans cette période de la toute petite enfance que le corps, dans ses mouvements, ses sensations, ses émotions, est en pleine construction, en pleine exploration, et donc en éveil.

Nous – musicienne, chorégraphe, lectrice – avons eu le désir de mettre à jour ce qui nous meut dans cette démarche, ce qui la constitue, ce qui nous interroge, ce qui nous permet de poursuivre ce cheminement.

Notre engagement s'inscrit dans la présence auprès des tout-petits par de la pratique et de la création pour eux. Nous

tenons à ce travail de recherche action : le terrain nourrit la création qui à son tour nourrit le terrain. Notre engagement s'incarne dans cette dialectique et bien sûr dans un travail d'écriture et de réflexion théorique.

Un engagement qui nous conduit à œuvrer au plus près des tout-petits, nous conduisant à rester toujours en mouvement, abordant tout ce qui peut nous aider à être au plus près d'eux. Ce souci nous amène à rencontrer d'autres champs que celui de l'art. Notre voisinage est hétéroclite : de la philosophie à la science, de la pédagogie aux neurosciences, l'anatomie et la physiologie, les littératures, les pratiques somatiques... Constamment aux aguets de ce qui peut venir éclairer, faire avancer notre présence auprès de ces tout-petits.

Ce voisinage fait de références construit une éthique de faire avec et pour le tout-petit ; des références qui nous étayent et dont nous témoignons pour élargir la pensée autour de l'accompagnement du tout-petit au spectacle.

Un engagement donc en accompagnements multiples avec des professionnelles de la petite enfance, d'autres artistes, des parents et surtout les tout-petits qui sont nos premiers partenaires, ces personnes ressources qui nous obligent à rester en mouvement comme eux le sont. En mouvement mais aussi en adaptation, prendre en compte ce qui est inconnu, l'approcher, se laisser troubler par ce nouveau.

Cette écriture d'un abécédaire « le tout petit va au spectacle »

est le fruit pour nous de cette immersion, de notre habitude à travailler ensemble. Nous avons une expérience du terrain qui se fonde sur cette collaboration tout comme des expériences en solitaire. On pourrait dire que nous avons commencé ensemble et simultanément ce voyage dans l'univers des tout-petits. Notre premier contact fut celui de la représentation, et très vite, a suivi la pratique jusqu'à ce que ces deux modes de présence incarnent une seule et même démarche. De ce cheminement en commun, nous connaissons les premiers pas de chacun, nous sommes témoins de nos évolutions, des questions qui nous traversent ensemble et chacun séparément du fait de notre interdisciplinarité. Cette collaboration d'écriture est riche de ce que chacun a cultivé en singularité, continuant à bâtir une éthique de présence et de recherche artistique.



# Se dire prosexo

Val Flores

*Val Flores (née à Buenos Aires, 1973) est poète, écrivaine, activiste dissidente lesbienne, marimacho, queer et prosexo. Elle a écrit une vingtaine d'ouvrages de poésie et de production théorique, où elle brouille les frontières entre les différentes disciplines. Comme d'autres philosophes et écrivain-e-s de ce courant, elle introduira de fortes critiques de la visibilité médiatique et de l'identitarisme croissant de nos luttes. Face à cela, elle nous propose des politiques autres : l'opacité, l'inintelligibilité, et dans la lignée d'une lecture queer et prosexo de Monique Wittig, le rapprochement à des grammaires érotiques et des affects. Il est pour cela important que ces propositions soient toujours collectives, corps à corps, dans un souci d'horizontalité. En France, Val Flores a récemment organisé un atelier d'écriture avec Sayak Valencia dans le cadre du colloque de cARTographies transféministes et queer à l'Université Toulouse 2 Jean Jaurès.*

*Cet article écrit en août 2015, qu'on peut aussi trouver en espagnol dans sa compilation de textes plus récente « Romper el corazón del mundo : Modos fugitivos de hacer teoría » (Éditions Continta Me Tienes, 2021), s'inscrit dans le contexte suivant. Le 1<sup>er</sup> juillet 2015, une performance post-porn a lieu dans le hall central de l'UFR de Sciences Sociales à l'Université de Buenos Aires dans le cadre d'une activité organisée par le labo de Communication, Genre et Sexualités de la licence de Sciences de la Communication. Cette performance compte sur la participation d'activistes du milieu post-porn argentin comme Laura Milano, Milo Brown, Rosario Castellí, ainsi que deux membres groupe post-porn espagnol Post-Op (Elena Urko et Majo). Ces deux dernières se trouveront en procès avec la justice argentine pour délit d'« exhibitions obscènes ». La médiatisation et la polémique seront telles qu'elles feront les délices des journaux la fachosphère, aussi bien argentins qu'espagnols. C'est ainsi que Val Flores décide de mettre la question du sexe sur la table, ou plutôt sur la mesita (la petite table qu'on verra dans la dite performance).*

Se dire prosexo est une position politique critique issue des activistes sexuels qui luttent contre la pathologisation

et la médicalisation de certaines pratiques et expressions sexuelles ; contre la censure et l'interdiction de l'industrie

pornographique par l'État, les secteurs religieux et conservateurs, ainsi que les féministes ; contre les critères de bienséance et de pudeur dans la réglementation de la visibilité d'images de sexe explicite et implicite dans les pratiques artistiques, à la télévision, dans la publicité, dans le cinéma, dans les jeux vidéo, sur internet ; contre les disciplines morales ; et contre la persécution, la criminalisation et la stigmatisation des travailleur-ses du sexe. Se dire prosexe, c'est se battre pour la reconnaissance du travail du sexe et sans nécessairement adhérer au réglementarisme.

Se dire prosexe n'est pas une manière radicale de baiser – si tant est qu'il y en ait une –, ni d'usage des plaisirs. Il ne s'agit pas de dire oui à une proposition sexuelle, d'être excité en permanence ni de revêtir une certaine esthétique corporelle. Se dire prosexe, c'est inciter à une critique radicale des plaisirs, de leurs autorisations, légitimations, censures, interdictions, persécutions.

Se dire prosexe, c'est interroger sans relâche et de manière invitante les politiques sexuelles et les positions anti-sexuelles dans les lois, les normes institutionnelles et les relations personnelles. C'est entretenir une suspicion active à l'égard des modes de répression et de surveillance des corps, des sexualités et des désirs dans les espaces publics et intimes. Se dire prosexe, c'est comprendre la militarisation de l'espace urbain, notamment dans les

quartiers populaires, comme des formes de contrôle sexuel, racial et de classe.

Se dire prosexe ne renvoie pas à une pratique individuelle, mais à une identification politique et à une pratique éthique pour contester les significations qui planent sur le « sexuel », qui créent des exclusions, des ségrégations, des hiérarchies, des inégalités. Cela ne signifie pas que nous devons tous-tes participer impérativement à des orgies, à des démonstrations de sexe dans des espaces publics, au postporn, à la non-monogamie ou au BDSM. Se dire prosexe exprime la défense du libre exercice de ces pratiques, tout en identifiant l'hypocrisie, l'oppression et les paniques morales qui sous-tendent la politique des droits sexuels.

Se dire prosexe, c'est se reconnaître dans une histoire des féminismes qui révèlent les effets racistes et de classe de la législation et des mœurs sociales actuelles sur le sexe et les sexualités, l'exact opposé des féminismes carcéraux qui encouragent les politiques punitives et prohibitives. Se dire prosexe, c'est s'attaquer à l'aseptisation de la sphère publique et à la prévention de toute dissidence sexuelle.

Se dire prosexe, c'est défendre une conception bienveillante du sexe et de sa variabilité sans précédent, en s'opposant à la fausse équation selon laquelle le sexe est toujours synonyme de violence, une conception qui

effraie et déresponsabilise. Se dire prosexé, ce n'est pas porter de jugement moral sur les pratiques des autres, ni sur celles des tenants d'une position abolitionniste particulière, mais remettre en cause la morale dominante qui nous gouverne socialement.

Se dire prosexé, c'est affirmer et préserver l'autodétermination sexuelle et la liberté d'expression. Il s'agit de promouvoir la créativité sexuelle et érotique, en maintenant un horizon ouvert de possibilités et de désirs qui élargit et multiplie les imaginaires et les répertoires disponibles de ses pratiques. Se dire prosexé, c'est défendre la liberté sexuelle, sachant que toute liberté dans l'hétéro-capitalisme patriarcal, raciste et colonial est une provocation constante et un levier d'émancipation imparfaits.

Se dire prosexé, c'est encourager les alliances avec les travailleur·ses de l'industrie du sexe, qu'il s'agisse de travailleur·ses du sexe, d'actrices et d'acteurs pornographiques, de réalisateur·ses, de danseuses érotiques, de vedettes, d'escortes, ainsi qu'avec cell·eux qui pratiquent l'endoctrinement idéologique sur le sexe, tels que les enseignant·es, les médecins, les avocat·es, les publicistes, les journalistes, les universitaires, les artistes, etc.

Se dire prosexé, c'est combattre les représentations du sexe comme étant dangereux, destructeur, négatif, qu'il doit se conformer à un modèle unique, et qu'il y a une façon de le faire meilleure que toutes les autres, et que tout le monde

doit le faire de cette façon. Se dire prosexé, c'est un seuil critique qui constate que ces conceptions produisent ou refusent la reconnaissance de la santé mentale, de la respectabilité, de la légalité, de la mobilité physique et sociale, du soutien institutionnel et des apports matériels et économiques.

Se dire prosexé, c'est mettre en œuvre des pédagogies de la sexualité qui encouragent des conceptions de l'enfance et de l'adolescence comme des sujets sexuels et de plaisir, loin de l'innocence primitive et de la victimisation anticipée. Il s'agit de dénoncer les valeurs conservatrices des schémas d'éducation sexuelle, de questionner l'âge du consentement par rapport à celui de la responsabilité et des droits civiques. Se dire prosexé, c'est révéler les composantes homophobes et lesbophobes des discours sur l'abus sexuel des enfants, et lutter contre ces formes de violence en donnant de la puissance aux enfants et les adolescent·es.

Se dire prosexé est une technique d'interprétation de la spatialisation et de la ségrégation des manifestations sexuelles, qui problématise les critères d'approprié/inapproprié, décent/ obscène, autorisé/interdit qui les légifèrent. Il s'agit de réfléchir à la brutalité de la censure, à l'effacement et à la mise en silence des images, des voix, des corps, des pratiques, des contextes, des histoires. Se dire prosexé, c'est dénoncer l'hypersexualisation des corps mais aussi leur déssexualisation selon des normes de

racialisation, de nationalisme, de genre, de handicap, etc.

Se dire prosexe est un mode de sensibilité politico-affective qui ressent et comprend les guerres capillaires du sexe comme des formes de maintien et d'exercice d'un régime de privilèges hétérosexuels, racistes, patriarcaux, capitalistes, cissexuels, nationalistes et normatifs, distribuant la vulnérabilité économique, politique, érotique et culturelle de manière mortellement inégale. Se dire prosexe, c'est soutenir une politique d'écoute active et désirante des corps, sans les considérer comme des victimes a priori.

Se dire prosexe, c'est problématiser les politiques de visibilité et de visualité dans la société de l'hégémonie des technologies médiatiques et de leurs processus de spectacularisation. Il s'agit de comprendre que l'œil contemporain est éduqué par les codes de la pornographie grand public qui naturalise l'exposition flagrante et quotidienne de scènes de violence sexuelle, d'inceste, de viol, d'abus sexuel sur enfant, de mutilation, et surveille avec zèle les images au contenu sexuel explicite. Se dire prosexe, c'est défaire et refaire à partir d'un élan libertaire les normes à travers lesquelles les corps sont vécus.

Se dire prosexe est une expérience politique et poétique de subversion des codes hétéronormatifs qui régulent la production académique de la connaissance et sa vie institutionnelle. Il s'agit de rendre visible les positionnements prosexe des auteur·ices utilisés dans les

programmes d'études de genre et queer, sans domestiquer leur activisme sexuel.

Se dire prosexe, ce n'est pas promouvoir une doctrine des pratiques sexuelles, mais inciter à l'opération politique de leur dénaturalisation. Il s'agit de créer une épistémologie (micro)politique des pratiques de résistance qui désarticule et perturbe les structures de compréhension, les orientations pratiques, le langage habituel et les réalisations idéales de la sexualisation normative de la décence publique, qui régit ce qui peut être fait en public, ce qui peut être dit, ce qui est permis et ce qui est interdit. Se dire prosexe, c'est être attentif\* à la morale dominante qui s'impose comme synonyme à l'appareil d'État.

Se dire prosexe est une convocation au dialogue et au débat puisqu'ils contiennent dans leur énonciation propre le nom de ce que socialement et culturellement on pousse à effacer derrière la naturalisation du pouvoir et du contrôle des corps. Se dire prosexe est un antagonisme nécessaire, urgent et inventif à une époque où les économies érotiques de l'anéantissement sont toujours vivantes et ravagent les corps des femmes, des trans, des travestis, des lesbiennes, des queers et des travailleur·ses du sexe.

Se dire prosexe est un appel à faire de toutes les mesitas<sup>1</sup> (petites tables), sans distinction de couleur, de texture, de taille, de marque, d'âge, de filiation et de lieu, un champ d'expérimentation de la conduite sexuelle en tant

qu'expérience politique collective qui ébranle les modèles prescriptifs et restrictifs des sexualités.

*Présentation et traduction de Ricardo Robles et Mickaël Tempête, 2015*

---

1. « Mesitas » fait référence à la petite table utilisée dans la performance post-porn dans le hall central de l'UFR de Sciences Sociales à l'Université de Buenos Aires



# Les professeurs des écoles et leurs super pouvoirs

Anonyme

Quand on réussit le concours pour devenir professeurs des écoles, on reçoit des supers pouvoirs. C'est un peu comme une baguette magique, mais là c'est tout plein de compétences hétéroclites qui nous tombent dessus. Du jour au lendemain, nous sommes capables d'apprendre à nager à n'importe quels enfants ayant la phobie de l'eau, de devenir chef de chorale, chorégraphe, professeur d'art visuel, de langue, d'histoire, nous sommes en mesure d'enseigner tous les sports (escalade, ski, rollers) à tous les élèves même les plus récalcitrants... Nous sommes vraiment supers forts. Le pire, c'est qu'au lieu d'en rire, nous y croyons, nous restons sérieux et faisons face à toutes les situations, c'est notre honneur de maîtresse qui est en jeu ! Notre mission pour le bien des enfants !

Pour les élèves relevant du champ du handicap, c'est pareil. Nous pouvons tout gérer dans toutes les situations. Nous n'avons jamais été formés et nous ne le serons jamais, ce n'est pas grave, nous avons nos supers pouvoirs.

L'autre jour, j'ai appelé la maîtresse référente des enfants en situation de handicap au sujet d'un élève de ma classe. Cet élève a deux ans de retard, et manifestement, il n'est pas à sa place dans une classe ordinaire, il est en décalage complet

avec les autres enfants de la classe. Étant en souffrance, il passe son temps à bousculer ou embêter les autres. Un peu lasse, j'appelle donc cette maîtresse pour comprendre pourquoi cet élève n'est pas dans une classe Ulis, dispositif adapté à ce type d'enfants. Depuis trois ans, les parents refusent de faire la demande. Sans blague, ils s'imaginent quoi les parents, je ne vais pas pouvoir lui rajouter des neurones à leur enfant. Par contre ce qui est sûr, c'est qu'au milieu de mes 24 élèves bien agités et souvent en difficultés, je ne vais pas avoir du temps pour m'en occuper. Il n'a pas fini de s'ennuyer et souffrir. Papa, maman, n'ont pas voulu faire le dossier, alors ce n'est pas grave, nous allons continuer à te maltraiter, toi tu vas continuer à embêter tes camarades, et nous, comme nous sommes des professionnels, nous allons vivre avec détachement et bonne humeur la situation.

Après, nous nous sommes entretenues, toujours avec la maîtresse référente, des troubles de cet enfant. Il a donc un énorme trouble de l'attention et une dysphasie. Trouble de l'attention, je vois bien, même si c'est très vaste comme trouble - ma fille ayant elle-même un trouble de l'attention - puis il y en a tellement dans les classes, nous sommes malheureusement habitués. Mais dysphasie, voilà, je sais que c'est un trouble de langage, mais pas beaucoup plus. Ce

n'est pas grave, je suis une maîtresse, j'ai reçu mes supers pouvoirs, donc je sais. Alors je fais comme tout le monde : « ah oui, je vois ».

« Tu sais, faut que tu mettes en place des imagiers...

- Oui, bien sûr, pas de souci. »

Bon en fait, non, pas « bien sûr » du tout. D'abord, c'est quoi ces imagiers ? Et puis, comment veut-elle que je mette cela en place dans la classe : je n'ai pas quinze minutes par jour que je peux consacrer seule à cet enfant. Ce n'est pas grave, on fait comme si. De toute façon, tout le monde fait pareil, mais chut, c'est tabou. Si on le dit, c'est qu'on est vraiment une mauvaise maîtresse. BOUH !

Et puis Killian est arrivé ! Alors, j'avais une classe de 23 élèves, que je trouvais déjà bien compliquée. Dix CE2 et treize CE1.

Pour les CE2, trois ne sont pas autonomes en lecture, dont un qui redouble et qui ne supporte plus l'école, mais dont le dossier pour avoir une AESH a été refusé. Nous (les maîtresses) n'avons apparemment pas encore fait tout ce que l'on pouvait. Évidemment, nous avons tellement de mépris pour les élèves, que nous attendons trois/quatre ans avant d'aider ceux qui sont en difficultés. C'est vrai qu'on pourrait faire un effort, avant de demander de l'aide. Deux autres CE2, plutôt pas mauvais, passent leur temps à tester les limites :

« Alors, elle est toujours là la maîtresse, regarde je suis là, je fais le con.

-Oui, c'est bon Samy, je t'ai vu, tu seras donc puni... »

Hé, hé, tu ne m'auras pas comme ça, r-o. J'adore ce jeu, mais c'est fatiguant.

Il y a aussi Aymen, qui dit tout ce qui lui passe par la tête, à tout moment. Plus direct, tu meurs. Lui, dans son monde, il est tout seul avec la maîtresse :

« Maitressse, j'ai fini !

-Oui mais là, je ne suis pas disponible, je suis avec les CE1. Va regarder un livre ou faire un dessin.

-Maitressse, j'ai fini ! »

Il est très drôle, mais à condition d'avoir beaucoup de distance avec la situation.

Après les CE1. Il a y donc mon dysphasique avec un trouble de l'attention qui ne fait pas grand-chose. Quand je sature, (et lui aussi), il va faire de la pâte à modeler.

Un petit avec un trouble autistique, qui est adorable, mais il faut quand même être attentif à lui : tout ce bruit, ce chahut, cela l'envahit beaucoup. Je le comprends moi aussi. Il adore les maths, on est fait pour s'entendre. Juste, il aime les emplois du temps bien carrés, je suis incapable de tenir le déroulé prévu... Surtout ne rien annoncer à l'avance.

Après, j'ai mon ami Salim. Je ne sais pas pourquoi, le premier jour, il est venu s'asseoir sous mon nez. Premier rang, en plein milieu. On m'avait prévenue, il faut faire attention, trouble du comportement, ne rien laisser passer, sinon je suis perdue pour l'année... Alors lui, il est capable de passer la journée sans ouvrir un cahier. Sa devise : ne surtout pas travailler. Et après, il teste la maîtresse, mais il est joueur. Il est beaucoup plus fin que mes deux CE2 testeurs. Il se cache, fredonne, tapote avec son stylo ou sa règle, m'insulte par-derrière mais en s'arrangeant pour que je le sache...

Avec beaucoup de tendresse, il peut travailler, mais faut vraiment lui dire qu'il est intelligent et qu'il va y arriver. Quand je le gronde, il est capable de grosses bêtises : démonter une plaque d'égout, un poteau de la cours... J'ai un faible pour lui, il m'amuse et pour l'instant je gagne, même s'il faut toujours avoir un œil sur lui.

Il n'est pas convaincu de l'intérêt des savoirs de l'école, pour sa vie future. Et je ne suis pas crédible quand j'essaye de le convaincre. C'est vrai qu'on n'a pas besoin de savoir lire et écrire pour conduire un tractopelle, je mens quand je dis l'inverse et il le sait bien, il n'est pas bête. Je ne sais comment lui expliquer que cela lui servira à comprendre le monde... Son monde ne fonctionne pas avec ces savoirs-là mais avec youtube, les bandes en bas de l'immeuble... Alors je ne dis plus rien, je suis désarmée.

Après, j'ai Bilal. Celui-là, il fait ce qu'il veut. Tout le temps. Il a rarement les deux fesses sur une chaise. C'est le pote de Salim et Naïm, le trio des bêtises.

Voilà, j'ai de quoi m'occuper et je les trouve bien fatigant. Je ne suis pas maîtresse, mais mainteneuse de cadre. Heureusement qu'ils m'apprennent en contrepartie, quelques mots en arabe ou berbère, je ne sais pas trop. D'ailleurs, je suis aussi nulle en apprentissage de l'arabe qu'eux de la grammaire française, 1 partout, balle au centre. Ils m'ont dit que c'était normal, que je suis française, donc je ne peux pas parler arabe. Non mais ! Est-ce que moi je leur dis, « c'est normal, vous êtes d'origine maghrébine, donc vous ne pouvez pas bien parler le français... ». Bon, c'est vrai, dans les médias, en ce moment, d'autres se permettent de le dire.

Mais voilà, je devais m'ennuyer quand même un peu parce que Killian est arrivé. Une semaine après les autres.

Killian, CE2, ne sait pas parler français : il parle arabe et espagnol. Il ne sait pas lire, n'a pas l'air de savoir grand-chose en mathématiques, et fait ce qu'il veut, un mixte de jeux au fond de la classe et de dessin. Bon. Il n'a pas de trousse. J'en trouve une vieille à lui donner. Par contre, il a une cannette de coca dans son cartable et des tubes de colle super glue. Hop, hop, hop, je n'ai rien vu, refermons vite ce cartable.

Ouf, j'ai toujours mes supers pouvoirs. Mince, ils ont oublié de me mettre l'espagnol pour que je puisse communiquer



avec cet enfant... Ce n'est pas grave, Malik traduit. Pour une fois, il a le droit de parler arabe à l'école. Parce que notre école, c'est un peu comme l'école communale au fond de la Haute-Loire au temps de mon papa, où les enfants n'avaient pas le droit de parler patois. Et bah nous, ils n'ont pas le droit de parler arabe. Je ne sais pas pourquoi, j'ai beaucoup de mal à faire respecter cette règle. Sans doute un problème d'histoire familiale.

Donc là, Malik peut parler arabe avec Killian, mais attention, juste quand on lui demande, hein. Pas dans la cour, les couloirs... Faut que Killian apprenne le français au plus vite. Oui, mais il pleure...

Donc, il s'avère que Killian ne sait pas grand-chose des savoirs de l'école.

La maîtresse qui vient s'occuper des enfants allophones m'explique qu'il va donc falloir que je lui apprenne à lire... Alors, la réaction attendue d'une maîtresse normale, c'est : « mais oui, pas de problème, tu sais bien, j'ai mes supers pouvoirs, je vais pouvoir me libérer trente minutes par jour dans la classe pour lui apprendre à lire. D'ailleurs je vais le mettre avec Salim et mon dysphasique, qui savent à peine lire, des foudres de guerre, ça va être top ». Puis après, elle aurait fait comme tout le monde, ce qu'elle aurait pu. Donc pas grand-chose, parce que mettre ensemble un enfant qui ne veut pas apprendre, un qui ne comprend pas grand-chose et un qui ne parle pas français, là ce n'est pas des supers

pouvoirs qu'il faut, c'est la foi. Mais l'école est laïque. Et puis, il y a peu de chances pour que pendant ce temps, les autres fassent calmement leur travail. J'entends déjà Aymen : « Maitresssse, j'ai fini ! ».

Alors, je lui réponds quoi à cette collègue ? J'ai craqué : « non je ne vais pas lui apprendre à lire, je ne peux pas ». Hein, le crime, bouh, la mauvaise maîtresse.

Bon, comme il me reste un peu de conscience professionnelle, j'essaie de voir si une de mes deux collègues de CP (elles ont chacune 12 élèves, politique de la ville oblige) ne peuvent pas prendre Killian en lecture. Ouf, une des deux accepte. Cool. Je fais un message à madame l'inspectrice pour lui expliquer la situation, et lui demander si on peut faire ce décroisement. Pour une fois, on a une inspectrice réactive et qui n'a pas l'air trop enfermée dans les textes. Elle accepte et nous demande de respecter le protocole sanitaire. Il ne faut pas que Killian soit trop près des autres. Bon, l'inspectrice joue son rôle, elle ne va pas nous dire de nous asseoir sur les textes en vigueur.

Et là, boum. Bah, s'il faut respecter le protocole, la collègue ne veut plus accueillir Killian. Sans blague. Je suis furieuse.

Et puis, elle m'explique avec l'appui de la directrice, qui a le deuxième CP à 12, que j'ai qu'à mettre mes petits lecteurs ensemble et leur apprendre à lire, que vraiment, je suis de mauvaise volonté et pas très débrouillarde. Je pourrai voir quand même les choses avec un peu plus de positivité.

Ça, c'est le mardi midi. Je bouillonne, mais pas de problème, je vais faire classe quand même, être disponible pour les élèves.

Là-dessus, la maîtresse pour les élèves allophones arrive pendant la récréation. Et elle en remet une couche :

« Il faut que tu lui apprennes à lire, c'est ton élève, tu ne peux pas le laisser de côté, sinon il va devenir insupportable.

-Bien sûr, mais avec la classe que j'ai, ce n'est pas possible... »

Bouh, la mauvaise maîtresse, Tout est possible enfin, il suffit de le vouloir, d'être positive et de s'organiser.

De guerre lasse, je lui dis quand même que les collègues ont douze CP... «Ah bon ». Et elle part voir avec la directrice.

Finalement, la directrice s'est souvenue qu'elle avait aussi douze CP et que donc, elle pouvait le prendre en lecture.

Mais l'histoire n'est pas finie.

Normalement, les bancs et les chaises, c'est fait pour s'asseoir dessus, et les bureaux pour poser son matériel et écrire, dessiner, manipuler.

Eh ben, pour certains élèves, non : en tout cas pas tout le temps. Cela sert aussi à se cacher. Oups, un banc, je vais vite m'allonger dessous et ne plus bouger.

Dans ma petite expérience d'institutrice, c'est la deuxième fois que je vois cela. La première, c'était un élève de moyenne

section de maternelle qui n'a jamais réussi à s'asseoir sur un banc. Enfant très surprenant, une maturité d'adulte, mais ne connaissant pas les prénoms des autres enfants de sa classe. Après, il suffit d'entrevoir son histoire pour « comprendre »...

Et puis, cette année, Killian. Puissance 100. Alors lui, c'est quand on change de lieu, mais ce n'est pas systématique, y'a des jours. C'est l'heure de la récréation : vlan, il se cache sous son bureau, hurle, pleure, envoie tout promener. Cela peut durer longtemps, au bout de trente minutes en général, il s'endort et se réveille comme si de rien n'était.

Là aussi, pas de souci, on a nos supers pouvoirs, on sait gérer toutes les situations de crises. De toute façon, il n'y a pas de plan B. On gère la classe et les crises de Killian. On se demande ce qu'en pensent et comment le vivent les autres élèves. Pas de soucis, on a aussi des supers pouvoirs de psychologue, on va en parler dans la classe.

J'alerte l'inspectrice, puis ma directrice et d'autres collègues l'alertent. Elle va nous envoyer un psychologue, elle voit bien que la situation est tendue, mais ne répond pas à ma question. « Je fais comment pour gérer la classe et les crises de Killian en même temps ? Ce n'est pas le rôle de mon AESH de les gérer, elle n'en a même pas le droit ». Chutttt !

On a nos supers pouvoirs, dont on ne pause pas cette question. On fonctionne, on fait face, heureuse et fière d'être des supers womens. C'est jouissif !

En attendant, il y a beaucoup d'enfants bien amochés dans nos classes.

Mais pour leur bien et celui des autres, continuons à fonctionner, surtout ne pas s'arrêter. Même si de toute évidence, les réponses de l'institution sont dérisoires.



## Des artistes qui s'engagent

Compagnie Rara Woulib

*Quand la compagnie Rara Woulib foule pour la première fois les pavés marseillais, elle le fait sans y être invitée. Imprévisibles, indisciplinés, transgressifs, immatures et fiers de l'être. C'est une joyeuse bande animée par la soif d'être ensemble et de faire de la musique avec passion et déraison. Notre instrumentarium venu d'Haïti nous permet d'être très mobiles, d'apparaître dans les rues par surprise, et d'y semer à toute heure un vacarme coloré qui nous semble salutaire, aussi bien pour nos intimes respectifs que pour l'ordre établi. Chacune de nos traversées de la ville se veut une friction violente avec le réel. Comme un équipage de pirates lancés dans une aventure à la vie à la mort, nous franchissons les limites de la légalité et tentons l'impossible.*

*Bien souvent cet impossible s'avère totalement virtuel, car nous en détruisons les barrières avec jubilation. L'utopie s'avérant concrète, et les limites peu fiables, nous installons nos campements dans tous ces interstices. Puis notre désir de théâtre prend de l'importance. Nous entrons dans un processus de professionnalisation d'autant plus rapide qu'il est désintéressé : il porte la force du collectif et force les portes des institutions. Il tente d'en déformer les cadres. Nous sommes nombreux, pluridisciplinaires, furtifs, nous aimons la démesure. Une première création, Deblozay, qui explore les frontières de la ville et se refond sur chaque opus, une deuxième, Bizangos, opéra déambulatoire et ses cent artistes professionnels et amateurs, qui viennent habiter les espaces périurbains en désuétude.*

*Quand Vigipirate et l'état d'urgence sclérosent l'art en espace public, quand le politique vient entraver la parole et l'action de l'artiste, nous nous échappons du cadre de « l'événement », ouvrons les failles de la réglementation et transgressons. L'espace public révèle alors une quantité de nouveaux espaces d'écriture, de création et de rassemblement possibles. La compagnie développe tout un répertoire de stratégies de contournement et d'infiltration, explorant les infrastructures existantes, en repoussant les limites de la légalité. C'est dans ce cadre qu'elle développe son dernier projet de création Moun Fou.*

*Inspirés par le sacré et la cérémonie, nous construisons nos projets selon un modèle de cercles concentriques, avec pour noyau notre équipe artistique. Puis des choristes amateurs, initiés à nos pratiques et récipiendaires d'une partie des secrets*

*de fabrication. Puis le public, qui se trouve invité à faire partie de l'œuvre, à vivre le théâtre de l'intérieur. Nous prenons alors conscience que les parcours professionnels très variés qui composent la compagnie sont souvent tournés vers le soin : psychologue, infirmière, éducateur, enseignant, cuisinier, etc. Nous détenons en interne des compétences pour accueillir, accompagner, inclure, nourrir... Du carnaval de Martigues à notre dernière création, Moun Fou, nous apprenons à nous mettre à l'écoute des gens, à nous laisser modifier dans la rencontre, et surtout à « savoir faire avec la différence », à donner la parole et laisser parler les vies et les corps. Sans rien figer, nous voyons naître des protocoles de travail qui sont autant d'outils au service de nos convictions profondes : mélanger les publics, redonner une place centrale à l'expertise citoyenne, se laisser transformer par notre environnement tout en affermissant notre prise sur le cours des choses. Inventer de nouvelles formes de collaboration avec les institutions culturelles. Faire œuvre ensemble en refusant toute concession à notre souci du détail et à notre exigence.*

*Nous pouvons aujourd'hui dessiner les grandes lignes d'un projet politique de compagnie qui s'appuie en interne sur la force de notre groupe et tente de l'appliquer à tout ce dont il se saisit : un espoir de co-habiter avec le genre humain sans oublier personne, sans abandonner personne en chemin, faire de l'art ensemble avec nos cœurs et nos corps. Nous croyons qu'il est de notre responsabilité de relier, d'inviter à débattre dans la bienveillance, de soigner et d'inclure. Scénographier, habiter, s'approprier l'espace de la ville, mélanger les publics, donner la parole aux sans voix, constituent l'essence de notre travail.*

## **Intuitions sur notre fonction politique, et le rôle politique et social de l'artiste**

Le contexte actuel (sécuritaire, sanitaire...) met au jour des tensions nombreuses pour notre métier. Si nous ne pouvons pas jouer, pas nous réunir, si notre travail n'est pas essentiel, alors à quoi servons-nous ? Cette crise, ses vides, ses abus de pouvoir, nous pousse à penser en termes de changement, de lutte, de revendication.

Nous nous sommes souvent retrouvés, au cours de nos repérages, de nos rencontres, de nos projets in situ, forcés de constater que nous nous placions là où l'État ne faisait pas son travail, à l'endroit d'un "service public" : telle situation nécessite d'être mise en lumière, tel quartier a besoin avant tout d'une fête, d'un signe de ralliement, d'un espace de débat...

Notre collectif se propose de creuser à l'endroit de cette question pour voir ce qu'il y trouve : comment l'artiste peut-il se mettre au service d'un mouvement de lutte ?

### **Corps manifestants : un état des lieux**

Plaçons-nous un court instant en spectateurs, au théâtre des grands soulèvements populaires de ces dernières années. Si l'action de manifester a parfois su inventer de nouvelles voies, notre œil, notre perception des événements sont tout de même émoussés par la récurrence de schémas de manifestation un peu pauvres, éculés.

Pourtant, pour ne citer qu'eux, le mouvement des parapluies (Hong Kong), les zadistes, les Gilets Jaunes... ont su créer un « nouveau répertoire d'action collective » (Lilian Mathieu), investir les espaces de façon disruptive, et surtout trouver une marque de ralliement, des perspectives individuelles d'épanouissement, d'émancipation, de réalisation. Autant d'éléments essentiels pour inscrire l'énergie collective dans la durée et renforcer les revendications. Ces pratiques, qui brouillent la frontière entre moments politiques et moments quotidiens, résonnent fortement avec notre travail, entre rituel et fête, déploiement de l'intime et force du collectif.

Inventives, disruptives, complexes, complètes, ces quelques exemples de lutte s'imposent comme des schémas voués à bouleverser l'histoire. Mais alors, si elles sont si

puissantes, comment ont-elles pu échouer ? Qu'est-ce qui leur a manqué ? Quels sont les éléments de l'efficacité politique ? À quel moment la foule s'est-elle laissée charmer par une illusion de puissance sans se rendre compte qu'elle prenait le chemin de l'oubli, comme les centaines d'autres luttes avant elles qui ont été mises en échec.

L'instrumentalisation des corps rassemblés est une quasi constante : les chaînes d'information continue en particulier, et les médias en général prennent des images de corps et les font parler au gré de leur imagination avec une liberté d'interprétation qui semble totale. Comment le politique s'empare-t-il du mouvement, le vide de son sens, le transforme en fait divers, en bricole les contours pour qu'il puisse servir sa cause ? Comment la parole des manifestants peut-elle leur échapper à ce point ?

*« On parle toujours de la violence du fleuve, jamais de celle des berges qui l'enserrent. » B. Brecht*

Pour être plus efficaces, pour éviter les terrains minés des modes de contestations traditionnels qui sont là, « qui nous précèdent et nous attendent » et qui s'avèrent finalement peu efficaces, pour agir en dehors de ces « régimes du happening et du sacrifice », nous devons éviter d'être en réaction, être plus tactiques, plus inventifs, imposer nos propres temporalités, surprendre, prendre de court, forcer les arcanes du pouvoir à être elles-mêmes en réaction.

« *Si tu frappes le premier, frappe fort !* » Kamel Guemari - *L'Après M / Marseille*

Et quid de notre position d'artiste-citoyen ? Pourquoi avons-nous décidé de participer ou non à telle ou telle manifestation ? Comment sommes-nous (dés)armés pour résister à l'instrumentalisation ? Quel rôle avons-nous à jouer ? Comment faire converger les corps, relier les luttes, sans faire disparaître les singularités ? Nos outils de création artistique peuvent-ils avoir une portée dans les luttes ? Comment articuler notre action avec les enjeux majeurs d'une lutte ?

**Revendiquer (v. tr.) : réclamer le droit**

**Manifester (v. tr.) : faire connaître, rendre visible, audible**

### Corps agissants

En juin 2013, le jeune chorégraphe stambouliote Erdem Gunduz se tient debout sur la place Taksim. « Homme silencieux », il fait face à un portrait d'Atatürk. Bientôt la foule s'amasse à ses côtés, et loin de détourner le geste artistique, elle l'extrait de sa portée conceptuelle et le magnifie.

Quand des corps se rassemblent, ils sont dotés d'une expression politique qui ne se réduit pas aux revendications ou aux discours tenus par les acteurs.

Nous nous attachons à observer ce que des corps assemblés peuvent dire sans parler, dès lors que « *le rassemblement*

*signifie en excès de ce qui est dit et ce mode de signification est une mise en acte corporellement concertée* » (Butler). Mon corps dans l'espace public et sa performativité. Que peut-il obtenir ? pour moi ? Pour les autres ? Comment comprendre l'action concertée de ces corps assemblés ? Comment le message envoyé dépasse-t-il les acteurs ?

« *Être là, se tenir debout, respirer, se déplacer, rester immobile, parler, se taire, sont autant d'aspects d'un rassemblement soudain, d'une performativité politique qui place la vie vivable au premier plan du politique* » Butler

### L'Après M - Marseille

En novembre 2020, nous avons fait la rencontre du singulier McDonald's Saint Barthélémy, dans les quartiers nord de Marseille. Ce lieu emblématique qui se fait fort de 15 ans de luttes syndicales acharnées, de nombreuses victoires contre le géant de la restauration rapide et d'une couverture médiatique internationale, a subi une liquidation judiciaire en décembre 2019. Alors que la crise sanitaire se faisait ressentir dans les quartiers nord sous la forme d'une précarisation rapide et d'une situation d'extrême urgence alimentaire, les équipes de l'ancien restaurant ont rouvert les lieux pour stocker les dons dans les vastes chambres froides du restaurant et reconvertir le "drive" McDonald's en banque alimentaire.

Nous arrivons à un moment fragile de l'histoire : le lieu est pris en étau entre des tensions internes inhérentes à la

multiplicité des associations et acteurs présents, catalysée par l'instrumentalisation politique de certains, et une soudaine affluence de mouvements altermondialistes (Alternatiba, Extinction Rebellion...) qui voient en ce lieu l'endroit privilégié pour y déposer leurs propres idéaux et revendications - en gros une nouvelle ZAD. La complicité qui se tisse avec les anciens employés et notre capacité d'organisation nous placent très rapidement à l'endroit du trait d'union entre acteurs historiques et les vagues de jeunes activistes. Nous nous retrouvons rapidement pris entre deux feux : d'un côté du désir d'ouverture des acteurs historiques du lieu et de convergence des luttes et de l'autre la grande valeur sociale et politique du projet, ses failles, sa fragilité et le soin qui doit lui être apporté. Le caractère universel et pourtant précis de la lutte éveille en nous l'intuition de le protéger de l'effet fourre-tout et de la dilution de son identité : il nous faut créer quelque chose de singulier qui pourrait mettre en récit ce qu'il s'y passe et révéler les symboles qui en émergent.

En co-construction avec les anciens employés, nous imaginons alors une action forte et symbolique. Nous réunissons plusieurs artistes et constructeurs de notre réseau pour transformer l'architecture mondialement connue du bâtiment McDonald's : nous repeignons la façade principale du bâtiment, détournons l'enseigne existante et transformons les baies vitrées du restaurant en support d'exposition des articles de presse qui ont ponctué l'histoire du lieu. D'une part, cette action permet au bâtiment de raconter par lui-

même sa propre histoire, indépendamment de qui s'y trouve et qui y revendique, permettant ainsi de conserver le seuil d'accueil extraordinairement bas du lieu et de continuer à rallier les énergies multiples, sans mettre à mal l'identité de la lutte. D'autre part, l'action coup de poing sur le bâtiment, toujours propriété de McDonald's France, suivie d'une inauguration en grande pompe symbolise l'appropriation définitive du lieu et ouvre à l'après. La fierté d'avoir réalisé ensemble quelque chose de poétique et d'extraordinaire vient par la même occasion remobiliser l'ensemble des acteurs, resserrer leurs liens et recréer des objectifs communs. Le rayonnement sur le quartier rallie des nouvelles énergies locales, l'impact médiatique est considérable, les médias du monde entier relaient l'histoire de ce lieu, illustré par l'image du bâtiment détourné en totem de la vulnérabilité. L'effet de sidération sur McDonald's France et le monde politique local est immédiat : tout le monde veut se mettre autour de la table pour entamer les négociations et calmer le jeu. Cet épisode marque notre rencontre et crée entre nous des liens d'amitié sincères et profonds.

Nous sommes par la suite intégrés au Conseil d'Administration de l'association l'Après M et nous intervenons à l'endroit de la réflexion stratégique, de la mise en récit de la lutte, de l'organisation d'événements réguliers, aussi bien des simples moments de convivialité pour les gens du quartier, bénévoles et bénéficiaires, que des événements plus importants qui interpellent les médias (« Laissez-nous les clés », lancement



de la campagne de rachat à 50 000 parts pour la préfiguration du futur restaurant coopératif d'insertion). Nous mettons à profit notre connaissance de l'espace public et notre travail sur les stratégies de contournement : l'ensemble des événements festifs et artistiques se maintiennent durant les confinements successifs et s'inscrivent dans le cadre de déclarations de manifestation revendicatives.

En juin 2021, la ville de Marseille se positionne et annonce de manière inattendue le rachat du bâtiment à McDonald's. Bonne ou mauvaise nouvelle - difficile d'en saisir aujourd'hui les tenants et les aboutissants - mais cette nouvelle déstabilise évidemment le mouvement, tout est à reconfigurer, les enjeux ne sont plus les mêmes, la puissance symbolique est mise à mal. McDonald's accepte de vendre et laisse même l'ensemble des équipements de cuisine, le mobilier... tout, excepté une seule chose : l'enseigne détournée en "L'Après M", que McDonald's vient démonter durant l'été...et qu'ils inscrivent comme seule clause suspensive au compromis de vente avec la mairie.

Ici, les enjeux de lutte se fondent avec les enjeux artistiques. Le totem érigé et la portée globale du symbole pourraient devenir écrasants et effacer la complexité de ce qui s'y joue. L'histoire de cet endroit, les gens qui le font vivre, leurs faits d'armes, mais aussi leurs doutes, leurs difficultés, nous appellent à mettre en lumière la constellation d'intimes qui le composent. Comment chaque personne porte un peu

l'ensemble ? Dans quel cadre est-elle arrivée et pour quelles raisons reste-t-elle ? Comment se positionne-t-elle dans le groupe ? Comment chaque parcours de vie brille par sa singularité ? Raconter les vies redonne du pouvoir d'agir.

## **Welcomme - Briançon**

Invités par le Théâtre du Briançonnais pour une carte blanche d'une semaine (première immersion), nous orientons nos recherches sur les dispositifs d'accueil des migrants franchissant cette frontière quotidiennement. Un maillage très complexe permet à des habitants, des travailleurs sociaux, des professionnels de la haute montagne, des médecins et des militants venus de toutes parts, d'assurer la sécurité et l'accueil en flux tendu de plusieurs douzaines de personnes sept jours sur sept, été comme hiver. Toutes les nuits, des maraudes tentent de déjouer la chasse à l'homme orchestrée par la police. Ici, la montagne, hospitalière pour les vacanciers, est hostile pour les migrants : la police utilise les éléments naturels comme une arme obligeant ceux qui veulent les franchir à risquer leur vie. Or, la société civile briançonnaise, si elle porte dans ses gènes la sauvegarde des vies humaines en altitude, n'est pas à l'abri des discours xénophobes et identitaires : de nombreuses tensions en résultent. Nous entamons les recherches : cuisiner au centre d'accueil d'urgence Le Refuge, interviewer les acteurs et usagers, participer à des maraudes.

En collaboration avec les acteurs du territoire, nous identifions des points précis où nous pourrions nous déployer : créer des espaces de dialogue, des modalités de débat, sensibiliser au destin des voyageurs invisibles. Malheureusement, les conditions sanitaires rendent impossible l'événement prévu et nous devons remettre à plus tard notre action malgré son caractère essentiel.

De nombreux pans du dispositif d'accueil de sauvetage sont illégaux, comment les mettre en lumière sans les mettre en péril ? La moyenne du séjour pour les migrants est de 48h, dès lors, comment les impliquer dans quelconque processus artistique ? Nous voudrions enregistrer des témoignages de migrants, leurs histoires, leurs aventures, mais nous rendons rapidement compte que des journalistes du monde entier défilent chaque jour leur demandant déjà la même chose : répéter en boucle leur histoire, et réveiller sans cesse les traumatismes. La présence par vagues de militants extérieurs liés à des organisations politiques radicales (No Border, ZADs, Extinction Rebellion) dans les réseaux de solidarité peut être un obstacle à l'émergence d'un dialogue en local sur les problématiques de l'accueil.

*« Eux, ils vont, ils viennent. Nous, on reste ici à réparer les pots cassés ». Bénévole au Refuge / anonyme*

L'infrastructure du déplacement, notamment de la marche, nous paraît résonner fortement avec les réalités du territoire et sa composante migratoire : la typologie et la topographie du

territoire, la traversée des frontières à pied, le Refuge comme un lieu de transit de courte durée, les maraudes nocturnes, les actions des identitaires, les marches de solidarité, les arrivées et départs incessants des bénévoles sur le territoire... Notre intuition nous porte à investir cette infrastructure.

### **Moun Fou [phase préliminaire] : Fête vagabonde - Marseille**

Suite à l'immersion des artistes de la compagnie dans diverses structures médico-sociales tournées vers la santé mentale et la grande précarité, et aux trois tentatives précédentes, notre réseau a pris de l'ampleur. De nombreuses personnes rencontrées en chemin s'intéressent à notre travail et veulent approfondir. Mieux, nous ressentons dans ce réseau tout neuf un désir latent de « former une famille ».

En collaboration étroite avec l'association La Cloche, qui tisse des liens de solidarité entre les personnes sans domicile, et un réseau de commerçants disséminés dans la ville, nous décidons de célébrer notre aventure commune dans une grande fête de l'entraide dans les rues de Marseille, et y convier le public.

Il y a de nombreuses contraintes liées aux rassemblements en espace public : nous devons trouver les chemins pour les contourner. De plus notre événement exige une ouverture totale : ne cristalliser aucune contrainte pécuniaire, religieuse, de mobilité ou de classe, appréhender certaines

fragilités psychiques, composer avec des personnes très isolées socialement, touchés par des problèmes d'addictions, multi-traumatisées ; et être aussi accueillant au passant lambda.

La Fête Vagabonde a réuni 80 personnes issus du réseau de la grande précarité et de la santé mentale, volontaires pendant la semaine précédente pour une conception et une construction partagées : grand repas à base d'inventus alimentaires, dispositif de scénographie mobile, signalétique dédiée à l'entraide, projet chorale, direction d'acteur pour les prises de parole en public, nous permettant de convier 600 personnes dans les rues dans une grande traversée de 5 heures, sans avoir recours à aucune demande d'autorisation d'occupation de l'espace public, et tout en s'inscrivant dans un cadre légal.

Concrètement, la foule était conviée dans un commerce et se réunissait dehors, faute de place (tous les extérieurs étaient spécifiquement choisis par leur capacité intrinsèque à accueillir grand nombre de personnes). L'espace public était ainsi habité par une communauté hétéroclite qui faisait entendre son unité et sa détermination à exister coûte que coûte à travers le rassemblement, les chants et les prises de parole individuelles. Entre chaque point de ralliement, les convives étaient invités à se disperser pour éviter de former une manifestation illégale. Nous voyons ici la porosité entre espace privé (le commerce) et reconquête d'un espace public

régi par des règles liberticides. Exaltation est le mot qui remonte de cette expérience, tant nous avons traversé avec force, et en quelques heures, tout le spectre des émotions humaines.

### **Moun Fou [phase préliminaire] : Disparition - Marseille**

Dans le cadre d'une collaboration avec l'Association Marseillais Solidaires des Morts Anonymes, et après un travail d'immersion et d'enquête dans le milieu du funéraire et son administration, nous avons proposé au public de participer à un acte citoyen : célébrer les funérailles d'une personne isolée au cimetière Saint Pierre à Marseille. Un des moments les plus invisibles de la vie des personnes en situation de précarité sociale. Là où, en temps normal, la disparition de ces personnes se termine dans la solitude la plus totale, dans ce vide, nous sommes appelés à l'endroit de la dignité et de l'hommage. Nous décidons de nous placer en maîtres de cérémonie à l'un de ces enterrements.

Innombrables. Le collectif fait face à des questions existentielles qui résonnent différemment en chacun : comment respecter les volontés d'un défunt inconnu ? En quoi la disparition d'une membre de la communauté me concerne, en quoi cela ne me concerne pas ? Comment être à l'endroit du respect quand nous ne connaissons presque rien de sa vie ? Quelle légitimité avons-nous, en tant qu'individus, artistes, compagnie, pour se saisir de quelque

chose qui, a priori, ne nous appartient pas ? Nos croyances, nos traumatismes se télescoped. Nous en parlons beaucoup et chaque comédien travaille sur un récit intime lié à cette situation, sur son rapport à la mort et au cimetière.

*« Je voulais parler de mort mais comme d'habitude, c'est la vie qui a surgi » V. Woolf*

Pour faire un hommage il faut déjà être au courant que quelqu'un est mort, rien n'est fait pour que cette information soit rendue publique, il faut être à l'affût, être intégré dans la chaîne administrative, mais de toute façon on ne le saura que quelques jours à l'avance. C'est peu pour mener une enquête, écrire un hommage. Pour tenter de nous préparer, nous plaçons une boîte au centre et nous travaillons le canevas de la mise en scène.

L'information est tombée, nous avons trouvé l'adresse de la défunte, sillonné son quartier, souvent annoncé aux voisins le décès, mais reçu en retour beaucoup d'émotions positives et de lumière. Nous avons fait une sorte de rencontre post-mortem, petit à petit, de voisin en commerçant : une petite dame, toute mince, qui marchait à tout petits pas, qui galérait à ouvrir sa porte, qui faisait son marché ici, buvait son café là, le serveur qu'elle aimait bien, etc.

Nous devons aussi dans ce court laps de temps inviter l'assemblée à se constituer en trouvant les termes adéquats : « Ceci n'est pas un événement culturel mais un acte citoyen ».

Le jour dit, un matin de février, nous nous retrouvons au cimetière, mais le corps attendu ne vient pas, alors nous enterrons un autre corps, seul, lui aussi. Nous revenons le lendemain et la petite dame arrive finalement, nous lui rendons hommage sobrement, faisant se succéder les étapes rituelles nécessaires à l'état de sidération auquel tout un chacun est confronté dans ces cas-là, puis les comédiens raccompagnent l'assemblée jusqu'à la sortie du cimetière, l'invitant par leurs récits intimes à des prises de parole plus spontanées.

Manifester comme un cri, dire à la communauté ce qui est insoutenable, l'absence de liens sociaux... Comment prendre en charge collectivement la question de la dignité, d'une vie considérée ?

Manifester notre trouble, celui de l'abandon, par la présence de ces corps réunis à l'endroit d'un vide. Un vide physique, comme un maillon manquant, mais également un vide de l'ordre du service public, tant cette situation est reléguée. Par notre présence, nous réaffirmons à titre collectif la volonté de nous y atteler. La question de la légitimité et de ce qui fait commun, de la précarité partagée, de se sentir concernée et prendre part là où personne n'intervient malgré une impérieuse nécessité d'être là, rassemblés.

### **Nos pratiques**

Rencontrer un quartier pour la première fois en débarquant à minuit, vingt acteurs chantant à tue-tête, avec les dealers

pour seul public. Passer l'après-midi à discuter politique avec un agriculteur dans sa moissonneuse batteuse en découpant irrationnellement l'espace de son champ de foin. Collecter les témoignages et accompagner l'organisation d'un repas de quartier en hommage à une personne SDF décédée qui vivait là depuis 17 ans. Bivouaquer par -5° sous la surveillance des chasseurs sur la frontière du Luxembourg. Être là, assidu, chaque semaine sur les maraudes médicale psy, prêter une oreille bienveillante aux travailleurs sociaux et maintenir le lien fragile avec les usagers. S'assurer la validation des commissariats de la zone pour un événement totalement illégal. Jouer aux cartes dans les sous-sols de l'Institut Médico-Légal en collectant les témoignages des employés. Faire le tour des quartiers gitans et des ferrailleurs guidés par une famille de irish travellers dans la banlieue de Hull...

Ne pas être là où on nous attend. Rentrer dans un quartier par la porte de service, contournant l'unique entrée balisée par le centre social. Poser avec sérieux des questions idiotes. Apparaître de manière frontale, absurde, ou prendre le temps long et nécessaire à la rencontre simple, ordinaire, nettoyée des préjugés et des fantasmes. Être curieux, considérer les gens, s'intéresser aux vies, se ré-envisager, se modifier. Si nous voulons tenter de décrire nos pratiques, c'est presque toujours ce que nous avons déployé pour faire corps, faire ensemble, qui peut à posteriori faire sens et se raconter comme une recette.

Comment être lisible, intelligible ? Comment préparer le terrain de la rencontre ? Comment me présenter pour être le bon interlocuteur ? Certaines fois nous intervenons clairement en tant que compagnie, usant de sa notoriété et de la force de frappe du collectif, et à d'autres moments, il est plus judicieux que ses membres agissent en tant que citoyen lambda, affranchis du poids de la structure et des représentations qu'elle peut véhiculer. C'est également un bon moyen pour la protéger et ne pas la mettre en porte à faux (institutionnellement, légalement, stratégiquement...). Ici, on imagine la force d'une action inassignable, son caractère anonyme renforce son efficacité en la protégeant des perturbations extérieures « infructueuses ».

*« Le sujet anonyme ne se pose pas comme sujet qui apparaît : il organise, au contraire, son invisibilité ; il se dissout comme sujet public ». Geoffroy de Lagasnerie, L'art de la révolte, Librairie Arthème Fayard, coll. "Pluriel", 2015, p.115.*

De plus, chaque membre de la compagnie est multiple et peut choisir de se présenter sous l'angle d'une de ses expériences de vie (je suis musicien, infirmière, psychologue, éducateur, ouvrier, jardinier, je peux t'apprendre à chanter, j'habite le quartier, je suis fils d'agriculteur, mon père est flic, etc.).

Pour aller plus loin et pour répondre à certaines problématiques de légitimité, l'action demande parfois de transformer son statut, de se positionner vis à vis d'une structure partenaire, voire de créer le dispositif qui va

permettre d'aller plus loin (je deviens bénévole dans la maraude, je suis adhérent à l'association Les Morts de la Rue - voilà pourquoi j'enquête sur la disparition de cette personne - je suis chercheur dans un dispositif de recherche-action créé pour l'occasion, je suis concerné par cette problématique, j'aimerais organiser une fête dans le quartier, etc.). Nous devons choisir à chaque nouvelle rencontre le statut le plus juste, le plus lisible, le plus pertinent vis à vis du cadre légal, celui qui se répandra le plus facilement sur le territoire et permettra de tisser un réseau de relations. Trouver le détail qui fait commun ou à l'inverse qui détonne. Cela dit le statut d'artiste est souvent une identité très pratique, très mobile socialement : pour beaucoup de gens, à priori, l'artiste est inoffensif, et ce qu'il fait n'aura aucun impact sur ma vie !

Ces modes de fonctionnement et d'apparition multiples nous dotent d'une grande agilité, qualité très précieuse dans le déploiement de nos projets. Ils se construisent évidemment sur un consentement partagé, entre la compagnie et ses membres.

### **Questionner nos cadres de collaboration**

Si on ouvre un peu cette question il faut ajouter que nous devons parfois traîner les casseroles de ceux qui sont passés avant : un artiste c'est bien mais un artiste qui débarque avec une mairie ou un centre social, ce n'est pas la même chose. On se retrouve parfois représentant de l'institution ou de

l'autorité, entravé par des doléances qui ne nous concernent pas.

Nous nous heurtons aussi à des limites liées aux formats des collaborations entre artistes - [co]producteur - tutelles. Arrêtons-nous un instant sur ce mot : « tutelle ». Comment agir, quand on est mis sous tutelle ? Comment ménager les espaces de liberté et d'action nécessaires au projet ? Comment créer certaines conditions de l'autonomie ? Comment inventer en temps réel les modalités les plus efficaces ? Stratégiquement, une collaboration est un outil qui peut apparaître au moment choisi, puis s'effacer, chacun travaillant de son côté, et réapparaître pour renforcer un propos, soutenir une action, donner une caution morale au processus utilisé.

Nous avons conscience de certaines des contraintes auxquelles sont sujettes les structures institutionnelles. Il existe forcément un conflit entre l'institution et le vivant. Comment pourrions-nous mettre à profit l'agilité et la liberté de transgression et de subversion de l'artiste dans sa collaboration avec vous, jouer le rôle de sentinelles pour explorer de nouvelles façons de faire, sans mettre quiconque en porte-à-faux ? D'un autre côté, comment mettre en valeur les vertus de l'institution, sa solidité, les moments où elle protège un projet artistique, lui permettant d'éclorre, de se stabiliser, de se renforcer ? L'artiste se positionne alors à l'endroit de l'efficacité, dans sa capacité à traverser de

manière agile les situations, l'institution permet quant à elle d'inscrire ces actions dans la durée, échapper à la précarité et éviter l'écueil d'actions avortées.

On peut considérer ce schéma comme simpliste, prenons le comme point de départ, nos collaborations seront beaucoup plus riches et complexes. Il va falloir inventer ensemble des dispositifs pour accéder à ces connaissances, les partager. Il faut s'asseoir autour d'une table, artistes, équipes de théâtre et producteurs pour échanger nos connaissances, questionner les habitudes et les formats, décortiquer les infrastructures dans lesquelles nous déployons nos projets, comprendre les réalités de chacun des partenaires pour créer de nouveaux protocoles, croiser nos équipes à tous les niveaux, être transparents et humbles, élaborer une stratégie commune continuellement mouvante en résonance avec le contexte et l'actualité, faire circuler les prises de responsabilités, au service d'un projet commun.

*« Si le projet demande à ce que nous soyons présents sur les barricades avec vous, nous y serons, si nous devons effacer notre nom et taire notre collaboration pour que le projet fonctionne, nous le ferons ». Jan Goossens, directeur du Festival de Marseille*

*« Vous représentez un niveau de menace acceptable (Vous le sauriez si ce n'était pas le cas) ». Banksy*

## Éthique de recherche : « Vers une sociologie de la chair »

Nous recherchons cette juste place de l'artiste au service d'un mouvement de contestation, l'endroit où il crée le dialogue, interroge les formats, joue avec les cordes sensibles.

Nous considérons qu'éprouver le terrain génère de la pensée. Dans une appréhension viscérale, le corps devient alors « constructeur de connaissances ». Construire cette connaissance présuppose de vivre les expériences, d'impliquer nos corps, de ressentir physiquement les alchimies de la lutte, d'être sensoriellement affectés, de prendre le temps de l'écoute sensible, de créer des liens d'amitiés.

De là nous pouvons entrer plus en profondeur : impliquer nos êtres dès lors qu'on a réfléchi à quel endroit on se sent concerné, à comment apporter notre part à l'ensemble. Comment participer/collaborer à l'élaboration des étapes stratégiques et à leur réussite ?

Dans un second temps, inviter le public. Lui donner accès, lui donner à vivre, nous placer en intercesseurs plutôt que de lui restituer une image disséquée, une vue en coupe de la lutte exposée. En quête de sacré, notre théâtre a toujours cherché à se rapprocher de la cérémonie, à rendre poreuse la frontière entre acteurs et spectateurs.

## **Concerné-e-s : une condition commune de la précarité**

« *Nous luttons contre, dans, à partir de la précarité* » Judith Butler

Nous prenons la vulnérabilité comme point de départ, de rassemblement, de débordement, de révolte. Se fixant comme objectif commun le droit à une existence digne, à une vie vivable et bonne.

Où est l'endroit du commun, de ce qui peut nous rassembler tout en tenant compte de nos identités singulières ? Comment construire ces espaces de luttes collectives et polyphoniques et révéler leur dimension émancipatrice ?

Dans cette perspective de cohabitation, la difficulté à entrer en relation les uns avec les autres provient peut-être d'un problème de lisibilité. Quels que soient les corps que nous mettons en scène dans l'espace public, il y aura toujours un problème de lecture... A moins, peut-être, que nous ne rendions visibles le jeu des perspectives réciproques : ces fils qui nous relient et qui tissent un espace commun.

Abdoumalig Simone invente la notion de ghostly [fantomatique]. Il dit que certaines relations entre les êtres ne sont pas acceptables socialement. Cela part des relations qui existent mais doivent être cachées jusqu'aux relations qui n'ont pas lieu parce qu'on ne se les autorise pas mais qui pourraient advenir. Simone pense qu'il revient à l'artiste de mettre en lumière ces relations fantomatiques,

de les décrire, de leur donner une valeur esthétique et de les rendre lisibles.

Or il nous faut choisir : Quel rassemblement allons-nous suivre ? Quel espace de lutte me convient en tant qu'individu ? Cela part de ce choix : Qu'est-ce qui fait que l'on se sent concerné/responsable ? Quels sont les éléments dans une lutte qui nous motivent à agir, à placer notre propre corps en complément des autres ? Et comment chaque corps ajouté complexifie l'entente et augmente sa portée ? Comment cohabiter et trouver cet espace commun à l'envers de l'assimilation ? Comment ne pas se diluer dans le rassemblement mais apporter sa pierre à la pensée, apporter son corps à la masse, et résister ensemble ?

## **Du silence à l'émeute : créer du trouble**

Nous tenterons d'explorer les formes d'apparition des corps depuis le recueillement, l'immobilité silencieuse jusqu'au débordement, celui de l'émeute : balayer les « *différentiels d'intensité exercés par la présence - en un même lieu et un même temps- de corps co-affectés dans leurs perceptions, leurs rythmes et leurs déterminations* » (Judith Butler, 2016), en inventer ensemble de nouvelles, les faire vivre.

Nous questionnons les spécificités de l'émeute, « *fiction personnelle et collective du désordre, du chaos et du recommencement* » (Romain Huet / *Vertige de l'émeute*), « moment d'effacement de soi où le corps se met à parler, où les



émotions se concrétisent et s'extériorisent collectivement». Son immédiateté, sa spontanéité, comment elle impose son rythme à la ville, « lorsque le torrent déborde et qu'il n'est plus possible de le contenir », l'agilité des émeutiers dans l'art de la fuite et de la dispersion, le travestissement des identités, le corps à corps avec les forces de l'ordre, et aussi les stigmates qu'il engendre.

Car « Dans le corps blessé s'inscrit la trace de l'émeute réussie », une rencontre corporelle, physique, directe avec le politique. Sentir la circulation des émotions au milieu des individus : la peur, l'excitation, le sentiment de poser un acte significatif dans le réel. Autant de spécificités qui viennent résonner avec nos codes du théâtre et du carnaval.

Se déployer, se rassembler, manifester, revendiquer, corps agissants, corps rassemblés dans le silence, jusqu'à l'émeute comme pour chercher un devenir humain plus juste. Cette démarche nécessite de créer le trouble, un art de se rendre insaisissable, une capacité à déconcerter les évidences les mieux établies et à bouleverser nos manières de penser et de sentir. Habiter le trouble pour perturber les formes préétablies, questionner les injonctions normatives, donner la possibilité d'inventer de nouvelles formes, de nouvelles identités individuelles et collectives, nourrir un potentiel hautement subversif.

## **Structure opérationnelle : les tentatives**

Le format des tentatives nous permet de structurer notre action, dans une régularité de rencontre avec les acteurs de la société civile et par extension un public. Cela prendra l'aspect des rendez-vous avec le dehors pour rendre compte, une multiplicité de formats de création, des formes de rendus à destination d'autres acteurs sociaux.

Il s'agit de prolonger certaines des expériences menées préalablement et de trouver de nouvelles situations « hôtes », saisir des opportunités. Nous entrons dans des infrastructures à échelle humaine, c'est-à-dire, avec un parti pris qui donne priorité aux personnes, où l'on peut se reconnaître.

Dans un premier temps, l'enjeu se joue au niveau de la rencontre, de la compréhension réciproque puis d'un positionnement par notre action au sein du mouvement. Dans un deuxième temps, nous choisissons une occasion de manifester notre présence, de rendre visible une revendication, à travers une forme esthétique, un mode d'intervention. Dialoguer, s'engager, approcher de manière sensible pour recréer des écrans nouveaux. Interroger les formats, les enjeux, mettre en avant l'expression politique des corps, du cadre, du mouvement. Mettre en récit/transcender les revendications ou les discours tenus. Pour ce faire nous définissons avec soin les cadres d'action : se sentir concernés, être investi humainement dans les rencontres, ranger nos luttes derrière d'autres luttes existantes, co-crée les formats

justes, participer à l'élaboration de stratégies, écouter dialoguer, accompagner, transformer, se transformer... Si nécessaire, nous pouvons aussi nous placer en impulsEUR/organisateur : créer d'autres cadres, d'autres formes qui glissent vers la dimension revendicative.

Il s'agit également d'envisager les fins de collaborations aux moments opportuns, et de préparer le terrain de la séparation.

### **Dramaturgie de la contestation**

Quelle est la place pour le spectacle dans l'espace du rassemblement et de la revendication ? À quel endroit la forme spectaculaire va catalyser le processus de rassemblement, le cristalliser où à l'inverse le vider de son sens ?

Le contexte du rassemblement, qu'il se déroule dans le recueillement, lors de certaines funérailles, ou de débordement comme dans la fête ou l'émeute, la rupture avec l'expérience ordinaire crée le cadre d'attention. Le caractère ludique, la dimension festive, la tonalité affective (joie, tristesse, ivresse, vertige) sont autant d'éléments qui viennent créer le focus, tisser les liens et faire bloc - il faut noter que la plus grande partie du dispositif est constituée de spectateurs, qu'ils soient présents sur place ou touchés à travers le dispositif médiatique-.

« *L'émeute est probablement la fête contestataire et transgressive par excellence* » dit Romain Huët. Mais alors,

à quel moment devient-elle un simple divertissement festif ? Quand le charme se rompt-il ?

Les émeutiers vont avoir recours de plus en plus à la dimension spectaculaire pour venir compenser la perte d'organicité, de surprise, de sensation de renouveau, de renaissance. Mais plus la forme spectacle s'affirme, moins l'émeute se vit. Les manifestants apparaissent alors exactement suivant les modalités de la société qu'ils contestent. Elle perd de sa puissance subversive/transgressive, « son pouvoir de nuisance » et, de fait, sa capacité à traiter, à transformer et à fédérer.

Le mouvement des Gilets Jaunes révèle un marketing de l'insurrection. Dans la répétition et la longueur, la marque prend et écrase le sens : on n'en relaye plus que le nom.

Notre action au McDonalds de Saint Barthélémy soulève ces mêmes problématiques : le bâtiment devenu symbole-totem, lieu-événement, nous devons prendre garde à ce qu'il ne devienne pas une simple marque. Nous devons proposer à chaque étape quelque chose d'assez fort et surprenant, d'assez actuel et représentatif de ce qui se passe à l'intérieur. Le récit ne doit pas s'arrêter et se figer dans une belle forme mais déboucher sur la réalité que les acteurs veulent voir devenir réelle.

## Viennent de paraître

### **Des regards sur le test d'activités**

Collectif – 2022 - 15€

Le test d'activité permet à une personne qui porte un projet de tester son activité en conditions réelles et réversibles, dans le temps long, en réduisant les risques, notamment ceux associés aux investissements, tout en bénéficiant d'un accompagnement. Ce dispositif de test d'activité a été expérimenté dans le secteur agricole. C'est ce secteur qui a en premier utilisé ce vocabulaire et défini ses caractéristiques. Nous nous sommes appuyé-es sur ces acquis pour ouvrir la réflexion au test d'activités en général.

### **Le droit d'essayer : les Espaces-test d'activités pour les jeunes**

Collectif – 2022 - 12€

Quelles conditions favorisent, ou à l'inverse freinent les jeunes dans l'expression et la mise en œuvre de leurs initiatives ? Par quels moyens contribuer à l'émergence d'initiatives et de projets portés par (tou-tes) les jeunes ? Comment accompagner les périodes de test et les difficultés qui en découlent ? Cet ouvrage propose une vision et une approche particulières des jeunesses et de leurs accompagnements.



# La logique, et la logique en entraînement mental

Denis Varichon

*Denis Varichon est formateur au Crefad Lyon. Il anime des formations « Entraînement mental » et réalise des accompagnements auprès de structures, d'institutions et de collectifs. Dans ce contexte, il travaille sur les modalités d'une pédagogie de la connaissance et du jugement à partir de la relation entre faire et penser.*

*Le Réseau des Créfad poursuit la transmission de l'Entraînement mental (EM) créé par Peuple et Culture par des sessions « découverte » et des sessions « approfondissement », par la relation aux nouveaux savoirs et par la réflexion pédagogique. Dans ce cadre, nous animons le groupe des « Passeurs », formateurs et formatrices en Entraînement Mental qui s'engagent à partager l'expérience, interroger les pratiques, créer des exercices et dynamiques pédagogiques, faciliter l'auto-formation permanente, rester vigilants pour le respect des principes originiaux de résistance et d'autonomie de penser par soi-même, refuser le méthodisme, les modes, le déclin vers le développement personnel.*

*Dans ce cadre, Efadine a publié des textes de Charlotte Herfray et Pierre Davreux. Nous poursuivons avec ce texte de Denis Varichon, témoin d'une partie des travaux du groupe des « Passeurs ».*

En toute dialectique, chercher à définir ce pan majeur de la philosophie est une entreprise qui cours le risque d'une intention inachevée....mais commençons déjà par avancer.

## Le dedans de l'extérieur

Dire l'amplitude et les limites de la logique nous donne la curieuse sensation d'y perdre notre logique. Là où nous

devrions trouver toute la précision dont nous avons besoin, nous ne trouvons que trouble, et le paradoxe de ne pas disposer à son sujet d'une clarté qui se déduirait de certaines

évidences bien agencées. Alors même que les certitudes logiques semblent s'imposer à nous dans l'ordre des choses, nous voilà contraint·es d'abdiquer, de renoncer à nous mettre à l'épreuve du désordre laissé par une force qui ne pourrait pas s'effectuer sur elle-même pour se définir. Nous ne savons pas toujours ce que nous mobilisons dans la logique – si nous sommes aux commandes lorsque nous pensons le faire, et encore moins si ce qui en résultera va finalement nous contraindre ou servir nos intérêts.

Pour parachever ce tableau, la logique est quelques fois mieux enrôlée par celles et ceux qui n'ont appris aucune de ses règles que par les personnes qui les ont apprises. La logique tient de l'abîme, car elle est à la fois une faculté dont les opérations servent à concevoir ce qui est à l'extérieur de nous, et un art qui consiste à tirer parti de ce qui se produit dans la profondeur de notre esprit.

**La logique**, du grec λογική / logikê, est un terme dérivé de λόγος / lógos – signifiant à la fois *raison*, *langage* et *raisonnement*. Lógos donne aussi le suffixe « -logie » pour former le nom d'une science, de l'étude scientifique d'un sujet.

Environ 300 ans avant JC, la philosophie développe l'inférence qui se définit comme le mouvement de la pensée allant des principes à la conclusion. Le déplacement de la pensée est assuré par des syllogismes<sup>1</sup>. La Logique se présente alors comme l'étude de l'inférence, mais elle en est

aussi le moteur pour se détacher de nos sens et exercer notre seule raison. Le temps passe.

René Descartes (philosophe, 1596-1650) établit le système des sciences fondé sur « *le sujet connaissant face au monde qu'il se représente* ». Dans ce système, la connaissance est le produit de raisonnements logiques pour déterminer que certains effets résultent de certaines causes. Ce système jettera plus tard les bases d'une doctrine (le rationalisme) selon laquelle les raisons discursives sont seules sources possibles de toute connaissance du monde<sup>2</sup>. Puisque rien n'existe ou n'arrive sans cause, il n'est rien, dès lors, qui ne soit intelligible et explicable par la raison, uniquement à partir de principes de la logique.

**En tant que terme générique**, la Logique désigne une faculté innée ou « naturelle » de l'esprit (déduction) et un processus de normalisation du raisonnement via des règles formelles. Au passage de cette normalisation, la logique se déclinera en plusieurs disciplines comme la logique intellectuelle,

---

1. Syllogisme : raisonnement déductif formé de trois propositions, deux prémisses (la majeure et la mineure) et une conclusion, tel que la conclusion est déduite du rapprochement de la majeure et de la mineure (CNTRL)

2. Discursif : XVI<sup>e</sup> siècle. Emprunté du latin scolastique discursivus, de discursus, « discours ». LOGIQUE. Qui tire une proposition d'une autre par un raisonnement ou une suite de raisonnements. La connaissance discursive s'oppose à la connaissance intuitive. Méthode discursive. Esprit discursif. Pensée discursive. La raison discursive. (CNTRL)

empirique, scientifique ou la grammaire raisonnée par exemple. Chaque discipline comprend des applications très codifiées. Par exemple, la logique analytique qui peut produire des vérités d'intuition, de sentiment et d'expérience comprend elle-même la logique non-binaire et son principe de bivalence, la logique du premier ordre, du second ordre, de l'ordre supérieur, ou la logique infinitaire, etc.

Dans un emploi usuel, il peut être préférable d'associer ce mot *logique* à une application, comme la logique comptable, la suite logique ou la logique en EM<sup>3</sup> afin d'être, en la situant, plus explicite.

**En termes de connaissances formelles**, vous trouverez différentes définitions disponibles, qui prises dans leur ensemble, permettent peut-être de la définir un peu. Au général, le terme *Logique* désigne un ensemble de principes régissant les raisonnements nécessaires à l'inférence, comme le principe de non-contradiction, le principe de raison suffisante, le principe d'identité des indiscernables ou le principe de continuité par exemple. Ceux-ci apparaissent au fil du temps et établissent une normalisation du raisonnement discursif pour déterminer que certains effets résultent de certaines causes et ainsi démontrer « le vrai », *ce qui est universellement valable*<sup>4</sup>.

---

3. EM : La méthodologie de l'Entraînement Mental de Joffre Dumazedier

4. Georg Wilhelm Friedrich Hegel , « La phénoménologie de l'esprit », 1807

La difficulté est de distinguer les perspectives qu'offre chaque définition (nous verrons deux d'entre elles) parce qu'en associant les concepts du *langage* et de la *raison*, le paysage du mot devient politique. Les définitions ou la manière dont est située la logique sont souvent adossées à un discours ayant des rouages et une finalité.

Emmanuel Kant, quant à lui, définit la logique comme *une science qui expose dans le détail et démontre avec rigueur les règles formelles de toute pensée*.<sup>5</sup>

**La logique en Entraînement Mental** est convoquée comme une ressource appliquée à une production de connaissances factuelles pour normaliser l'examen du réel. A travers les opérations mentales de bases (nous y reviendrons), la logique donne le cadre rigoureux pour établir les constats successifs, et apporte le déplacement analytique dans la problématique explorée.

Selon Kant : · la logique est dite analytique (explicative) en s'appuyant sur des intuitions, des sentiments et des expériences dans un mouvement du général au particulier

· par opposition à la logique dite synthétique (extensive), qui intègre des abstractions pures de tout acquis concernant la matière observée, et qui se déploie dans un mouvement du particulier au général.

---

5. Emmanuel Kant, « Critique de la raison pure », Éditions de 1781 et de 1787

Concrètement, la logique en Entraînement Mental s'inspire de la logique analytique. Celle-ci s'exerce au départ des faits (le I), par une succession de déductions à la recherche de contradictions (le II), pour établir des hypothèses sur les liens nécessaires entre les causes et les conséquences (le III), aux vues d'établir des théories extrapolables en lois fondamentales (le IV).

La synthèse qui en est faite s'inscrit dans le système rationnel des sciences de René Descartes<sup>6</sup>, et s'appuie sur l'art de la critique raisonnée dont la vocation est de rendre visible des procédés sous-jacents<sup>7</sup>. Elle a l'avantage de rendre accessible une pratique de la logique, quel que soit le niveau scolaire ou niveau supposé de « culture générale » des personnes. Elle permet aussi d'en clarifier la structure et certaines de ses dispositions pour les personnes qui les auraient assimilées, sans toutefois parvenir à en conscientiser les mécanismes. Les personnes ne savent pas qu'elles savent.

**A défaut d'une exhaustivité**, il est possible de caractériser certains ressorts de la logique employés dans l'entraînement mental afin d'éclairer nos pratiques et notre pédagogie. Notons tout de suite que si l'organisation des emprunts faits à la logique permet bien une mise en œuvre

---

6. René Descartes, « Discours de la méthode », 1637

7. Pierre Nicole et Antoine Arnauld, « La logique ou l'art de penser », 1662

analytique, l'emploi discontinu qui en est fait ne permet pas de soutenir l'efficacité résolutoire propre aux suites logiques.

Ces ressorts proviennent de la logique analytique dont la destination est de démontrer et d'expliquer. Avec cette logique, la manière de procéder consiste à *distinguer* les parties d'un tout, puis à *complexifier* au moyen de la Méthode, deux dimensions bien connues dans notre pratique<sup>8</sup>.

L'Entraînement Mental est un ovni qui tente, en une sorte de synthèse de la logique analytique, d'amalgamer la dimension de l'éthique à l'examen logique du réel. L'agencement retenu fait naître une contradiction (*cf. définitions de l'EM*) entre, d'un côté un déplacement analytique interrompu, dont les raisonnements logiques sont basés sur l'expérience et l'observation (l'empirisme), et de l'autre côté, le surgissement de la dimension éthique qui peut être considérée comme une abstraction pure

---

8. L'EM découverte met effectivement en œuvre une méthodologie pour Distinguer les parties d'un tout, mais la dimension Complexifier est plutôt une métaphore pour donner sens à l'intérêt de distinguer. En logique, la dimension Complexifier est assurée par la Méthode à partir de chacune des résultantes du I au IV. Notons qu'une fois remplie, la carte de l'EM donne parfaitement accès à la pertinence de la Méthode. L'EM Approfondissement nous donne alors l'opportunité de valoriser la synthèse de Joffre Dumazedier jusqu'à cette application déterminante dans la pédagogie de la connaissance et du jugement.

de tout empirisme<sup>9</sup>. En termes un peu rudes, la promesse de *penser et structurer son action* devrait s'accomplir par un usage incomplet de la logique associé à une force philosophique qui ne peut se concrétiser par elle-même. Cette mise en problème est intéressante parce qu'elle permet d'appréhender la situation dans laquelle nous met la transmission de cet ovni, et fait aussi apparaître des marges de manœuvre.

Dans la pratique, l'EM altère la continuité de la logique. Il s'ensuit certaines difficultés avec lesquelles chacune se débrouille parfois au prix d'un « passage en force », comme lorsqu'il s'agit de distinguer la contradiction de *la formulation du problème* dans le II. Dans cet exemple, la logique synthétique surgit pour contenir la logique analytique : lorsqu'une contradiction est repérée dans un mouvement du général (l'ensemble des faits) au particulier (le contexte de la SCI), elle ne peut être traitée comme telle, autrement il faudrait logiquement se débarrasser de soi ou de son employeur lorsqu'on a un problème au travail. Pour éviter cet écueil induit par la logique pure, la contradiction doit donc être « formulée en problème » par le bon secours de la logique synthétique cette fois, dans un mouvement du particulier (la contradiction contextualisée), au général (l'ensemble des effets auxquels nous confronte la contradiction) afin

---

9. Emmanuel Kant, « Critique de la raison pure », Éditions de 1781 et de 1787

d'instaurer une éthique de l'action et préparer le passage en causes-conséquences (l'axe du temps) dans le III.

Entre logique et philosophie, cette synthèse peut même faire tourner la tête avec le IV, dans lequel doit s'affirmer un parti pris éthique, mais où sont agencées des résultantes collectées et organisées du I au IV selon une approche essentiellement logique. Les outils du IV nous invitent d'ailleurs à choisir une finalité éthique formulée en objectifs et moyens dont la cohérence doit être logique.

Enfin, la dialectique est plutôt utilisée dans une logique de contradiction que dans sa dimension philosophique, alors qu'elle est convoquée à des fins éthiques pour questionner des faits pris en compte et l'axe cause-conséquence que la logique induit. En effet, en confiant l'examen du réel à la logique pour son efficacité analytique, l'Entraînement Mental encoure le risque d'un retournement de sa finalité éthique et politique : si un raisonnement logique bien conduit est basé sur une sélection de faits éthiquement contestables, logiquement, la résultante obtenue dans le IV sera éthiquement contestable... et même possiblement détestable.

Par une lecture de la méthode, les trois dimensions se succèdent et se chevauchent pour animer le mouvement de la carte : la logique du I au II, la logique et la dialectique du II au III, puis la logique et l'éthique du III au IV, mais elles doivent s'interpénétrer du I au IV pour tenir la finalité éthique de l'ensemble. Cette lecture explique l'apport clarificateur du



triangle de Pierre Davreux présent du I au IV, et indique l'importance pédagogique de mettre l'accent sur l'éthique dès le I.

La dimension de la logique prise dans cet ovni change de destination, elle s'augmente en quelque sorte de la relation objectivité-subjectivité pour dégager une « vérité éthique ». La contradiction repérée plus haut réapparaît ici, on peut questionner le cadre dans lequel des faits partiels issus d'un processus rationnel interrompu servent de préalable à l'engagement d'un processus éthique qui se voudrait accompli. Ces tensions demandent à être bien comprises pour accomplir ce tour de force entre logique et éthique sans appauvrir l'ensemble. Elles donneront aussi peut-être l'envie d'approfondir ce rapprochement éthique-logique pour donner une meilleure assise aux rôles des opérations mentales de base, et mieux identifier les appuis nécessaires aux passages successifs du I au IV dans de bonnes conditions.

### **Évidence collective et pédagogie**

En se présentant comme une évidence, la logique vaut surtout par ce qu'elle représente. Les personnes peuvent se référer à certains de ses principes de fonctionnement comme  $A=A$  ou  $A \neq B$ . Elles parlent parfois de discernement nécessaire à une situation, et le plus souvent, se réfèrent aux deux pour dire qu'elles démontrent leur point de vue. Généralement, les termes de rationalité, de raisonnement et de déduction

sont cités spontanément sans être définis et situés dans un continuum de connaissances en tant que notions.

Parler de la logique nous met en face d'une difficulté parce que celle-ci est presque toujours associée à une vision de la rationalité. Si, tout bien considéré, la logique peut (finalement) être admise comme un ensemble de mécanismes accompagnant la pensée, la rationalité est perçue à travers le prisme du capitalisme libéral qui imbrique étroitement la logique, les calculs de probabilités appliquées à l'humain et la planification des corps pour rationaliser l'outil productif. En terme de symbolique, cet amalgame logique-rationalité alimente un glissement par lequel la faculté est peu considérée, à la faveur d'une défiance envers un processus de rationalisation.

Par ailleurs – mais pas tout à fait – et à défaut d'en faire l'effort, la logique est difficile à appréhender par sa tension entre abstrait et concret : elle est une abstraction en tant qu'objet jugé comme une puissance, mais elle est aussi concrète parce qu'elle désigne une faculté cognitive opérante dans l'esprit humain, comme dans l'esprit d'autres espèces d'ailleurs.

L'ambivalence de la logique entre une *faculté de l'entendement* et une *puissance obscure* peut être immobilisante dans la mesure où elle est de nature à disqualifier ou valoriser des personnes : la faculté logique peut produire un renvoi à soi parce qu'elle désigne les personnes comme ayant un esprit brillant ou pas. La part « rationnelle » redistribue les cartes

sociales par l'assignation de classe entre des exécutant-es à la pensée fractionnée, et une classe dirigeante capable d'analyse et de synthèse pour opérer. Cette compartimentation est entretenue par la classe dirigeante qui s'emploie à couper les personnes de leur faculté de connaissance.

Cet état de fait nous renvoie à l'objet même de l'éducation populaire qui est de restaurer les personnes en tant que *sujets connaissant face au monde qu'elles se représentent (le cogito<sup>10</sup>)*.

D'un point de vue pédagogique, je constate qu'il est préférable de se donner de l'espace dans cette entreprise en distinguant la logique qui est un ensemble de règles formelles encadrant l'exercice d'une rigueur intellectuelle, et la rationalité qui est une doctrine traduisant une certaine conception du monde.

### **Pour situer la logique dans l'Entraînement Mental**

Dans son livre « L'entraînement mental »<sup>11</sup>, Jean-François Chausson situe le lien entre la logique et l'entraînement dans la pratique de l'EM. Ce livre commence ainsi :

*« En 1662 paraissait un petit livre qui, malgré ses dimensions modestes, portait un titre fort ambitieux : La logique ou l'art de penser... »*

---

10. René Descartes, « Discours de la méthode », 1637

11. Jean-François Chausson, « L'entraînement mental », Seuil, 1975

*Par ce traité Nicole et le père Arnaud, membre de la Société de Port-Royal, expliquaient la pensée d'Aristote et de Descartes aux jeunes aristocrates de l'époque. Mais là ne s'arrêtait pas leur ambition : ils souhaitaient également que les principes de la logique ne restent pas de pures connaissances, mais qu'ils deviennent de véritables mécanismes intellectuels grâce à des exercices systématiques. »*

La définition de la logique selon Antoine Arnauld et Pierre Nicole<sup>12</sup> :

*« La logique est l'art de bien conduire sa raison dans la connaissance des choses, tant pour s'instruire soi-même que pour en instruire les autres. Cet art consiste dans les réflexions que les hommes ont faites sur les quatre principales opérations de leur esprit, concevoir, juger, raisonner et ordonner. »<sup>13</sup>*

*Aux termes de cette définition, la logique est donc une cartographie de notre esprit utile à conduire notre raison pour s'instruire soi-même et pour en instruire les autres.*

---

12. Pierre Nicole et Antoine Arnauld, « La logique ou l'art de penser », 1662

13. Travailler sur la logique, lire des textes et des controverses (les caquets comme disait Diderot) fini par fatiguer de ces "Hommes", toujours présentés comme le genre unique de l'humanité au détriment des Femmes, dont l'absence de raison resterait pourtant toujours à documenter...en toute logique s'entend.

Cette définition a l'avantage de situer la logique dans plusieurs des aspirations de l'éducation populaire : notamment la dimension d'enseigner l'examen du réel pour permettre l'exercice individuel de la liberté de choix, et celle d'investir la nature et la destination de la connaissance dans son usage individuel et collectif.

Mais cette définition de Arnauld et Nicole énonçant les quatre opérations de l'esprit invite à faire un lien avec les quatre questions immédiatement compréhensibles de la cartographie utilisée comme support pédagogique de l'Entraînement Mental. Selon cette analyse, Joffre Dumazedier<sup>14</sup> produit une synthèse de la logique adaptée à l'intention pédagogique de l'éducation populaire. Le contenu formel de ce livre n'est donc pas présent, mais la carte de l'EM peut être prise comme une émanation de cette logique dont elle est directement inspirée. Les définitions précises<sup>15</sup> de ces quatre opérations permettent des rapprochements avec les mécanismes qui animent la méthodologie :

· **(I) De quoi s'agit-il ?** - Concevoir : *« C'est la simple vue que nous avons des choses qui se présentent à notre esprit, sans en former aucun jugement exprès. La forme par laquelle nous nous représentons ces choses s'appelle idée. »*

---

14. Joffre Dumazedier, sociologue créateur de l'entraînement mental, (1915-2002)

15. Pierre Nicole et Antoine Arnauld, « La logique ou l'art de penser », 1662

· **(II) Quels sont les problèmes ?** - Juger : *« C'est l'action de notre esprit par laquelle nous affirmons ou infirmons une idée par une autre. »*

· **(III) Pourquoi est-ce ainsi ?** - Raisonner : *« C'est l'action de notre esprit par laquelle il forme un jugement de plusieurs autres. »*

· **(IV) Que peut-on faire ?** - Ordonner : *« C'est l'action de disposer les divers jugements et idées de manière la plus propre à faire connaître le sujet. »*

Le constat de filiation peut être prolongé par l'étude du champ lexical de l'Entraînement Mental qui s'avère intégralement compris dans le discours de la méthode de René Descartes (classer, représenter, formuler, opérations mentales, lois, décrire, conséquences, définir, causes, théories, méthode, idées, etc.). De même, les opérations mentales de bases sont une synthèse faite par Henri Wallon<sup>16</sup> des « Règles pour la direction de l'esprit » (4), alors qu'il développait une pédagogie adaptée à l'autisme.

Pour situer la logique dans l'Entraînement Mental, force est de constater que notre support pédagogique de la carte concilie l'abstraction des quatre facultés cognitives présentes dans la définition de Port-Royal, aux « outils EM »

---

16. Henri Wallon, psychologue, médecin et homme politique français (1879-1962)

directement issus de la technicité concrète et normative de la logique explicative<sup>17/18</sup>, tel que définie dans la « philosophie moderne ».

## **Le principe du miroir**

Nous pouvons tirer un autre enseignement de cette analyse croisée : la carte de l'Entraînement Mental ne représente pas seulement un déplacement analytique conceptuel des faits jusqu'aux actes pour résoudre une énigme, elle redéfinit aussi le temps et l'espace d'un processus cognitif.

Lorsque nous appréhendons une chose nouvelle ou une chose qui nous est inconnue, nous pouvons chercher à ressentir en nous-mêmes ces quatre opérations s'imbriquer dans l'étendue les unes des autres. Il s'agit ici de se sentir penser, de ressentir comment nous viennent les idées pour en conditionner l'apparition. Nous pouvons alors concevoir notre esprit comme une formidable locomotive occupée à conjuguer nos facultés de déduction, de mémoire et d'imagination pour produire du sens à partir de nos perceptions. Le même constat peut être établi au sujet des opérations mentales de base que nous pouvons ressentir et déclenchées en nous-même et chez les autres. Si la phénoménologie de l'esprit est fondée sur l'observation de ce processus à l'œuvre, la logique en fait une

sorte de puissance par la maîtrise que nous pouvons en avoir. La métaphore pédagogique de « ralentir la pensée » n'est pas fautive, elle témoigne du sentiment confus de décomposer un processus cognitif, mais elle est imprécise. À ce sentiment complexe peut être adjoint la notion d'une sensibilité pré-conceptuelle, celle de se sentir penser, de se sentir en train de penser.

Se présentant de la sorte, l'Entraînement Mental – comme la logique qui lui sert de support – n'est pas une chose extérieure que les personnes devraient ingérer en formation, mais bien une chose « naturelle » qui leur est propre, dont elles ont à reconnaître la capacité d'emprise sur et en elles-mêmes.

Cette approche, dans la transmission de l'Entraînement Mental, est de nature à rendre plus évidente la conjugaison des différentes notions travaillées durant la formation, à travers des cycles de négations dialectiques successifs redevenus féconds, par opposition aux résistances ou aux rejets dogmatiques de certains éléments de méthode auxquels les passeur-es peuvent être confronté-es.

Un concept peut être tiré de ces réflexions et expériences : la carte n'est pas seulement un support à l'enseignement des effets attendus de la méthodologie, elle est un appui pédagogique pour que s'accomplisse le mystère éminemment politique de sa portée émancipatrice, celui de pénétrer ce qui précède l'accès au savoir : la faculté de

---

17. René Descartes, « Règles pour la direction de l'esprit », 1628

18. René Descartes, « Discours de la méthode », 1637

connaître. La carte est un miroir dans lequel nous pouvons déceler le reflet pré-conceptuel de notre propre faculté de connaissance. Ainsi, plus que d'enseigner l'accès aux savoirs par une certaine mystique, il est question, en commençant par nous, de saisir grâce à notre entendement notre *faculté de connaissance* au moyen de ce miroir.

### La logique et la radicalité

À entendre la logique analytique, il n'y a rien qui ne soit intelligible et explicable par la raison. Nous voilà dépossédé-es de l'incompréhensible, de l'explicable et du mystérieux, nous voilà contraint-es de défaire l'impénétrable dont nous avons tant besoin pour Être. Beaucoup de nos inspirations échappent au processus analytique comme l'espérance, le désir ou la liberté par exemple. Pourquoi la logique aurait-elle été choisie comme souche ?

L'Entraînement Mental désigne un ensemble de ressources consacrées à l'examen du réel dans lequel la logique apporte la radicalité nécessaire à défaire la part sensible de la perception.

*La perception* est l'activité cognitive par laquelle un sujet fait l'expérience d'objets ou de propriétés présentes dans son environnement, à partir des informations délivrées par ses sens.

Descartes fait la distinction entre *l'idée claire* qui signifie qu'il y a quelque chose, et *l'idée distincte* qui « se produit » lorsque je sais ce qu'est la chose<sup>19</sup>.

Hegel, dans son étude de *La conscience en général*, introduit la notion de certitude sensible qui est le lieu de la sensation pure nous amenant à la simple déclaration : « c'est... » (Cette notion précède l'étude de *La perception* et celle de *L'entendement* dans la phénoménologie de l'esprit).

Selon Hegel, avec *la manifestation sensible, nous avons affaire à une certitude absolue, mais qui est une vérité indigente*<sup>20</sup>. Un lien peut être établi entre cette assertion et la notion de *détour* (logique) *par les idées*, revendiquée comme une nécessité dans l'Entraînement Mental.

Un exemple de la radicalité logique appliquée à la perception sensible : le Temps est perçu comme *simultané*, parce que deux choses peuvent être faites dans une même unité de temps. Les espaces sont perçus comme *successifs*, parce qu'ils se découvrent l'un après l'autre au fil d'un déplacement. L'examen logique apporte les faits pour concevoir que c'est l'inverse : le Temps est successif car les minutes s'égrainent l'une après l'autre, même lorsque plusieurs choses sont faites en même temps, les espaces préexistent simultanément avant qu'un déplacement ne les donnent à voir.

Au sens des dimensions Distinguer et Complexifier (*cf. EM*), la radicalité logique de l'examen du réel donne les leviers suivants dans cet exemple :

---

19. René Descartes, « Discours de la méthode », 1637

20. Georg Wilhelm Friedrich Hegel, « La phénoménologie de l'esprit », 1807

- Gagner du temps n'existe pas,
- Utiliser le temps au mieux est possible,
- Ce que nous ne voyons pas influe de manière nécessaire par un rapport de causalité.

### **Une conclusion possible à ce commencement pour avancer**

*La logique est une science qui expose dans le détail et démontre avec rigueur les règles formelles de toute pensée. (Emmanuel Kant)*

Dans l'Entraînement Mental qui opère entre percevoir et concevoir du I au IV, la logique produit le déplacement analytique. Elle assure la composante radicale, la rigueur pour produire les connaissances factuelles qui permettent d'activer les abstractions pures que sont la dialectique et l'éthique, et ainsi construire une subjectivité intime éclairée par des règles formelles.

J'observe qu'à travers les emprunts que nous en faisons, la logique et la philosophie ne sont que partiellement mobilisées. En définitive, la dimension logique est plutôt convoquée dans une approche philosophique au service de la rigueur alors que les dimensions philosophiques de la dialectique et de l'éthique sont convoquées dans une *logique de l'entendement* devenue éthique. En terme d'intention initiale, je comprends que Joffre Dumazedier laisse une place aux personnes et aux passeur-es, entre rigueur et souplesse,

entre *objet* et *sujet* face à la méthodologie.

### **Postface**

Il convient ici de tricoter un peu les choses entre elles pour faire bonne mesure. Mettre en œuvre une synthèse de la logique créée expressément pour l'Entraînement Mental n'est certainement pas le fruit du hasard.

L'éducation populaire active un projet politique de justice sociale destiné à défaire différentes formes d'assignations, notamment celles subies par des personnes défavorisées par leurs conditions sociales d'apprentissage. Dans les mécanismes de cette injustice, la sélection sociale se joue sur un avantage implicite. Celui qui permet à des personnes instruites de concevoir leur environnement sur plusieurs niveaux de pensée, au moyen d'une structuration intellectuelle induite par un enseignement institutionnel basé sur les cadres de la logique. A partir de ce que l'on pourrait appeler une éthique socio-pédagogique, l'ambition manifeste de l'Entraînement Mental est de combler cette injustice. Mais comment le faire en quelques jours, il a bien fallu faire une synthèse qui serait transmissible en peu de temps.

L'architecture mentale proposée dans la synthèse de la logique présente dans l'Entraînement Mental a affecté la force du modèle des trois dimensions qu'elle convoque. Accompagner « l'objectivité subjectivée » qui caractérise cet ovni, demande aux passeur-es de travailler rigoureusement

les connaissances nécessaires pour activer les abstractions qui doivent nous servir d'appuis. Et ainsi, parvenir à donner son juste mouvement à une partition qui sinon resterait figée dans la recomposition qui en a été faite.

Loin des sciences de l'éducation, c'est aux passeur-es d'être *sujet*, de défaire les carences, le repli des notions, de travailler une habileté pour en épaissir les inter-actions, et ne pas laisser filer les blocages conceptuels que nous rencontrons. L'enjeu tient à ne pas voir l'Entraînement Mental se perdre dans une sorte d'ennui, entre une finalité d'évidence et des moyens peu déterminés, érigés en système, au risque de sa disparition comme ce fut le cas à la fin des années 80. L'EM nous oblige par son enjeu militant intemporel et par le discours que nous produisons à son endroit. Cela nous renvoie à notre éthos et aux appuis que nous nous donnons pour déployer l'Entraînement Mental afin qu'il participe effectivement d'une émancipation, pour les autres et pour nous-mêmes, entre une juste connaissance de notre état et l'agencement des désirs de changement.

**Remerciements :** à l'adresse du groupe des passeur-es pour le travail d'historiographie à l'origine de ma réflexion sur l'Entraînement Mental, et à Laurence Cernon pour ses appuis toujours très solides.

Lyon, mai 2022



# Quel projet pour une gauche révolutionnaire ?

Marcuss

*Marcuss est éducateur spécialisé de formation. Il gère un blog sur le journal Mediapart traitant principalement des questions de délinquance, de pédocriminalité et de violences contre les femmes. S'inscrivant politiquement dans une pensée marxienne, ces derniers écrits valorisent la dimension culturelle des mouvement sociaux.*

Qu'est-ce qu'un projet de gauche ? Cette question peut sembler anodine ou sans importance pour certain·e·s. Pourtant, elle relève d'une importance capitale. La conception d'une grille de lecture du monde social est nécessaire puisque nous ne pouvons le penser et agir sur celui-ci sans un système d'idées, sans un système de représentation, autrement dit, sans philosophies politiques nous permettant d'interpréter la diversité des rapports sociaux. A l'heure où l'étiquette « gauche » peut être mobilisée par de nombreux partis et personnalités politiques, qu'ils soient de préférence social-libéral, bourgeois ou nationalistes, construire une élaboration d'une orientation cohérente et radicale de gauche est fondamentale.

## I. Une tentative de définition

En tant que communiste révolutionnaire - c'est un pléonisme devenu presque indispensable pour se

démarrer du « communisme » de Roussel qui se trouve être un programme réformiste, pro-état et anti-internationaliste -, je pourrais prendre une définition assez simple et usuelle dans le monde trotskyste, voire anarchiste, qui consisterait à définir la gauche comme « tout projet politique et social poursuivant la finalité de s'émanciper de l'emprise du capitalisme ». Cependant, j'oppose à cette définition une objection importante : son caractère restrictif qui ne prend pas en compte la pluralité des modes d'exploitation et d'oppression qui traversent nos sociétés contemporaines. Ainsi, je vais tenter d'en donner une pleine définition, mais plus encore, d'en comprendre les conséquences concrètes. Je construis celle-ci à partir de 3 enjeux politiques - le paradigme serait donc triangulaire - qui devraient, à mon sens, structurer la pensée de gauche.

Je propose la définition suivante : « La gauche est tout projet politique qui se donne pour fonction d'abolir l'ensemble



des structures de domination, qui appréhende l'État comme un outil de coercition des classes dominées, et dont la transformation sociale ne peut reposer que sur les premiers concernés. ». Autrement dit, les trois enjeux socio-politiques reposent sur : le dépassement des rapports de domination ; la critique de l'État ; la conception de l'émancipation sociale par l'action des groupes dominés. Voyons en quoi ces trois propositions engendrent des effets théorico-pratiques conséquents.

## **2. Émancipation et multidimensionnalité des rapports sociaux**

Premier enjeu, un projet de gauche s'efforce de construire une critique sur la multidimensionnalité des rapports sociaux de domination (classe, race, genre, sexualité, etc.). Si on considère un rapport social comme une structure transversale à toute la société, construisant des groupes sociaux antagonistes notamment par l'inégalité des ressources matérielles, économiques, sociales et symboliques octroyées à chacun, il est également en partie autonome d'un autre. Autrement dit, l'abolition d'une structure de domination n'en fait pas disparaître mécaniquement une autre, comme dans certaines pensées anticapitalistes où l'abolition du rapport capitaliste supprimerait le rapport social raciste et patriarcal. La multidimensionnalité des rapports sociaux n'est pas construite comme un château de cartes dont la base

est le capitalisme - engendrant donc une forme de hiérarchie des domination -, et qui, par sa suppression, entraînerait tout l'édifice dans son écroulement (chute).

Cependant, s'il existe une certaine autonomie des structures de domination il ne faut pas non les envisager comme des entités qui n'ont aucun lien. Autrement dit, la multidimensionnalité des rapports sociaux ne doit pas se concevoir comme une simple accumulation - comme dans une certaine logique d'intersection - mais comme une restructuration des rapports sociaux à travers leur interaction (par exemple comment le rapport de classe et de race se restructurent dans leur rencontre pour former le capitaliste raciste).

Par exemple, la perspective matérialiste de la multidimensionnalité des rapports sociaux, nous permet d'analyser comment des logiques racistes traversent la classe ouvrière en engendrant d'autres antagonismes que la classe. Elle nous permet de sortir d'une lecture universaliste qui homogénéise - et donc invisibilise - des réalités sociales traversées par une pluralité de domination. Contrairement à une lecture de certains camarades trotskistes qui affirment que cette posture divise la classe des travailleurs et des travailleuses, j'oppose une double objection : d'une part la classe ouvrière n'a pas attendu les théories sur l'intersection pour être divisé sous de multiples formes, d'autres part que c'est justement l'invisibilisation des logiques raciales, donc

du vécu intime des individus racisés, qui divise la classe ouvrière. Prendre conscience du pouvoir destructeur du capitalisme raciste en tant qu'objet de division des travailleurs et des travailleuses, ne doit pas se réaliser par une invisibilisation de ses effets mais justement par sa reconnaissance.

Pour finir, un projet de gauche ne doit pas organiser de hiérarchie de jugement ou de valeur entre les rapports de domination. Si on peut émettre l'hypothèse que le capitalisme est une méta-structure, puisqu'elle recouvre un mode de production internationalisé qui construit la majorité des échanges dans nos sociétés, mais qui a également participé au développement d'autres formes de domination, comme le racisme, à travers les séquences esclavagistes et colonialistes qui sont des séquences historiques ayant une base économique, aucun classement ou ordre de grandeur ne doit conditionner les luttes. Plus concrètement, une mobilisation contre la réforme de l'assurance chômage ne doit pas recevoir plus de légitimité que les mobilisations contre les pratiques policières ou l'islamophobie d'État. Il n'y a donc pas de hiérarchie des luttes, au risque d'euphémiser certaines et de faire un classement des dignités humaines.

En conclusion de ce premier enjeu, la gauche est tout projet politique et social qui poursuit la finalité de résoudre les contradictions entre les groupes antagonistes, et qui porte

l'espoir d'une société sans classe, sans discrimination, inclusive, où chaque individu et groupe social est l'égal de l'autre en termes de droits et de dignité humaine.

### 3. La question de l'État

La question de l'État est conflictuelle car elle oppose depuis toujours le courant réformiste et révolutionnaire. De manière partielle, je reprends l'analyse marxiste qui considère que l'État est une structure sociale, politique et juridique qui organise « l'équilibre » de la société au profit des classes dominantes. Autrement dit, l'État est une forme politique nécessaire pour maintenir une organisation sociale basée sur la contradiction : le capital contre le travail ; la bourgeoisie contre le prolétariat ; les hommes contre les femmes et les minorités de genre, etc.

On pourra m'objecter que l'État n'est pas qu'un instrument de domination pour la classe dominante, en témoignerait l'existence du droit du travail, de la sécurité sociale, d'un volontarisme pour lutter contre les discriminations etc. Cependant, deux choses sont à relever. D'une part, il faut contextualiser ces progrès sociaux qui ne sont jamais donnés par les classes possédantes, mais toujours le fruit de luttes sociales intenses que ce soient de la classe ouvrière, des femmes, des minorités, bref de tous les groupes dominés. Autrement dit, les droits obtenus ne sont jamais des acquis sociaux mais bien des conquêtes sociales, comme le rappelait la

bâtisseur du Régime Général de la Sécurité Sociale, le député communiste Ambroise Croizat.

D'autre part, si l'État doit être défini par les intérêts des classes dominantes, cette réalité n'est pas incompatible avec l'accomplissement d'une multitude d'activités socialement utiles. Par exemple, si la police est une institution qui, d'une part, a pour finalité de maintenir l'ordre social et l'intégrité de l'État, et d'autre part, une administration discriminante traversée par des logiques racistes, elle détient également des fonctions utiles dans la vie quotidienne des citoyens. Par ailleurs, de nombreuses actions impulsées par l'État, que ce soit l'éducation, la démocratie participative dans les villes, la diversité etc. sont souvent des activités qui lui sont profitables : besoin de main d'œuvre qualifiée, contrôle des processus participatifs et politiques, affaiblissement du droit antidiscriminatoire.

Appréhender l'État comme une institution froide, bureaucratique, conservatrice, capitaliste, traversée par des logiques de domination raciste, néocolonialiste, sexiste, hétérocentrisme, validiste est important pour éviter toute illusion et désenchantement. En effet, la prise de l'État, par exemple dans le contexte réformiste et électoral, doit prendre en considération cette détermination de l'État, et donc la difficulté - voire l'impossibilité ? - de transformer radicalement les structures de l'intérieur qui sont des construits historiques, politiques et idéologiques, dont des valeurs et principes

traversent les institutions et sont incorporés par les agents de l'État eux-mêmes. Se méfier de l'État est donc une prérogative importante pour tout projet de gauche, d'autant plus que son universalisme engendre une invisibilisation des luttes des minorités, et que sa tradition jacobine et centraliste affaiblit les possibles contre-pouvoirs locaux et les féodalités qui constitue, dans ma définition, le troisième enjeu.

#### **4. L'autonomie politique et l'éducation populaire**

Un projet de transformation sociale de gauche ne repose pas sur une vision aristocratique du pouvoir, avec un État tout-puissant, jacobin, qui va lui-même libérer les opprimés de leurs oppressions. Penser l'émancipation dans un projet de gauche engendre donc deux conséquences : l'autonomie politique et l'éducation populaire.

##### **a. L'autonomie politique**

La domination étant un rapport social, l'émancipation des groupes dominés ne peut se développer qu'à partir du développement de leur pouvoir d'agir en vue de la destruction concrète et formelle du rapport social en question. Cette posture permet de retirer toute pensée misérabiliste envers les classes dominées et populaires. Elles ne sont des êtres aux actions insignifiantes et

passives à la marche de l'histoire. Elles sont capables, au sein même de la relation de domination, de faire preuve de résistance, de subversivité, d'opposition. Ensuite, il faut suivre l'enseignement matérialiste et stratégique de Marx, pour qui l'émancipation ne peut être l'œuvre des dominés eux-mêmes. On trouve cette proposition dans sa fameuse phrase « L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Autrement dit, l'émancipation ne peut provenir d'une source exogène, extérieure, dans une perspective paternaliste et néocoloniale. Elle est endogène. C'est aux premiers concernés de s'organiser pour résister, pour se transformer en sujet politique et gagner leurs droits et leur dignité à travers les luttes sociales.

Comme pour la multidimensionnalité des rapports sociaux, l'autonomie politique ne doit pas faire peur en raison qu'elle diviserait les travailleurs et les travailleuses. L'autonomie politique des groupes sociaux n'est ni un rejet des luttes communes lorsque les intérêts sont communs, ni un refus d'être soutenu - et non guidé - par des alliés de la cause, elle est une condition nécessaire pour que les alliances ne soient pas des subordinations.

## **b. L'éducation populaire**

Dans un deuxième temps, l'autonomie politique, parce qu'elle ne peut se concevoir sous des formes étatiques et

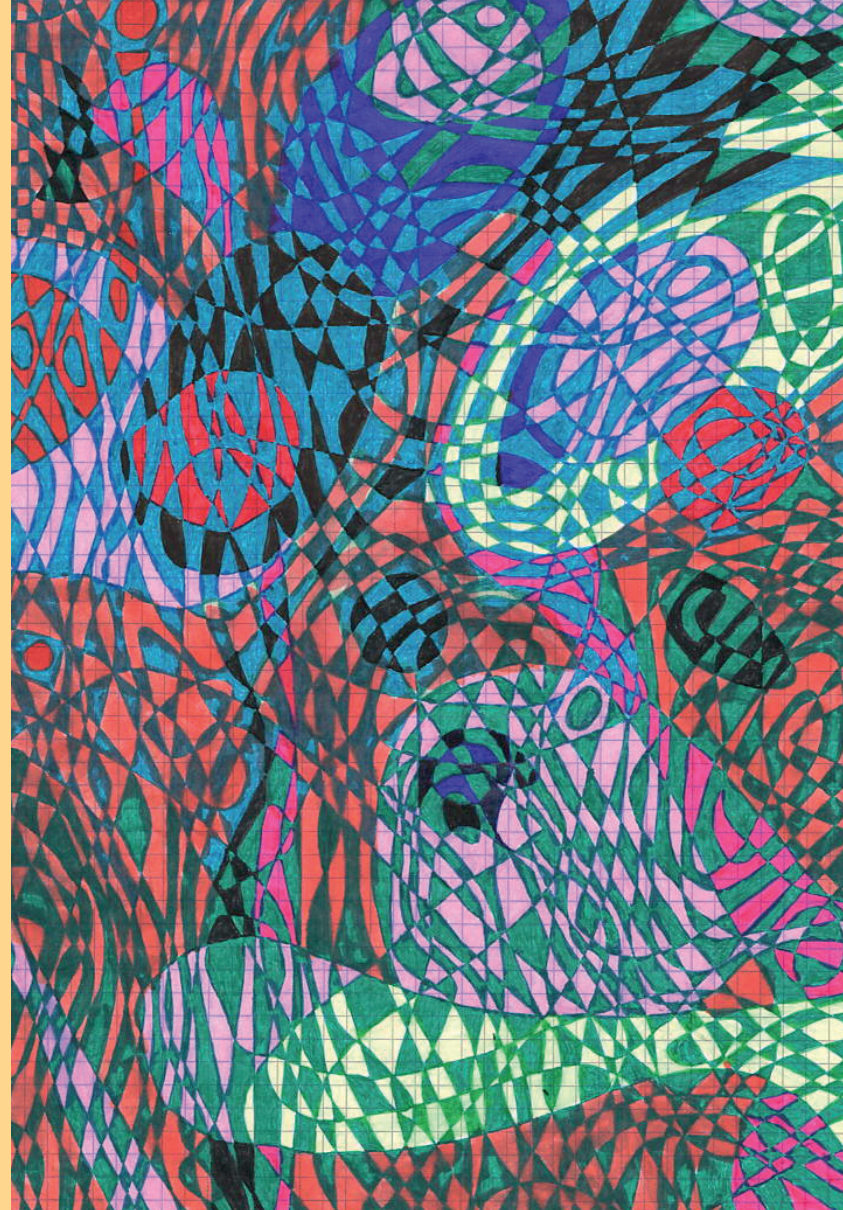
coercitives, est complémentaire de pratiques indépendances, locales, collectives et populaires. Autrement dit, la pratique du politique et l'élaboration des processus d'émancipation demandent des procédures d'éducation politique. L'éducation populaire permet aux personnes dominées de s'organiser autour de conflits producteurs pour développer une compréhension critique du monde social. Elle cherche à transformer les individus et les groupes en sujets politiques pour agir concrètement à plusieurs niveaux, à l'échelon du local et national.

Comme je l'avais expliqué dans cet article, l'éducation populaire mobilise le vécu des individus dominés. Collectivement, par le témoignage de chacun, on met des mots sur des situations factuelles, sur des problèmes, des réalités vécues, et on nomme concrètement des adversaires. On travaille le politique à partir de choses simples, concrètes et existentielles, pour ensuite développer une critique plus soutenue des rapports de domination. C'est à partir de ces activités coopératives que s'élaborent des stratégies, des pratiques et des actions concrètes pour œuvrer à la transformation sociale.

## **5. Pour un projet de gauche révolutionnaire**

La voie proposée par ce billet s'inscrit dans une perspective révolutionnaire. L'idée réformiste comme moyen ou comme fin, s'il est vrai qu'elle peut amener de réelles régulations

des structures économiques et sociales, elle reste une force limitée, d'autant plus dans sa configuration actuelle. Présentant l'État comme le garant de l'intérêt général - mais l'intérêt de qui ? -, le réformisme est déficient pour abolir les rapports de domination. Protégeons-nous également de toute comparaison avec le Front Populaire de 1936, un parallèle d'autant plus absurde car il invisibilise la véritable force en présence à l'époque, la classe ouvrière. Ce sont bien les mobilisations ouvrières qui ont imposé le Front Populaire et qui ont permis les grandes conquêtes sociales de l'époque, pas le gouvernement de Léon Blum. C'est pourquoi, un projet de gauche doit poursuivre une finalité révolutionnaire pour « monter à l'assaut du ciel » comme disait Marx. Ma proposition est que ce projet de transformation radicale des rapports sociaux doit reposer sur une orientation constituée de trois enjeux sociaux, qui sont l'abolition des rapports de domination, la critique de l'État, la pratique de l'autonomie politique et de l'éducation populaire.

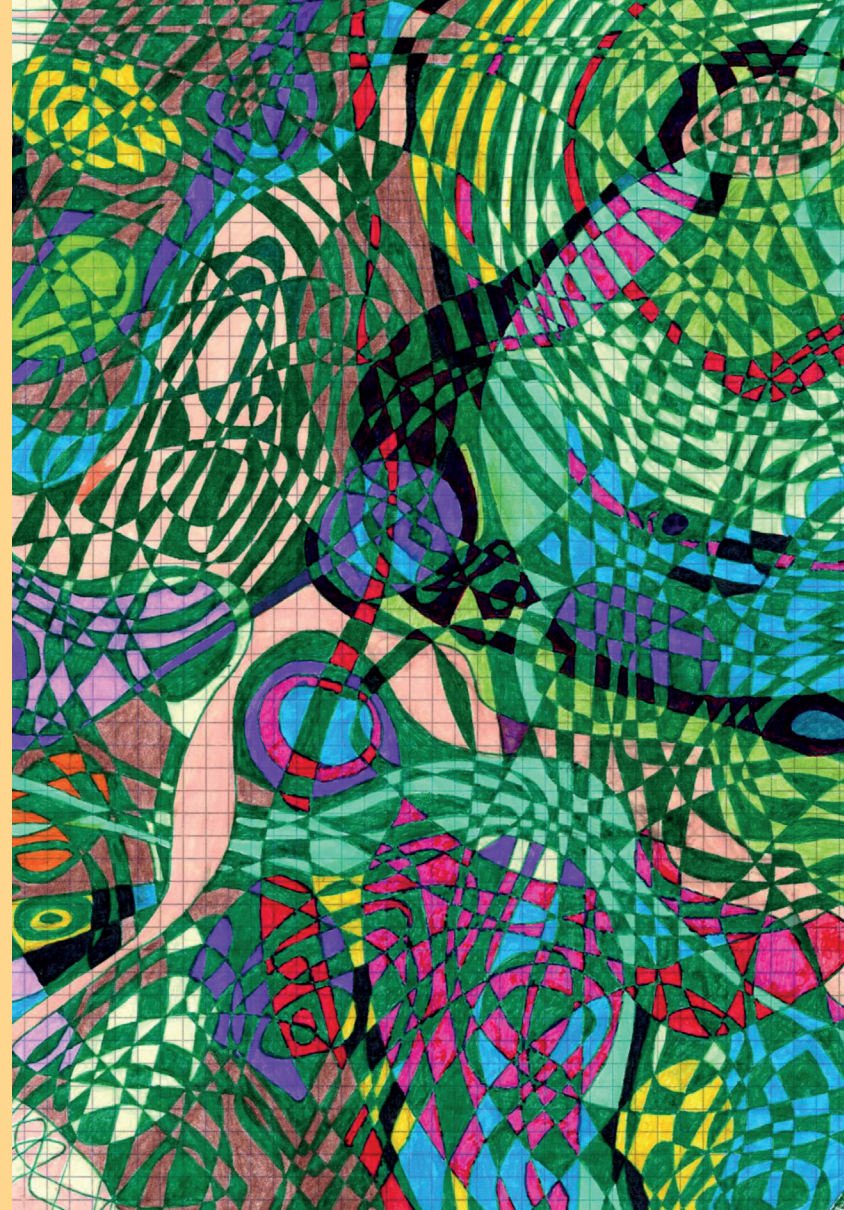


## L'affairisme capitaliste des cartels du sport - Une anti-culture de masse

Pendant que la guerre d'invasion menée par la Russie fait rage en Ukraine et menace l'Europe, le sport continue son show-business. Les profits réalisés par le CIO à l'issue des Jeux totalitaires de Pékin, ceux escomptés par la FIFA à la fin du Mondial des pétromonarques qataris, et ceux engrangés par les champions du football, du rugby, du handball ou du golf, ne connaissent pas la crise. Ils s'envolent vers de nouveaux records ! Les fonds d'investissement privés ou souverains infiltrent massivement la machinerie capitalo-maffieuse du sport-spectacle dans l'ordre d'une lutte concurrentielle intense pour régner sur ce secteur lucratif.

Bien qu'elles se soient rendues complices de Poutine – en lui confiant l'organisation des Jeux olympiques, des Mondiaux de football et d'athlétisme, des championnats de Formule 1, etc., et en recevant en retour de substantiels financements et parts de marché – les fédérations internationales du sport se présentent encore aujourd'hui comme les garants de la paix dans le monde, de l'amitié entre les peuples, de la culture universelle. Nombreux sont ceux qui parmi les sportifs, les journalistes, les personnalités politiques et les intellectuels ne cessent de magnifier cet « humanisme sportif » fait de « neutralité », de « tolérance », de « vivre-ensemble sans discrimination ni exclusion ». Plus que toute autre situation, la réalité de la guerre révèle à quel point ces discours sont de puissantes diversions politiques.





## Le Réseau des Créfad

Le Réseau des Créfad est la coordination nationale des associations se reconnaissant dans des valeurs communes et issues d'une histoire liée à l'Union Peuple et Culture. Ses valeurs prennent source dans le Manifeste de Peuple et Culture, l'éducation populaire, la laïcité, la lutte contre les inégalités, habitudes et intolérances, la référence à l'entraînement mental, en prenant en compte les évolutions du monde et des techniques et le fait économique de nos associations inscrites dans l'économie solidaire.

Les associations membres du Réseau interviennent en particulier dans l'accompagnement de porteurs de projets pour créer leur activité et leur revenu, le développement local et rural, l'accès de tous à la culture et en particulier le rapport à l'écrit, la formation permanente, la formation des bénévoles et responsables associatifs, l'accompagnement des associations dans leur fonctionnement, leur projet et leurs activités, les outils et méthodes pour l'autonomie de chacun dans la pensée et l'action, des études, diagnostiques et expérimentations.

Les membres du Réseau reconnaissent la nécessité, pour agir au quotidien, de ne pas être isolées et de pouvoir échanger informations, pratiques et analyses, se doter d'outils de travail communs dans une dynamique d'économies de moyens et de partage, une solidarité mutuelle, des actions conçues et réalisées ensemble pour bénéficier de soutiens et de reconnaissance et créer une plus grande efficacité d'action. Cette nécessité de coordination s'inscrit aussi plus largement dans une mobilisation pour l'inter-associatif tant des structures de co-gestion, de coordination thématiques (comme le CRAJEP et le

CELAVAR), de coordination générale (comme le Mouvement Associatif et les CRESS), de coordination sur des territoires locaux, dans des collectifs ponctuels, par des outils de gestion et de promotion de la vie associative et de l'économie solidaire. Ces fonctions d'appartenance, de promotion de nos valeurs, d'organisation, d'échanges, s'adressent selon les besoins aux structures membres, mais aussi aux individus selon leur investissement dans nos associations : adhérents, bénévoles, militants, administrateurs, salariés, usagers.

Le Réseau des Créfad se dote d'outils de fonctionnement mutualisés au profit des associations membres : fonds de soutien, groupement d'employeurs, site, revue Efadine, collection CREFAD Documents, séminaire « acteurs sociaux »...

Les associations membres créent ou soutiennent des initiatives et structures sur leurs territoires à l'exemple des cafés culturels associatifs (café-lecture, librairie-café, café-jeux...), coopérative d'activités, Boutique d'Initiatives... et permet la coordination des associations membres pour obtenir et gérer des dossiers communs au bénéfice de chacun.



9 rue sous les Augustins 63000 Clermont-Ferrand  
contact@reseaucrefad.org  
[www.reseaucrefad.org](http://www.reseaucrefad.org)



# Le Réseau des Cafés Culturels et Cantines Associatives

Les Cafés Culturels et Cantines Associatifs constituent de manière volontaire le Réseau des Cafés Culturels et Cantines Associatifs ayant pour buts l'application de la charte : la création de solidarité entre les cafés et entre les cantines ; le soutien aux nouveaux projets de cafés et de cantines ; des actions communes et le développement de la reconnaissance des cafés culturels et cantines par les partenaires.

Il permet de plus des échanges et des complicités sur les thématiques des cafés : l'écrit, le jeu, la culture, etc.

Créé en 1998 par des cafés-lecture, il s'est élargi à l'ensemble des cafés culturels associatifs en 2009, rejoint ensuite par des cantines et épiceries solidaires associatives.

Concrètement le Réseau a mis en place différents outils, seul ou avec des partenaires :

- L'accompagnement des cafés associatifs et cantines pour leur pérennité
- L'accompagnement des projets de création de cafés et cantines associatifs
- Un soutien à l'emploi
- Le groupement d'employeurs (MAGE) pour mutualiser tout ce qui relève du traitement du social, de la communication, de la gestion ou réaliser des embauches à plusieurs structures
- L'agrément Service civique
- Les fonds solidaires

- La revue Efadine
- Les formations
- Le document mensuel d'informations de toutes natures par voix numérique (INFO)
- Le répertoire des cafés et cantines
- Le site resocafeasso.fr avec ses informations, ses ressources en ligne
- Le livre « Créer et animer un café associatif »

Il fonctionne avec trois rencontres annuelles plénières, des coordinations régionales qui se mettent progressivement en place, des commissions de travail.

Il travaille par ailleurs sur le modèle économique des cafés et cantines associatifs, sur le modèle social des cafés et cantines associatifs, la gouvernance, le lien aux territoires.

Le RÉSEAU  
des CAFÉS  
Culturels et  
Cantines  
Associatifs

Partage Citoyenneté  
Culture  
Solidarité  
Lien Social  
Associatif  
Inter-générationnel

9 rue sous les Augustins 63000 Clermont-Ferrand  
resocafeassociatif@gmail.com  
[www.resocafeasso.fr](http://www.resocafeasso.fr)

## Efadine - Bulletin de commande

Vous pouvez aussi commander en ligne sur  
[www.reseaucrefad.org](http://www.reseaucrefad.org)

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse postale : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Abonnement - 4 prochains numéros - 30€ x \_\_\_\_\_ = \_\_\_\_\_

Avec frais d'envoi à domicile - 5€ x \_\_\_\_\_ = \_\_\_\_\_

Efadine n° 11 - 8€ x \_\_\_\_\_ = \_\_\_\_\_

Efadine n° 13 - 8€ x \_\_\_\_\_ = \_\_\_\_\_

Efadine n° 14 - 8€ x \_\_\_\_\_ = \_\_\_\_\_

*Épuisés : Efadine n° 1 à 10, et n° 12.*

**Total de la commande** = \_\_\_\_\_

Besoin d'une facture ?    Oui    Non

**À retourner à :**

Réseau des Créfad - Revue Efadine  
9 rue sous les Augustins  
63000 Clermont-Ferrand

Efadine paraît de manière irrégulière en fonction des moyens dont nous disposons. Cette revue est en construction et le sera probablement en permanence à chaque numéro car nous sommes bousculés par le quotidien et le manque de moyens.

La baisse de la reconnaissance associative et des soutiens en conséquence de la part de l'État et des collectivités territoriales met à mal les fonctions de réflexion, de recul, de partage, tout ce qui est estimé comme improductif dans un regard du tout économique et dans la dimension du court terme, met à mal les fonctions de réseaux, d'organisation collective, de partage, d'enrichissement social et culturel mutuel. Dès qu'il nous est possible nous reprenons du temps pour nous, du temps de mutualisation, de pensée, d'écriture qui nécessite la rencontre, la lecture, la curiosité, le débat et la publication d'Efadine.

N'hésitez pas à nous transmettre vos remarques et suggestions: elles sont toujours bienvenues.

## Autres ressources

**Le site [entrainementmental.org](http://entrainementmental.org)**

Tous les stages, dates, lieux, prix, formateurs...

## Ouvrages - Éditions CREFAD Documents



**La liberté est ovale** – Christophe Chigot, Marc Uhry – 2007 – 10€

**La création d'activités inventives dans les espaces ruraux** – Marie-Anne Lenain – 2016 - 15€

**Questionner les pratiques sociales et éducatives** – Damien Gouëry – 2018 – 17€

**Préférer la liberté à la sécurité** – Collectif – 2020 – 15 €

**Parfois ça marche !** – Marion Berthin Sihr – 2020 – 15 €



**Questions de genre dans les musiques actuelles** – Julie Champagne – 2021 - 12€

**Renseignements et commandes sur [boutique.reseaucrefad.org](http://boutique.reseaucrefad.org)  
et dans chaque association du réseau.**

---

### Épuisés

#### Crefad documents

**Handicap, image numérique et interculturel** – Colas Grollemund – 2004

**Les jeunes et les associations, entre participation et engagement** – Colas Grollemund, Rémy le Floch – 2004

**Créer et animer un café culturel, l'exemple des cafés-lecture** – Collectif – 2006

**Mon corps est un champ de bataille (au masculin)** – Collectif – 2007

**Pédagogies de l'accompagnement et entrepreneuriat social** – Collectif – 2007/2009

**Du rural et de l'agricole** – Collectif – 2006

**Une danse à lire** – Compagnie Axotolt – 2008

**Le guide des statuts** – Collectif – 2012

**Les lieux test agricole** – RENETA et CELAVAR Auvergne – 2013

**Les pédagogies de l'accompagnement** – Collectif – 2015

**Les ignorances affectives** – Jérémie Lefranc – 2017

**Créer et animer un café associatif** – RECCCA – 2018

**Ce que le monde associatif nous apprend des leaders** – Blandine Voineau, Catherine Duray, Christian Lamy – 2018

#### Crefad Documents Traces

**Reconsidérer les transmissions pour mieux les accompagner** – Collectif – 2021

# Revue **n° 14 - Septembre 2022**

<b>La culture est tout ce qui nous permet de résister à la domination</b> - Marcuss .....	P1
<b>Michel Onfray et l'éducation populaire</b> - Marcuss .....	P13
<b>La joie des appels à projets</b> - Charlotte Dementhon .....	P19
<b>Généalogie des théories intersectionnelles</b> - Marc Tertre .....	P23
<b>La jeunesse... Des jeunesses...</b> - Jean-Marie Perrinel .....	P40
<b>Un engagement artistique dans l'univers des tous-petits</b> - Thierry Lafont .....	P51
<b>Se dire prosexé</b> - Val Flores .....	P55
<b>Les professeurs des écoles et leurs super pouvoirs</b> - Anonyme .....	P60
<b>Des artistes qui s'engagent</b> - Compagnie Rara Woulib .....	P66
<b>La logique, et la logique en entraînement mental</b> - Denis Varichon .....	P81
<b>Quel projet pour une gauche révolutionnaire</b> - Marcuss .....	P94
<b>L'affairisme capitaliste des cartels du sport, une anti-culture de masse</b> - Quel Sport ? .....	P100

**Éditeur :** Réseau des Créfad  
9 rue sous les Augustins 63000 Clermont-Ferrand

04 73 31 31 17

**Imprimeur :** Imprimerie ITT Romagnat  
**Responsable de publication :** Christian Lamy

**Prix de vente :** 8 €

**Dépôt légal :** septembre 2022